

Une idée accueillie favorablement par M. Balladur

Washington propose de réintroduire l'or dans le système monétaire

Un ballon d'essai

Le rituel feutré de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international a été perturbé par le retour en grâce de l'or, un mot exclu de cette enceinte depuis quatorze ans. Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a joué les trublions et surpris ses partenaires en proposant d'adjoindre une série de matières premières, dont le métal précieux, à une panoplie d'indicateurs permettant de mieux surveiller l'évolution des économies et des monnaies des grands pays industriels. Assistait-on à un rétablissement par les États-Unis de l'étalon-or, honni depuis l'instauration des changes flottants en 1973 ? Ce serait aller un peu vite en besogne.

La Réserve américaine a d'ores et déjà mis en application un indicateur-or pour sa politique. Les règles du jeu sont simples : au-delà de 450 dollars l'once, les cours du métal précieux constituent un signal de menace d'inflation et appellent un resserrement du crédit, donc une hausse des taux d'intérêt ; en deça de 450 dollars, les risques sont déflationnistes et appellent une baisse du loyer de l'argent.

Le prix de l'or étant sensible à l'évolution des taux d'intérêt, le Fed a réussi, depuis le printemps dernier, et à l'exception de deux petites poussées, en avril et en mai, à stabiliser les cours et sa politique de crédit.

Jouer sur ce registre ne signifie pas pour autant un retour de l'étalon-or qui a régi le système monétaire international pendant près de trente ans. Il faudrait, si c'était le cas, que les dirigeants américains interviennent directement sur le marché du métal précieux, ce qui est exclu. Il semble, en fait, que M. Baker ait voulu, en lançant l'or dans un nouvel indicateur de surveillance, proposer une référence couvrant mieux l'évolution de la conjoncture mondiale, et non plus seulement celle des seuls pays industriels.

Le premier moment de surprise et de perplexité passé, les partenaires de Washington rendront-ils cette idée ? Il ne s'agit pour le moment que d'un ballon d'essai. Comme l'a également été la proposition du chancelier de l'Échiquier britannique, M. Nigel Lawson, de gérer de façon plus systématique et « tactique » les taux de change. Mais, quel que soit l'avenir de ces initiatives, elles recouvrent une réalité qui ne peut que réjouir la France : le libre flottement des taux de change a montré ses limites. M. Edouard Balladur voit ainsi dans un indicateur fondé sur les matières premières, et en particulier sur l'or, la reprise d'idées françaises « vieilles d'un quart de siècle ».

Reste à s'entendre sur les moyens d'introduire un peu plus de discipline dans un système jugé inopérant par tous. Un long chemin... Les instituts d'émission allemand et japonais n'ont jamais caché leur scepticisme à l'égard de règles internationales trop rigides. Et la décision finale appartient à des hommes politiques moins soucieux d'efficacité économique mondiale que leurs ministres des finances ou leurs gouverneurs de banque centrale.

(Lire page 36 un entretien avec le vice-président de la Banque fédérale des États-Unis.)

En proposant, le mercredi 30 septembre, devant l'assemblée générale de la Banque mondiale et du FMI de refaire jouer à l'or un rôle d'indicateur monétaire, M. James Baker, le secrétaire au Trésor, a provoqué une surprise teintée d'un certain scepticisme.

Pour sa part, M. Balladur, ministre d'État de l'économie, des finances et de la privatisation, a estimé que ce n'était pas « une mauvaise idée ».

WASHINGTON de notre envoyé spécial

C'est dans une salle qui n'a pas ses aînés que le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a annoncé, mercredi 30 septembre, que les États-Unis, soucieux de promouvoir la stabilité des prix, étaient disposés à « se servir d'un indicateur supplémentaire pour coordonner leur politique avec leurs partenaires, à savoir le prix exprimé dans les grandes monnaies d'un panier de matières premières, parmi lesquelles l'or ». Le mot or n'avait pas été prononcé dans l'enceinte de l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale depuis au moins quatorze ans par un représentant officiel des

États-Unis ni d'ailleurs par les dirigeants des deux organismes.

C'est en mars 1973 que toute référence à l'or avait été éliminée du système par la décision du flottement général des monnaies. Auparavant, le 15 août 1971, le mécanisme à travers lequel les banques centrales étrangères pouvaient demander au Trésor américain un poids d'or correspondant aux dollars qu'elles présentaient en remboursement avait été suspendu par le président Nixon.

Dans son exposé, le secrétaire américain, M. Baker, a abordé aussi le problème de l'endettement international. Il a affirmé l'entière validité du programme qui porte son nom et qu'il avait lancé à Séoul il y a deux ans.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 36.)

Arrestations en France et procès en Espagne

Paris et Madrid portent des coups sévères au terrorisme basque

Alors que se déroule à Madrid le procès de huit membres de l'ETA, plusieurs opérations de police menées au Pays basque tant français qu'espagnol ont entraîné mardi 29 et mercredi 30 septembre une série d'arrestations de membres des organisations terroristes ETA et Iparretarrak. Parmi les personnes interpellées, figure Santiago Arrospe, dit « Potros », considéré comme un important dirigeant du commandement militaire d'ETA.

Du côté français, les arrestations sont le résultat de multiples enquêtes, surveillances et perquisitions que la gendarmerie et la police judiciaire opèrent depuis plusieurs mois dans le Sud-Ouest, et particulièrement dans les Pyrénées-Atlantiques, pour retrouver Philippe Bidart, chef présumé d'Iparretarrak, recherché pour le meurtre d'un gendarme, commis le 24 août à Biscarosse, dans les Landes.

Ainsi avaient été repérés un certain nombre de sympathisants du mouvement clandestin susceptibles d'héberger le fuyard. C'est chez l'un de ceux-ci, à Anglet, que les enquêteurs avaient vu entrer Santiago Arrospe, dit « Potros », et qu'ils l'ont interpellé. De la même façon, ils ont appréhendé, dans une maison entre

Ascain et Saint-Pée-sur-Nivelle, un autre membre de l'ETA, Isaki Pineda Burruza, réfugié en France depuis son éviction en 1985 de la prison de San Sebastian. En outre, une cache d'armes a été découverte et d'importants documents ont été saisis.

Les autorités espagnoles ont déjà exprimé leur satisfaction. A Madrid, où se déroule un procès de huit membres de l'ETA, on se félicitait des bonnes conditions dans lesquelles se développe aujourd'hui une collaboration franco-espagnole dans la lutte contre le terrorisme basque.

(Lire page 14 les articles de PHILIPPE BOGGIO et THIERRY MALINIAK.)

Les journées parlementaires PS

M. Joxe prononce un violent réquisitoire contre le gouvernement.



PAGE 10

La défense de l'Europe

Nouvelles consultations stratégiques entre Paris et Londres.

PAGE 40

Un Allemand pour la première fois secrétaire général de l'OTAN.

PAGE 3

Recherche et industrie

Les crédits prévus pour 1988 permettront seulement de rattraper le retard pris depuis deux ans.

PAGE 37

Le sommaire complet se trouve page 40

Enquête judiciaire sur quelques radios privées

Les épines de la CNCL

La CNCL est à nouveau sur la sellette. Critiquée récemment par le président de la République, composée par le Parti socialiste lors des journées parlementaires à Strasbourg, la commission a reçu le soutien de M. François Léotard, indigné des accusations portées contre elle. Toutefois, le dossier des radios locales privées reste ouvert, après la plainte déposée par Larsen FM, une station évincée.

Le monde des radios parisiennes bruit de mille rumeurs et connaît à nouveau des frissons. Alors que le plan de fréquences conçu par la CNCL se mettait doucement en place, la plainte pour corruption, fornication ou trafic d'influence déposée par Larsen FM (le Monde du 25 août et

du 17 septembre) a, en effet, allumé la mèche d'un pétard dont on ignore encore la taille. Et le débat que Michel Polac a consacré au dossier n'a fait qu'aggraver le climat de suspicion.

Corruption ? La CNCL tout entière se rebiffe et se déclare outrée. La justice cependant continue son enquête auprès du personnel : la commission rogatoire ordonnant des investigations sur plusieurs agents de la CNCL ainsi que la garde à vue dont l'un d'eux a fait l'objet suscitent des questions, et certains responsables manifestent déjà le souci de dater clairement les agissements réputés répréhensibles. Avant ou après janvier 1987 ? Avant, sans doute, dit un membre de la CNCL, c'est-à-dire du temps de la Haute Autorité.

Fornication ? trafic d'influence ? Ces notions sont autrement délicates, difficiles à déceler, encore plus à prouver. C'est en fait, dès sa mise en place, la CNCL a été littéralement submergée de lettres et d'appels de personnalités les plus diverses, élus, voire ministres, multipliant les pressions pour rappeler quelques amitiés et soutenir tel ou tel dossier. Mais où, et à quel moment commence ce qu'on peut appeler le trafic d'influence, le privilège, la « faveur » ?

Sans doute l'application du plan de fréquences s'est-elle faite dans une grande fermeté ; les saisies de radios continuant à émettre sans autorisation n'ont guère suscité les protestations attendues, et les grosses radios (service public, stations périphériques et

têtes de réseaux) ont plutôt applaudi.

Pourtant, des failles et interrogations graves subsistent autour d'une poignée de radios, parmi lesquelles trois ont d'ailleurs fait l'objet, ces dernières semaines, d'une perquisition.

D'abord Radio-Courtoisie : proposée et dirigée par Jean Ferré, critique de radio et de télévision au Figaro Magazine, elle est officiellement exploitée par le Comité de défense des auditeurs de Radio-Solidarité. Cette association a été constituée à la fin de l'année 1985 à l'appel de Jean Ferré et de collaborateurs de Minuscule - brusquement exclus de Solidarité pour leur ancrage à l'extrême droite.

ARNACK COJEAN

(Lire la suite page 29.)

Un défi au président Moubarak

Fièvre islamiste en Egypte

LE CAIRE de notre correspondant

Depuis quelques mois circule sous le manteau en Egypte un film vidéo qui suscite des réactions passionnées. Il s'agit d'un grand reportage de la chaîne de télévision indépendante britannique ITN sur la montée du maximalisme musulman dans la vallée du Nil et la Bekaa libanaise. Intitulé The Sword of Islam (« L'épée de l'Islam »), « C'est effrayant », « c'est un complot » : les commentaires abondent, jusqu'à celui d'un éditeur du journal officiel Al-Ahram, M. Ahmad Bahgat, connu pour ses sympathies à l'égard du courant islamiste, et qui s'élève contre ce film « défigurant l'Islam et les musulmans ».

Mais, même si le film n'est pas exempt de parti pris, il n'en demeure pas moins qu'il est arrivé en Egypte à point nommé, ce qui explique son succès. Le sword of Islam a fait son apparition quelques temps après l'attentat, en mai dernier, contre l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abou Bacha. Un attentat qui,

comme deux autres qui l'ont suivi, portait la marque de la violence maximaliste musulmane, symbolisée dans le générique du reportage d'ITN par un cimetière sanglant dominant un globe terrestre en feu.

Mais, si l'image relève d'une simplification outrancière, il n'en demeure pas moins que l'islamisme sous toutes ses formes est en pleine expansion. Cela va du simple regain de ferveur religieuse qui fait déborder de fidèles lors de la prière du vendredi les trente mille mosquées d'Egypte à l'intensification de la campagne pour l'application de la chariah (législation coranique) en passant par le port du hijab (voile) par un nombre croissant de femmes et de la barbe non taillée par les hommes.

Si l'on se réfère aux suffrages obtenus par la coalition socialo-islamiste, lors des élections législatives d'avril (dix pour cent des voix), les partisans de l'application de la Chariah seraient aujourd'hui au nombre de 5 millions.

ALEXANDRE BUCCIANTINI

(Lire la suite page 3.)

Le Monde DES LIVRES

■ Le tome VI du Journal de Virginia Woolf. ■ L'an 2000 de Julian Barnes. ■ Les anges diaboliques de Ruth Rendell. ■ « La Ratte » ou l'apocalypse selon Günter Grass. ■ Satyajit Ray et la magie du réel. ■ La chronique de Bertrand Poirot-Delpech. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand.

Pages 17 à 25

Le Monde AFFAIRES

Un numéro spécial de 48 pages

■ SIDÉRURGIE : la fin de la déprime. ■ SUEZ : les « stratégies » de la prudence face aux « corsaires » de Paribas. ■ OLIDA : de l'argent pour retrouver l'appétit.

Vient de paraître

Marcel PROUST

A la recherche du temps perdu

NOUVELLE ÉDITION établie sous la direction de Jean-Yves Tadié

Tome I

Introduction. Chronologie. Note sur la présente édition. Notice sur le fonds Proust de la Bibliothèque nationale

DU CÔTÉ DE CHEZ SWANN À L'OMBRE DES JEUNES FILLES EN FLEURS. I^{re} partie.

La Pléiade Gallimard

50 من الأصل

Etranger

BRÉSIL : la fin de la visite de M. Chevardnadze

M. Gorbatchev pourrait se rendre à Brasilia en 1988

M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé le mercredi 30 septembre à Buenos Aires pour une visite officielle de cinq jours en Argentine. Il venait de Brasilia, où le communiqué commun signé à l'issue des entretiens soviéto-brésiliens insiste sur les liens entre le désarmement et le développement des pays du tiers-monde. M. José Sarney, le président brésilien, a été invité à se rendre en URSS, sans doute en mai 1988, et la date d'une éventuelle visite de M. Gorbatchev au Brésil à la fin de la même année pourrait être décidée à cette occasion.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

M. Chevardnadze est un homme habile, à n'en pas douter. Il a su tenir aux Brésiliens le langage susceptible de leur plaire. A ceux qui auraient pu être tentés de voir dans sa visite à Brasilia le début d'une offensive idéologique des Soviétiques dans la région, il a demandé si « l'Amérique du Sud était à ce point sous la tutelle de quelqu'un qu'on ne puisse y venir ». C'était évidemment jouer avec adresse sur le désir d'indépendance d'un pays qui a longtemps vécu dans l'orbite quasi exclusive des Etats-Unis.

Au cours de son séjour à Brasilia, le ministre soviétique des affaires étrangères a répété que développement et désarmement étaient intimement liés. Autre thème de nature à satisfaire ses interlocuteurs, aux prises avec un douloureux problème de croissance.

Quel pays du tiers-monde ne sous-entend, en effet, à l'idée que le désarmement est nécessaire pour libérer des ressources en faveur des nations les moins favorisées, ce que propose M. Gorbatchev avec son projet de fonds international pour le développement ?

Dans un communiqué commun signé mercredi par M. Chevardnadze et son homologue brésilien, M. Abreu Sodré, on trouve les préoccupations majeures des deux pays : Brasilia rejoint Moscou dans son opposition à la militarisation de l'espace et dans ses propositions en faveur d'une interdiction générale des armes nucléaires. Quant aux Soviétiques, ils affirment, comme les Brésiliens et les autres débiteurs du tiers-monde, que le problème de la dette extérieure ne sera pas réglé tant qu'on ne mettra pas sur pied un système de prix équitables et un nouvel ordre économique mondial.

Mais le plus important sans doute a été la prestation personnelle de M. Chevardnadze. Malgré que tout entre peuple, les Brésiliens aiment les gens rouffignés. A cet égard, le ministre soviétique tranche évidemment avec son prédécesseur, M. Gromyko. Il sourit, fait de l'humour, ce que certains spécialistes mettent sur le compte de ses origines géorgiennes, la plupart des commentateurs voyant là une preuve physique concrète de la politique d'ouverture de M. Gorbatchev, et c'était là sans doute l'essentiel du message.

CHARLES VANHECKE.

Océanie

FIDJI : aggravation de la crise

Le colonel Rabuka se proclame chef de l'Etat

Le colonel Sitiveni Rabuka s'est proclamé, jeudi 1^{er} octobre, chef de l'Etat et a abrogé la Constitution. Il a déclaré que la fonction de gouverneur général, représentant de la reine Elizabeth II dans le pays, avait cessé d'exister. Le colonel Rabuka a annoncé ce premier décret, publié au journal officiel, à la fin d'une conférence de presse. Selon le décret, la Constitution de 1970 est annulée à compter du 25 septembre, date à laquelle il a pris le pouvoir pour la deuxième fois depuis mai dernier.

« Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés en tant que commandeur des Fidji, je décrète également que tous les décrets promulgués de ma main et sous mon sceau auront force de loi », précise le décret. Selon la Constitution de 1970, la reine d'Angleterre est chef d'Etat des Fidji, pays membre du Commonwealth, et le gouverneur général Sir Penia Ganian est son représentant sur place.

Le colonel Rabuka avait eu de longs entretiens mercredi avec le gouverneur général et avec les anciens premiers ministres Sir Kamiseva Mara et Timoci Bavandra. Selon la presse de Nouvelle-Zélande, l'annonce, jeudi, de la décision du colonel de se proclamer chef

de l'Etat survient après les pressions exercées ouvertement par des militants du mouvement nationaliste Tautaki Fijian. Ces militants comptent parmi les partisans les plus virulents du colonel Rabuka, et lui avaient demandé de mettre à exécution le projet de proclamer la République et de garantir la domination des Mélanésiens sur le gouvernement, précise la presse néo-zélandaise.

Au cours de sa conférence de presse, le colonel Rabuka n'a pas formellement proclamé la République mais a laissé entendre qu'elle le serait prochainement. Il a rejeté les accusations de racisme portées contre lui et a affirmé que sa nomination n'était pas dirigée contre les Fidjiens d'origine indienne, dont le nombre est légèrement supérieur à celui des Fidjiens de souche.

Cette décision a néanmoins surpris car, la veille, le colonel Rabuka avait fait marche arrière en annonçant, à l'issue de multiples consultations : « Nous pourrions ne pas avoir besoin d'un président ». Mercredi soir à Londres, Sir Sonny Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, avait même affirmé un « optimisme prudent ». — (AFP, Reuters.)

Par l'auteur de Shérizade.
Deux jeunes paumés se racontent.
Le mal de vivre d'une génération.



ETATS-UNIS : la fin des auditions du juge Bork

Une bataille politique incertaine en prélude à l'élection présidentielle

WASHINGTON
de notre correspondant

Au terme de douze longues journées, les auditions du juge Bork par la commission judiciaire du Sénat ont pris fin mercredi 30 septembre. Mais la « confirmation » de sa nomination à la Cour suprême est plus incertaine que jamais, et la bataille continue à faire rage au Sénat. Surtout son champion en position difficile, le président Reagan est monté au créneau mercredi, en se plaçant délibérément sur le terrain choisi de l'espace et des paroles très dures à l'adresse du candidat, mais non pas à convaincre les sénateurs, mais à frapper l'opinion, sans craindre la caricature. « Le choix est entre les juges libéraux, qui font eux-mêmes la loi, et les juges conservateurs, qui appliquent la loi », a déclaré M. Reagan, entre les juges libéraux, qui protègent les criminels et les juges conservateurs, qui protègent les victimes ; entre les juges libéraux, choisis par des intérêts libéraux particuliers, et des juges éminents, choisis pour servir le public. »

Le camp d'en face n'avait guère été plus manqué, faisant valoir que la nomination du juge Bork signifiait que les femmes n'auraient plus le droit d'avorter, que plus rien ne protégerait les individus dans leur vie privée, et surtout que les progrès réalisés en matière d'égalité raciale au cours des dernières décennies seraient remis en question, ce que le président Reagan a appelé « une campagne de désinformation et de distorsion sans précédent ».

Le paradigme de cette polémique est que le défilé d'arguments et de contre-arguments défilés par voie de presse ou pendant les auditions elles-mêmes n'a pas fait beaucoup avancer les choses. A peine si les premières journées des auditions ont permis de mieux situer le personnage du juge mis sur la sellette : un juriste distingué, sachant répondre avec patience aux questions les plus invraisemblables — « Pourquoi portez-vous la barbe ? » — et parfois les plus confuses, certains sénateurs des deux bords s'embrouillant dans leurs propres questions. Ses adversaires ont aussi reproché de cacher son jeu, de se déguiser en

agneau, de minimiser l'importance de ses écrits passés.

A l'inverse, sa manière de répondre aux attaques en théoricien défaité n'avait pas de quoi susciter l'enthousiasme de ses partisans, qui l'espéraient plus combatif.

Confusion et déluge verbal

Quant aux cent dix personnalités priées de donner leur avis, elles eurent l'occasion d'entendre tout et le contraire de tout. Des femmes et des Noirs eurent des paroles très dures à l'adresse du candidat, mais d'autres Noirs et d'autres femmes (moins nombreux cependant) vinrent à sa rescousse. On entendit dix fois le même réquisitoire et dix fois la même plaidoirie.

A peine deux anciens collaborateurs de l'ex-président Carter avaient-ils dit tout le bien qu'ils pensaient du juge que M. Jimmy Carter lui-même faisait savoir par lettre qu'il trouvait « odieuses » ses positions sur les droits civiques. A son tour, un autre ancien président, M. Gerald Ford, rétorquant que, au contraire, jamais personnalité aussi adéquate n'avait été nommée à la Cour suprême.

Il n'est même pas sûr que les membres de la commission judiciaire du Sénat, acteurs et témoins privilégiés de ces auditions, se prononceraient comme ils devraient en

principe le faire la semaine prochaine. Le chef de la majorité démocrate, M. Robert Byrd, a en effet proposé que la commission s'abstienne d'émettre une quelconque recommandation de vote à l'ensemble du Sénat, qui devra en tout état de cause se déterminer.

Pourtant, au-delà de la confusion et du déluge verbal, un fait domine assez clairement : les adversaires du juge Bork ont pris un net avantage sur le terrain des relations publiques. Ce qui a précisément incité la Maison Blanche à réagir. Signe qui ne trompe pas : les pro-Bork sont à court d'argent, alors que les anti-Bork déposent sans sourciller des millions de dollars collectés auprès de donateurs.

Les ennemis du candidat Dukakis

Le président Reagan peut encore tenter de faire pression individuellement sur les sénateurs hésitants, un exercice qui lui a souvent réussi par le passé, mais il reste incontestablement sur la défensive dans cette affaire comme dans tant d'autres face à un Sénat à majorité démocrate, qui lui met à chaque occasion des bâtons dans les roues.

Le camp démocrate devrait donc aborder avec optimisme la campagne électorale pour l'élection présidentielle. Or c'est tout le contraire. Les républicains sont plus confiants que jamais, et les démocrates au

désespoir de voir leurs candidats s'emmêler les jambes ou se faire des croche-pieds. Après Gary Hart, Joe Biden et Patrick Schroeder, qui ont renoncé, c'est maintenant au tour du démocrate le mieux placé dans les sondages, Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, de commettre des erreurs sérieuses. Le principal responsable de sa campagne, John Sasso, vient de démissionner, après avoir reconnu être à l'origine de la chute de Joe Biden. C'est lui qui avait fourni à la presse une cassette vidéo prouvant que son concurrent pour l'investiture démocrate était un plagiaire.

Pour l'instant, tout l'opprobre retombe sur M. Sasso, mais déjà on commence à reprocher au gouverneur du Massachusetts d'avoir beaucoup tardé à accepter la démission de son collaborateur, auquel il est lié de longues dates. C'est déjà un handicap pour un candidat sérieux et qui avait pris de l'avance sur ses concurrents dans la collecte des fonds pour sa campagne, grâce en particulier à la communauté grecque américaine, à laquelle il appartient. Mercredi soir, Michael Dukakis jouait gauchement de la trompette lors d'une réception offerte à certains de ses partisans, qui avaient avancé 1 million de dollars de contribution. Le lendemain, son directeur de campagne et l'un de ses adjoints démissionnaient. A quand la prochaine fausse note ?

JAN KRAUZE.

Les « révélations » de Bob Woodward sur la CIA sont sérieusement mises en doute

WASHINGTON
de notre correspondant

Avant même sa sortie en librairie, le livre de Bob Woodward sur les guerres secrètes de la CIA (Le Monde daté 27-28 septembre) est devenu l'événement de la semaine aux Etats-Unis. C'était prévisible : Bob Woodward, star de la presse américaine, reporter vedette du Washington Post depuis l'époque du Watergate, y a fait état de confidences que lui aurait faites avant sa mort l'un des hommes les plus secrets qui soit : William Casey, directeur, pendant six ans, de la CIA, institution elle-même fascinante pour tout lecteur normalement constitué. Jour après jour, le Washington Post continue à consacrer ses une aux bonnes pages du livre, également achetées à prix d'or par Newsweek, Le News and World Report, ainsi que par quatre-vingt-cinq journaux américains ou canadiens.

Pourtant, si le livre jette une lumière trouble sur les activités de la centrale de renseignements américaine et sur son ex-directeur, il suscite aussi un nombre croissant de questions, adressées cette fois à Bob Woodward. La réaction la plus rapide a été celle de la veuve du « héros », M^{me} Sophia Casey, qui a traité l'auteur de menteur, tandis que la nièce de William Casey adressait au Washington Post une lettre outrée et vindicative où elle rap-

pelle certains épisodes, peu flatteurs selon elle, de la carrière de Bob Woodward (responsable par exemple de la publication d'un faux journaliste resté célèbre, qui racontait la confession d'un jeune drogué de huit ans).

Deux « révélations » du livre choquent particulièrement la famille Casey : les jugements qu'aurait portés le défunt sur le « parrain » du président Reagan, et surtout l'épisode de l'hôpital.

Enrôlement de fiction

Woodward affirme, en effet, avoir réussi à se rendre au chevet de William Casey à l'hôpital de Washington, où il venait d'être opéré d'une tumeur au cerveau. Selon la CIA et la famille Casey, le journaliste a bien tenté de le faire en janvier dernier, mais a été refoulé par les gardes qui surveillaient jour et nuit le malade. Woodward maintient qu'il a pu parler au vieillard « pendant quatre minutes » et que ce dernier a prononcé « dix-neuf mots » et émis un « hochement de tête » quand le reporter lui a demandé s'il était au courant du financement de l'aide à la Contras par le produit de la vente d'armes à l'Iran.

Mercredi 30 septembre, le président Reagan a ajouté sa voix à celle des sceptiques, s'étonnant qu'un fessier dire tant de choses à un disparu qui, à l'époque, était « incapable de s'exprimer ».

« Il y a énormément de fiction là-dedans », a affirmé M. Reagan, qui a, d'autre part, formellement démenti avoir jamais donné l'ordre d'assassiner qui ce soit — ce que le livre ne dit d'ailleurs pas expressément, mais suggère. D'autres critiques, moins directes, mais plus incisives, sont adressées à l'auteur et, accessoirement, au Washington Post. Pourquoi, par exemple, le journal qui emploie Bob Woodward à plein temps n'a-t-il pas fait état sans attendre des informations sensationnelles que son collaborateur avait recueillies ? Etait-ce au contraire parce que ces informations semblaient trop peu fiables ? Mais, dans ce cas, pourquoi en faire un livre, interroge discrètement le New-York Times.

Certaines réponses à ces questions sont apportées dans les colonnes mêmes du Washington Post. Ainsi, Woodward aurait fait part, en son temps, des confidences obtenues à l'hôpital, mais la rédaction en chef du journal, dont Woodward fait d'ailleurs partie, aurait à l'époque estimé que les propos de William Casey étaient trop ambigus pour donner matière à information.

Tout cela n'empêche pas le livre de s'arracher comme des petits pains. Quant à l'auteur, il aurait reçu 1 million de dollars d'avances sur droits.

J. K.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bourde-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entertainment,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Siles.

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays, for \$400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39th Street, L.I.C. NY 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint USA, P.O. 45-45 39th Street, L.I.C. NY 11104.

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

ABONNEMENTS
BP 587 89
75422 PARIS CEDEX 09
TEL : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
— — — — —

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les bons progrès en capitales d'imprimerie.

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPA 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde
PUBLCITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPA 206 136 F

Etranger

En marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU

Rencontre « historique » entre ministres des affaires étrangères chinois et israélien

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Bien que la préparation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient soit actuellement délaissée par les principaux gouvernements intéressés, d'étonnantes travaux d'approche sont poursuivis dans une semi-discrétion accompagnée d'un silence gêné de la Ligue arabe. Pour la première fois dans l'histoire des deux pays, les ministres des affaires étrangères de la Chine et d'Israël se sont rencontrés, le mercredi 30 septembre, à New-York, où ils participent au débat de l'Assemblée générale des Nations unies. M. Shimon Peres a passé une heure et demie en compagnie de M. Wu Xueqian, dans les locaux de la mission chinoise auprès de l'ONU. Un an après les « retrouvailles » israéliennes, célébrées avec beaucoup de bombastisme par MM. Peres et Chirac dans les salons publics du palais de verre, la Chine embouche donc le pas à une évolution que le monde arabe ne semble pas en mesure de freiner.

Le représentant de Pékin a indiqué à M. Peres que « la Chine souhaite un règlement juste et global du conflit israélo-arabe » et que « toutes les parties intéressées y compris l'OLP, devaient être représentées à la future conférence sur un pied d'égalité ». Cité israélienne, M. Peres a fait connaître la position d'Israël, notamment son opposition à une représentation palestinienne indépendante. « Les deux parties sont convenues d'établir désormais un cadre pour des contacts réguliers, par l'entremise de leurs ambassadeurs auprès de l'ONU », a indiqué un porte-parole de M. Peres.

La rencontre avait été préparée de longue main par des contacts en 1981 et décembre 1985.

Une prudence de chat

La Chine fait néanmoins preuve d'une prudence de chat : à la demande de Pékin, l'ensemble du processus a été maintenu, ainsi que l'attente la formulation du communiqué chinois, dans le cadre de l'ONU,

qui retrouve ainsi une utilité qu'Israël ne lui avait que rarement reconnue. Soucieux de préserver son apparente influence auprès du mouvement des non-alignés, gâché à l'égard du monde arabe — dont il soutient, jusqu'ici, la cause avec un entêtement remarquable —, Pékin désire avancer lentement, afin de ne pas créer l'impression d'avoir « retourné sa veste », mais suffisamment vite pour ne pas être à la traîne de l'Union soviétique.

Aussi la rencontre ministérielle de New-York est-elle présentée par les Chinois comme entrant dans le cadre de la préparation de la conférence sur le Proche-Orient. Pas question, pour le moment, de relations diplomatiques : M. Wu a informé clairement M. Peres qu'il ne saurait être envisagé « tant qu'Israël ne mettrait pas fin à l'occupation de terres arabes ».

Néanmoins, la diplomatie chinoise vient d'effectuer un tournant, dont l'aboutissement demeure, certes, lointain, mais qui marque, une fois de plus, l'affaiblissement de l'influence arabe dans le jeu diplomatique mondial, plus particulière-

ment au sein des non-alignés et auprès de leurs deux principaux soutiens. La réduction de la puissance financière des producteurs de pétrole ne saurait tout expliquer d'un changement aussi rapide que politiquement dévastateur : après les succès remportés par Israël en Afrique, l'Union soviétique se permet désormais de soutenir l'Irak perse contre l'Irak arabe, alors que des experts chinois lorgnent les équipements militaires israéliens. « Bloqué à l'intérieur par l'opposition entre MM. Peres et Shamir, Israël devient, curieusement, plus fort que jamais sur le plan extérieur », remarque M. Daniel Pipes, directeur de l'Institut de recherches sur la politique étrangère de Philadelphie.

En effet, selon des milieux d'affaires new-yorkais, la Chine et Israël poursuivent actuellement des négociations « privées » sur l'établissement d'échanges commerciaux. Pékin se montre intéressé par les techniques israéliennes dans le domaine de l'agriculture en milieu semi-désertique.

CHARLES LESCAUT.

La visite à Paris du vice-président des Etats-Unis

M. Bush a constaté « très peu de différences » avec M. Chirac sur le désarmement

Arrivé à Paris mercredi 30 septembre au soir pour un séjour de vingt-quatre heures, M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, a eu aussitôt un entretien d'une heure trente avec M. Jacques Chirac, qui l'avait accueilli à l'aéroport.

Commentant cet entretien, qui a surtout porté sur les accords de désarmement en préparation entre Washington et Moscou, M. Bush a déclaré : « Il y a très peu de différences, et aucune véritablement importante, entre nous sur cette question, et j'ai assuré M. Chirac que, dans ces négociations, il n'y aura rien qui puisse découpler les Etats-Unis de l'Europe. Nous ne sommes jamais de négocier ou de discuter des systèmes nucléaires français et britanniques ».

M. Chirac a, de son côté, émis « l'espoir très ferme de voir se poursuivre les progrès (dans les négociations américano-soviétiques), notamment dans le domaine des armes stratégiques et se développer rapidement des négociations sur les

armes conventionnelles en Europe et sur les armes chimiques ».

L'accord de principe sur les forces intermédiaires (FNI) « est un bon accord, mais dans la mesure où c'est un premier pas vers un accord plus général. S'il devait rester tout seul, ce ne serait pas un bon accord », a dit M. Chirac, qui a ajouté : « A partir du moment où la France a l'assurance que sa propre force de dissuasion n'est pas contestée ou discutée, l'essentiel est acquis ».

M. Bush a encore indiqué à M. Chirac qu'« il n'y aura pas de négociation sur les missiles à courte portée (moins de 500 km) avant un accord sur les armements conventionnels ».

Le premier ministre et le vice-président américain ont poursuivi leur conversation au cours d'un dîner de travail à Matignon. M. Bush devait rencontrer jeudi le président Mitterrand, ainsi que les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. Jean-Bernard Raimond et André Giraud, avant de partir pour Londres et Bruxelles.

Un Allemand nommé pour la première fois

M. Woerner succédera à Lord Carrington comme secrétaire général de l'OTAN

Bonn (Reuter). — M. Manfred Woerner, ministre ouest-allemand de la défense, est assuré de succéder au secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, lorsque celui-ci prendra sa retraite l'an prochain, a-t-on annoncé mercredi, 30 septembre, de source gouvernementale à Bonn.

Le gouvernement allemand a en effet assuré le chancelier Helmut Kohl qu'il soutiendrait la candidature de M. Woerner, ce qui lui donnera une majorité décisive au sein de l'alliance. Déjà la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont fait savoir qu'ils iraient dans le même sens.

Si le commandement militaire de l'OTAN a toujours été confié à un général américain (actuellement le général Gavin), le poste de secrétaire général de l'OTAN, le plus élevé dans la hiérarchie civile de l'alliance, a toujours été assumé par un Européen : successivement lord Ismay (Grande-Bretagne) jusqu'en 1957, Paul-Henri Spaak (Belgique, 1957-1961), Dirk Stikker (Pays-Bas, 1961-1964), Mario Brosio (Italie, 1964-1971), Joseph Luns (Pays-Bas, 1971-

La Norvège avait présenté dans le courant de l'été la candidature de son ancien premier ministre, M. Kaare Willoch. Le ministre norvégien des affaires étrangères a confirmé mercredi que son ambassadeur à Washington avait été convoqué au département d'Etat la semaine dernière pour être informé que M. Woerner bénéficierait du soutien américain. Cette décision ne met nullement en cause les qualités de M. Willoch, « compétent à tous égards », a précisé M. Charles Thomas, secrétaire d'Etat adjoint. M. Woerner, ministre ouest-allemand de la défense depuis 1982, et Willoch, chef du gouvernement norvégien de 1981 à 1986, sont tous deux des conservateurs proches des vues américaines.

1984), enfin lord Carrington (Grande-Bretagne). La France, qui s'est retirée en 1968 du commandement militaire intégré, mais qui participe aux travaux du Conseil et a des représentants dans l'appareil administratif, n'a jamais occupé le poste.

Le choix d'un secrétaire général allemand, pour la première fois dans l'histoire de l'alliance illustre la « réhabilitation » pleine et entière de la RFA.

Expulsion de l'ambassadeur de France au Vanuatu

Le gouvernement du Vanuatu a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, l'expulsion de l'ambassadeur de France à Port-Vila, M. Henri Crépina-Leblond, l'accusant d'ingérence dans les affaires intérieures du pays. Un autre diplomate français, M. Benoit Belbois, a également reçu l'ordre de quitter le territoire dans les sept jours. Le premier ministre, M. Walter Lini, a accusé les deux diplomates d'avoir apporté une « aide financière importante » à une formation de l'opposition locale, l'Union des partis modérés.

Les relations entre la France et le Vanuatu — condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides jusqu'à la proclamation de son indépendance en 1980 — ont empiré ces dernières années, surtout depuis que le parti de M. Lini, le Vanuatu Party, a offert son soutien au FLNKS et que Port-Vila a donné un siège à M. Tjibou au sein de sa délégation à la quarante et unième Assemblée de l'ONU, en 1986. Port-

Vila, en outre, s'oppose avec virulence aux essais nucléaires français dans le Pacifique sud.

Peu après, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, avait déclaré au Monde : « Il est clair que le Vanuatu, qui bénéficie d'une coopération importante de la part de la France, veut aller diminuer s'il continue d'avoir une attitude agressive à l'endroit de la France ».

Paris devrait sans doute en faire autant cette fois-ci. Le Vanuatu s'isole ainsi un peu plus. Même s'il refuse, pour l'instant, d'accueillir un « bureau populaire » (ambassade) libyenne à Port-Vila, il a amorcé une coopération avec Tripoli. Surtout, la signature, en décembre 1986, d'un accord de pêche avec l'Union soviétique empêche ses relations avec Washington mais aussi avec l'Australie, principale puissance du Pacifique sud.

Fièvre islamiste en Egypte

(Suite de la première page.)

Il y aurait donc plus d'islamisme que de membres du Parti national démocratique au pouvoir, d'où la difficulté qu'éprouve le gouvernement à contrôler le seul courant qui monte depuis le début des années 80. Un courant d'autant plus puissant qu'il dispose aujourd'hui d'une assise financière faite de sociétés de placement islamique dont les avoirs sont estimés à 8 milliards de dollars.

Réprimer le courant islamiste à la façon d'Atatürk ou de Nasser, c'est aller au-devant de purges sanglantes généralisées de « martyrs », et risquer de se faire traiter d'« infidèles ». Accepter l'application de la charia, c'est accepter la démission du régime. Le gouvernement du président Mubarak a donc opté pour

qui, jusqu'à présent, se livraient à l'activisme islamiste dans les campus, ont commencé à déborder le cadre de l'Université. A Minieh (à 250 kilomètres au sud du Caire) notamment, fief islamiste de Haute-Egypte. C'est à Minieh, en effet, que la coalition islamiste-socialiste a obtenu ses meilleurs résultats lors des élections législatives, avec sept députés sur les vingt-quatre sièges à pourvoir.

Depuis un mois, les jeunes islamistes ont décidé d'imposer leur dila-tant dans le quartier de Ard el Mouled, bidonville composé de HLM décapés et de cahutes de pisé et de torchis. Sur la petite place du quartier, se dresse la mosquée Al Rahman, quartier général des Gamast. Conduits par un jeune enseignant du



la technique de la carotte et du bâton. Carotte pour les modérés et bâton pour les extrémistes. Carotte avec trente sept députés islamistes au Parlement et tolérance des sociétés de placement islamique concurrençant les quatre grandes banques étatiques, et bâton pour les maximalistes cherchant à rompre le statu quo par la violence.

Les services égyptiens de sécurité accordent une attention toute spéciale aux quelque dix mille extrémistes appartenant principalement aux organisations Al Jihad (« Guerre sainte ») et Takfir Wal Hagra (« Apostasie et exil »), responsables de plusieurs attentats, dont notamment l'assassinat du président Sadat en octobre 1981.

Mais ces organisations, qui sont relativement bien infiltrées par la police, ont aujourd'hui été dépassées par des groupuscules encore plus marginaux tel celui des Nagoun Men Al Nar (« Les rescapés de l'enfer »), comptant une trentaine de jeunes maximalistes dissidents d'Al Jihad et accusés par la police d'avoir perpétré les attentats contre deux anciens ministres de l'intérieur et un journaliste.

Les incidents de Minieh

Durant plus de quatre mois, les forces de l'ordre ont été dépourvues de piste, et il fallut une affaire de conflit entre villageois à propos d'un lopin de terre pour que la police découvre le repaire de l'organisation. Le démantèlement de celle-ci a d'ailleurs coûté aux forces de l'ordre un mort et cinq blessés.

Mais, si l'on ignore tout de l'éventuelle existence d'autres groupuscules semblables à celui de El Nagoun Men Al Nar, on sait en revanche que les Gamast islamiques (groupements islamiques) ont radicalisé leur mouvement. Les Gamast,

nom d'Ali Abdel Rahman, les membres de la Gamast Al Quassas (représentés au loi du talion) se sont attaqués le 23 août à un magasin de location de vidéo-cassettes qu'ils ont saqué.

Ce fut ensuite au tour d'un bateau de touristes mouillant à Minieh d'être assailli de jets de pierres. Le bateau s'éloigna finalement de la rive sans blessés. Quelques jours plus tard, un camion transportant de la bière — monopole d'Etat en Egypte — était assailli par Gamast Al Quassas. Bilan : des milliers de bouteilles fracassées et le chauffeur battu. Fin août, c'était un banquet de mariage donné par une personnalité de la ville qui était attaqué.

La réaction de la police, qui avait été jusque-là assez molle, s'est brusquement durcie. Trente-six islamistes responsables de l'incident du camion de bière et de l'attaque contre le banquet ont été arrêtés. Mais, si le calme est revenu à Minieh, la situation reste tendue. Les Gamast distribuent des tracts accusant la police de « défendre les ivrognes et les touristes dévotus », tandis que les forces de l'ordre continuent à maintenir un dispositif de sécurité aux abords du quartier de Ard el Mouled.

Parallèlement aux incidents de Minieh, Assiout, à 400 kilomètres au sud du Caire, autre fief islamiste de Haute-Egypte, a connu une certaine agitation. Plusieurs personnes ont été appréhendées après que l'imam de la mosquée islamiste Al Gamsya El Charaya ait appelé au boycottage du référendum prévu le 5 octobre afin de renouveler le mandat du président Mubarak pour une période de six ans. Comme à Minieh, la situation est maintenant calme, mais il est possible que la tension reprenne avec la rentrée universitaire prévue en octobre.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La tension dans le Golfe

M. Rafsandsjani estime qu'un affrontement militaire avec les forces navales américaines est « inévitable »

Le président du Parlement iranien, Rohollahollah Hachemi Rafsandsjani, a affirmé, mercredi 30 septembre, au cours d'un entretien avec l'ambassadeur ouest-allemand à Téhéran, M. Armin Freitag, qu'un « affrontement militaire » entre l'Iran et les forces navales américaines se trouvant dans le Golfe était « inévitable » et que son pays avait pris des mesures sérieuses pour faire face à cette éventualité. Selon l'agence de presse iranienne IRNA, M. Rafsandsjani a précisé qu'il ne pensait pas que les Etats-Unis et leurs alliés étaient « suffisamment fous » pour s'engager dans un conflit direct avec « les combattants qui recherchent le martyre », mais qu'« une telle possibilité n'était pas exclue et semblait même inévitable ».

Le président du Majlis a rendu hommage à l'Allemagne fédérale pour avoir désigné l'Irak comme agresseur dans le conflit irano-irakien, faisant allusion aux déclarations en juillet dernier du chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans Dietrich Genscher. Il a par ailleurs affirmé qu'un « geste de la RFA » en direction des rayonnements de l'ouest-allemand détesté au Liban, M. Rudolf Cortis, pourrait permettre la libération de ce dernier.

M. Rafsandsjani a confirmé à ce propos que l'Iran était intervenu en faveur de la libération de M. Alfred Schmidt et a indiqué que « l'intervention de Téhéran a été rendue efficace par la politique sage de la RFA qui a refusé d'extrader vers les Etats-Unis les Libanais détenus en Allemagne de l'Ouest » (les frères Hamad).

La Chine et les sanctions

A Washington, l'administration Reagan a réservé son jugement à propos du vote par le Sénat, mardi, d'un embargo sur les importations américaines de pétrole iranien. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a précisé que les Américains étudiaient si d'autres pays étaient susceptibles d'acheter le pétrole qu'ils consenseraient d'acquiescer en Iran. Washington, a-t-il ajouté, examine aussi les répercussions des sanctions, à la lumière de l'accord d'Alger qui avait mis fin à la crise des otages de l'ambassade

américaine à Téhéran et compte tenu des travaux du tribunal d'arbitrage américano-iranien de La Haye qui continue d'étudier les actions intentées, notamment par les sociétés américaines liées en Iran.

La présidence, a indiqué M. Fitzwater, étudie l'éventuelle perte de plusieurs milliards de dollars pour les Etats-Unis, les décisions du tribunal de La Haye au profit de sociétés américaines risquant de ne plus être respectées par Téhéran. Selon le porte-parole américain, le vote du Sénat a surtout une importance « symbolique » et ne constitue qu'un amendement greffé sur le projet de loi de la défense et qui doit encore passer devant la Chambre des représentants.

Aux Nations unies, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a indiqué, mercredi, que la Chine ne s'opposerait pas à un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran si le Conseil de sécurité de l'ONU considérait une telle mesure comme nécessaire.

En attendant, les Irakiens, ignorant apparemment les conseils de modération prodigués par leurs alliés américains, poursuivent leurs raids contre les objectifs économiques iraniens dans le Golfe.

Le jeudi 1^{er} octobre, à l'aube, l'aviation de Bagdad a lancé un raid contre un « important » objectif naval — terme désignant un pétrolier dans les communications irakiennes — près des côtes iraniennes dans le Golfe. Ce raid intervient après l'attaque, dans la nuit de mercredi à jeudi, de deux pétroliers japonais, le *Nichikawa-Maru* et le *Western City*, par cinq embarcations non identifiées, à 55 kilomètres à l'ouest du détroit d'Ormuz. (Reuter, AFP.)

● L'ambassade d'Iran à Paris dément la venue prochaine en France d'un émissaire iranien. L'ambassade d'Iran à Paris a catégoriquement démenti, mercredi 30 septembre, qu'un émissaire iranien viendrait en France prochainement. L'arrivée « prochaine » d'un « haut émissaire iranien » avait été annoncée mardi à Nice par M. William Caruchet, qui s'était présenté comme l'« avocat de la République islamique ». Selon M. Caruchet, l'émissaire aurait été un proche du président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsandsjani.



De l'angoisse cosmique à l'humanisme scientifique

Dieu ne joue pas aux dés

Henri Laborit
Dieu ne joue pas aux dés

Henri Laborit

GRASSET

هكذا من الاصل

(Publisme)
SCIENCES-PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation
à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 épreuves.
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

PEUGEOT


Darl'mat

PEUGEOT TALBOT
146 BOULEVARD DE GRENNELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

L'IMPRIMERIE
NATIONALE

ÉDITE LE

DICTIONNAIRE DE
L'ACADÉMIE
FRANÇAISE



«... le dictionnaire du bon usage, qui par là sert, ou devrait servir, de référence à tous les autres.»
Maurice DRUON

Nouvième édition

Le deuxième fascicule vient de paraître

IMPRIMERIE
NATIONALE

L'amour des Lettres...

صلى الله عليه وسلم

Europe

SUÈDE: réunis en congrès Les sociaux-démocrates donnent la priorité à l'environnement

STOCKHOLM
de notre correspondante

Sous le slogan « Pour une Suède plus équitable », le Parti social-démocrate suédois (SAP) a défini, lors de son trentième congrès — qui s'est achevé le 27 septembre à Stockholm — les orientations de sa politique pour l'avenir. Hors la réduction du temps de travail et l'aménagement du congé parental, le SAP ne prévoit guère de grandes réformes sociales d'ici à l'an 2000. La priorité est donnée à la protection de l'environnement. A un an des élections législatives, il est clair que la montée des écologistes, que l'on crédite à présent de 6 % des intentions de vote, préoccupent les sociaux-démocrates ainsi que toutes les formations politiques établies.

M. Ingvar Carlsson, premier ministre et leader du parti, n'estimant pas laisser aux Verts le monopole des questions relatives à l'environnement. Mais il a souligné qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre progrès technologique et bonne politique écologique.

Les délégués sont allés plus loin que leurs dirigeants, et ils ont repoussé le projet déjà contesté de construction d'un pont routier et ferroviaire au-dessus du détroit de l'Öresund, qui sépare la Suède du Danemark. Aux yeux de ses nombreux détracteurs, cet ouvrage et l'intensification de la circulation automobile dans le sud du pays auraient des conséquences néfastes sur l'écosystème. La direction du parti a donc dû faire marche en arrière. Une commission spéciale remettra « après les élections » un rapport sur la construction éventuelle, d'un tunnel cette fois, sous l'Öresund.

M. Carlsson et ses amis du comité directeur ont subi un second revers sur la question de la publicité à la télévision. L'opposition de la base radicale de la social-démocratie a été plus tenace que prévu, et les téléopérateurs suédois devront se contenter, jusqu'à nouvel ordre, de la publicité que diffusent certaines chaînes étrangères captables.

Les exportations de matériel militaire, autre dossier sensible après les irrégularités commises par la société Bofors, ont provoqué, c'était attendu, un tir nourri de la part de cette même aile gauche qui, au nom de la morale, veut limiter les ventes aux pays nordiques et aux pays tiers européens. La direction du parti a promis que le contrôle des exportations serait dorénavant beaucoup plus strict.

FRANÇOISE MÉTO.

RFA

Les malheurs de Karl Otto Meyer, député de la minorité danoise à Kiel

BONN
de notre correspondant

Une forme inattendue de xénophobie fait son apparition en RFA : elle vise les Danois, et plus particulièrement le chef de file de la minorité danoise du Schleswig-Holstein, M. Karl Otto Meyer, qui vient d'être réélu au parlement de Kiel.

En tant que représentant des quelque cinquante mille personnes se réclamant de la culture danoise, M. Meyer est depuis 1971 le député de l'Union des électeurs du Sud Schleswig, qui n'a pas besoin de franchir la barre des 5 % des suffrages pour avoir des élus. Cette disposition constitutionnelle adoptée après la guerre était destinée à assurer une protection aux minorités nationales en RFA, dont il n'existe d'ailleurs pas d'autre exemple que les Danois.

Le résultat des élections du 13 septembre dernier, et le chute pour cause de scandale du ministre-président sortant, M. Uwe Barschel, a placé, bien malgré lui, M. Meyer au centre des affrontements politiques

ouest-allemands. En effet, les chrétiens-démocrates et leurs alliés libéraux ne disposent que de trente-sept sièges au Parlement contre trente-six au SPD. Ils ont donc besoin, pour conserver le pouvoir, de la voix, ou au moins de l'abstention, de M. Meyer. Or celui-ci a le cœur plutôt à gauche, et se refuse à être, selon sa propre expression, « un faiseur ou un tueur de rois ». Il se retranche derrière la conception scandinave de la démocratie, et propose que le groupe le plus important du Parlement, le SPD, présente son chef M. Björn Engholm pour le poste de ministre-président.

Cette situation met en fureur les chrétiens-démocrates. Selon le leader bavarois, M. Franz Josef Strauß : « Ce serait un comble qu'un Danois décide du destin d'un Land allemand. »

Aujourd'hui, le courrier de M. Meyer s'aggrave de lettres anonymes du type : « sale Danois, en va te faire la peau » et autres aménités du même style. Mardi, 30 septembre, il a demandé officiellement une autorisation de port d'armes.

LUC ROSENZWEIG

● **YUGOSLAVIE** : condamnation d'un journaliste. — Un journaliste indépendant, M. Milovan Brkic, qui s'était spécialisé dans les affaires de corruption, a été arrêté et condamné, mardi 29 septembre, à cinquante jours de prison, a-t-on appris à Belgrade auprès de son avocat. Appréhendé et conduit immédiatement au tribunal, se trouvant en flagrant délit, M. Brkic s'est vu reprocher d'avoir « troublé l'opinion publique » avec un article imprimé,

au début de l'été, dans un numéro de la revue étudiants slovènes *Kateška* et concernant la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du parti en Serbie. D'autre part, le rédacteur en chef adjoint et cinq rédacteurs du journal étudiant *Student*, paraissant à Belgrade, ont donné leur démission, faisant rebondir le conflit qui oppose depuis mai dernier ce journal à son fondateur, la Conférence universitaire de Belgrade (chapeautée par le Parti). — (AFP)

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : nouveau chef de l'Etat. — M. Najib, secrétaire général du Parti populaire démocratique d'Afghanistan, a été élu le mercredi 30 septembre président du conseil révolutionnaire qui gouverne le pays. Agé de quarante ans, M. Najib succède à Hôji Mohammad Tawakili, qui assurait l'intérim de la présidence depuis novembre. Quant à M. Babrak Karmal, écarté de la direction du parti en mai 1986, il se trouve actuellement en Union soviétique, officiellement pour « raisons de santé ». — (Reuters)

indiennes, a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, « provoque des échanges de tirs et des escarmouches ». Le porte-parole pakistanaise n'a pas commenté les informations indiennes sur les pertes (cinq cinquante morts) que son pays aurait subies. Il a indiqué qu'il attendait de recevoir des détails sur les incidents et que le ministère de la défense publierait un communiqué plus tard. — (AFP)

1988. Le paiement des chars américains s'échelonne d'ici à 1990. Ils s'ajoutent à la récente acquisition par le Thaïlande de trente chars chinois et de plus de deux cents véhicules blindés de transport de troupes. — (Reuters)

● **Le fils de M. Deng Xiaoping** repart à Moscou. — M. Deng Lin, fils aîné de M. Deng Xiaoping, a été repart, mercredi 30 septembre, à déjeuner par le premier ministre, M. Jacques Chirac. M. Deng, une artiste-peintre de quarante-six ans, en visite privée en France depuis une quinzaine de jours, s'est rendu à Nice et a visité les châteaux de la Loire avant de revenir à Paris, où elle a fait la tournée des musées et des grandes coutures. Lundi, elle avait été reçue par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond.

● **THAILANDE** : achat d'armes américaines. — Le gouvernement thaïlandais a décidé d'acheter aux Etats-Unis pour 300 millions de dollars de chars, de véhicules blindés et d'avions de combat, a déclaré, le mercredi 30 septembre, une source proche du gouvernement. Le contrat porte sur six avions de combat F-16, quarante chars lourds M-48 et cent six chars Stingray et véhicules de commandement. Les six F-16 coûteront 93 millions de dollars et leur paiement sera échelonné sur les quatre prochaines années. La Thaïlande recevra les premiers avions à la mi-

● **VIETNAM** : Un Antonov-26, avec cinquante officiers à bord, porté disparu. — Un Antonov-26 de l'armée vietnamienne, avec quelque cinquante officiers à bord, a disparu vers le mi-septembre dans la région montagneuse de Dalet (sud du pays), et l'appareil n'a toujours pas été retrouvé, a-t-on appris, mercredi 30 septembre, de sources aéronautiques à l'aéroport de Tân-Son-Nhut, proche de Hô-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon). De même source, on indique que les recherches, menées pendant plusieurs jours par un hélicoptère, ont été vaines. La province de Lam Dong, située dans la région des Hautes Plaines, est couverte d'épaisses forêts peuplées d'animaux sauvages, avec des montagnes culminant à 2 000 mètres. — (AFP)

● **PAKISTAN** : le conflit avec l'Inde. — Le Pakistan a rejeté, le mercredi 30 septembre, la responsabilité des affrontements dans le glacier du Siachen, une région frontalière du Cachemire, dont les deux pays revendiquent la souveraineté (le Monde du 1^{er} octobre). Le comportement agressif des troupes

isth

INSTITUT FÉDÉRAL DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIQUES
DE LA DISCIPLINE

SCIENCES PO

FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
MISE À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN
(POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

ENTRÉE EN AP

ANNEE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
SESSIONS SEMESTRIELLES : JANVIER-FÉVRIER & JUIN
SESSION INTENSIVE : JUILLET-AOÛT

JACQUES DELORS
Président de la Commission des Communautés Européennes

ANALYSE LA MARCHÉ DE L'EUROPE
JEUDI 1^{er} OCTOBRE A PARTIR DE 19 H 20
SUR EUROPE 1

Le rendez-vous mensuel proposé par
GERARD CARREYROU et MARC DALLOY

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

Europe

ITALIE

Vives controverses sur la place de l'enseignement religieux à l'école

ROME de notre correspondant

Commencée au début des années 70, l'évolution de l'Italie vers une situation d'Etat laïque « à l'européenne » est semée d'obstacles. Il est un point, surtout, qui, à intervalles réguliers, soulève les passions : celui de l'enseignement de la religion à l'école publique. Une nouvelle tempête s'est levée à ce propos ces derniers jours.

Le concordat de 1984 déterminait, en particulier, que la religion catholique n'était plus celle de l'Etat italien. Conséquence logique de cette situation, l'enseignement de la religion a cessé d'être obligatoire dans les établissements d'Etat.

Le 14 décembre 1985, M. Francesco Falconio, ministre démocrate-chrétien de l'Éducation nationale, et le président de la conférence épiscopale italienne (CEI), le cardinal Ugo Poletti, ont signé un accord prévoyant les modalités du nouvel enseignement facultatif. Un point de cette entente fut aussitôt vivement contesté par les laïques : « L'heure de religion » allait continuer, fût-ce de façon non obligatoire, dans les écoles maternelles, où elles n'avaient pas droit de cité selon le précédent concordat.

Mais ce n'est pas sur ce point qu'a éclaté l'actuelle bourrasque. L'accord de 1985 prévoyait que « l'heure de religion », facultative serait organisée « dans le cadre des horaires scolaires », il importait donc de mettre sur pied pour la minorité (moins de 10% des élèves qui ne s'abstiennent pas de suivre cette matière) un enseigne-

ment dit « alternatif ». Plus facile à dire qu'à réaliser ? Quel programme proposer à des enfants de familles soit protestantes, soit juives, soit athées — les trois cas les plus répandus ? Une histoire des religions, une étude de civilisations « exotiques » ? Tout cela a été proposé sans convaincre naturellement tout le monde.

Le gouvernement de coalition à cinq partis, à qui il revient de formuler un projet de loi, a encore plus de difficultés sur ce sujet que sur d'autres à concilier ces « sensibilités » démocratiques-chrétiennes et laïques (1). Le 24 septembre, la majorité était parvenue à un accord de principe, d'une formulation complexe et savamment ambiguë, sur l'organisation « d'activités culturelles et formatrices » pour les élèves ne fréquentant pas « l'heure de religion ».

Un problème complexe

Ce texte, de surcroît, suggère que les instances compétentes des établissements placent ces « enseignements culturels » dans les emplois du temps de telle manière que « toute forme de discrimination » soit évitée à l'égard de ceux qui ne souhaitent pas la recevoir — autrement dit : en tout début ou à l'extrême fin de la journée scolaire.

Aussitôt le monde catholique a pris feu. Sa crainte est que le gouvernement ne s'apprête à marginaliser « l'heure de religion ». Loin d'être rassurées par le véritable plébiscite qu'a constitué le choix de cet enseignement facultatif par plus de 90 % des familles, les organisations catholiques, descendues dans l'arène, estiment que le gouvernement fait un affront à cette majorité en ne lui accordant pas, estimant-elles, droit de cité à part entière.

Le problème est complexe parce que la situation de cette heure de

religion catholique — facultative pour les élèves, mais dont l'organisation est obligatoire — est ambiguë dans son principe. En Italie, le débat ne peut être de surcroît que passionnel, car le sentiment laïque, pour être moins seculaire que dans un passé encore récent, est profondément ancré chez les élites qui violent dans la résistance aux empiétements de l'Eglise un des fondements de la vie nationale.

Le pape Jean-Paul II, évêque de Rome, n'en a pas moins su réveiller un activisme catholique bien décidé à être plus présent que naguère dans la société civile. Plus prosaïquement, le ministre de l'Éducation nationale, autour du texte incriminé, est, comme de tradition depuis quarante ans, un démocrate-chrétien. Pour être situé à la gauche de son parti, M. Giovanni Goria ne saurait pour autant prendre vent debout une lame adverse montée des profondeurs du monde catholique.

Bien plus : le Saint-Siège a effectué au début de la semaine une démarche auprès de l'Eglise, afin que celle-ci « concorde » avec le gouvernement la matière liturgique. Il ne restait plus qu'une chose à faire : rapporter la décision. Le président du conseil, le démocrate-chrétien, Giovanni Goria, en a fait officiellement la demande à la commission compétente de la Chambre des députés. Les parlementaires se sont exécutés, non sans un sentiment de soulagement pour certains. Mais les communistes, ainsi que les petits partis de l'opposition de gauche, ont aussitôt réclamé un débat public — qui leur sera très vraisemblablement accordé.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La coalition gouvernementale comprend, entre la Démocratie chrétienne, les partis socialiste, républicain, social-démocrate et libéral.

URSS : un débat nouveau dans la presse

Le bilan en vies humaines du stalinisme

La presse soviétique commence à aborder l'effrayante question du bilan en vies humaines de la période stalinienne. Dans son numéro du mercredi 30 septembre, la *Litovskaya Gazeta* publie ainsi un étonnant débat entre un philosophe, M. Félix Kouznetsov, et un historien, M. Youri Poliakov, dont il ressort que, pour la seule période de la seconde guerre mondiale, les répressions de masse ont fait plusieurs millions de morts.

Ni le philosophe ni l'historien ne vont jusqu'à avancer de conclusions chiffrées, mais les éléments qu'ils fournissent laissent entrevoir sur eux-mêmes cette sinistre réalité. La guerre, dit M. Poliakov, a coûté vingt millions de vies à l'URSS, mais, ajoute-t-il, « ce chiffre est incomplet, car en 1940 la population du pays était de 194,1 millions d'habitants (et qu'il n'y avait plus au début de 1946 que 167 millions de Soviétiques »).

Compte tenu des vingt millions de morts dus à la guerre, cela fait une différence de plus de sept millions, dont M. Poliakov ne s'aventure pas à essayer de définir les causes. L'historien souligne, en revanche, que si la population soviétique avait normalement augmenté à son taux d'avant-guerre, l'URSS aurait dû compter deux cent treize millions d'habitants en 1946. « Cela veut dire, commente-t-il, que la guerre nous aura coûté en tout quarante-six millions de vies ».

Le décompte des pertes respectivement attribuables à la guerre, à la répression, aux pénuries et à la baisse de la natalité serait évidemment difficile à faire, mais ce qui est sûr, c'est que quarante-six millions de personnes cela fait, comme s'écrie M. Kouznetsov, l'équivalent d'un Etat. « Et le philosophe d'ajouter alors : « Personne n'a encore étudié le nombre des victimes des années 30, les années où les principes de Lénine ont été violés » — les années, entre autres, de la collectivisation forcée.

Un mot apparaît : autogestion

Le jour où était publié ce débat dans cet hebdomadaire de très grande diffusion, M. Mickail Gorbatchev entamait une tournée dans la région de Mourmansk, l'important port du Nord, sur la mer de Barents. Accompagné de sa femme, décorée, en bonne forme et finit par les cadres de la télévision qui a consacré mercredi soir trente-cinq minutes à ce déplacement, M. Gorbatchev a principalement évoqué dans ses déclarations et discussions les conditions d'application de sa réforme économique.

Les prochains dix-huit mois ou deux ans seront « critiques » pour l'avenir du pays, a-t-il notamment dit

en expliquant que, maintenant que les principes de la réforme étaient entrés dans la loi, le succès dépendait de l'attitude du pays. « Le gouvernement fera ce qu'il pourra, mais vous devez faire ce qui dépend de vous », a-t-il dit dès son arrivée à l'aéroport de Mourmansk. « Le plus difficile » sera de « préparer le peuple » aux nouvelles manières de travailler qu'implique la réforme, a-t-il ajouté peu après en indiquant, au passage, que le bureau politique avait consacré à l'économie toute la journée de lundi dernier — la journée où le secrétaire général avait officiellement repris le travail après une absence de cinquante-trois jours demeurée jusqu'aujourd'hui en partie mystérieuse.

Suivant son habitude, M. Gorbatchev, à tout au long de ses interventions, souligné les difficultés à faire entrer les réformes dans les faits, mais fait état dans le même temps de signes encourageants tels, a-t-il dit en particulier, que l'entrée du mot « autogestion » dans le vocabulaire de dirigeants d'entreprise ou les réactions de ses auditeurs tout au cours de ce mercredi.

Jeudi après-midi, à l'occasion d'une remise de l'ordre de Lénine à la ville de Mourmansk, M. Gorbatchev

devait prononcer un « important discours » que la télévision soviétique s'apprêtait à retransmettre en direct. Le thème dominant de cette intervention devait, semble-t-il, être « l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ». En attendant, une douzaine d'opposants polonais viennent d'écrire au général Jaruzelski pour lui demander d'aller de l'avant dans les réformes économiques et politiques afin de mieux se mettre au rythme de l'Union soviétique.

Il y avait là beaucoup d'ironie mais pas beaucoup plus, à tout prendre, qu'à voir la *Pravda* de mercredi écrire que la récente visite du vice-président américain en Pologne avait « amélioré l'atmosphère des relations entre Varsovie et Washington ». L'organe du comité central soviétique a en effet tenu à rendre hommage à « la bonne volonté dont ont fait preuve les deux parties pour relancer [leur] coopération ». Les entretiens de M. Bush avec M. Walesa et les principaux responsables de Solidarité ne sont pas passés sous silence. Ils sont critiqués mais sans virulence et traités en fin de compte par le mépris, comme éléments, écrit le quotidien, d'une « mise en scène désormais banale ». — (AFP, Reuters.)

(Publicité)

FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE Séminaires 87-88

- Les Etats africains : problèmes politiques. Tous les mardis du 6 oct. au 15 déc. 1987 (Avec J.F. Bayart, E. Joue, A. Eyinga, P. Decraene, M. Glé, J.P. Mounier, P. Ryman, M. Foucher, C. Savonnet-Guyot, H. Sada, P. Dabizis).
- Le conflit afghan dans son contexte régional. Tous les jeudis du 22 oct. au 17 déc. 1987 (Avec J.P. Gay, M. Verron, A. Adler, P. Metge, M. Foucher, P. Bata, P. Flandrin, M. Barry, J.P. Filiu).
- Afrique du Sud et Afrique australe. Tous les lundis du 9 nov. au 14 déc. 1987 (Avec M. Cornavin, D. Colombe, M. Foucher, G. Lory, B. Mafume).
- L'Allemagne : quelle nation, quel Etat ? Tous les mercredis à partir du 13 janvier 1988 (Avec J. Barash, H. Wisman, L. Farry, K. von Bülow, D. Lindenberg, J. Elstein, R. von Thadden, J. Rovan).
- Problèmes politiques de l'Amérique centrale. Tous les mardis à partir du 12 janvier 1988, (en préparation).

Pour tous renseignements et inscriptions
FIP, 71 bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS - Tél. : 43.38.36.82.

COSMOPOLITIQUES

Revue trimestrielle - Directeur Jean Elstein
Au sommaire du numéro 4 (octobre 1987) :

L'état des deux Grands (J. Elstein). La Grande-Bretagne et l'Europe (A. Queval), l'écologie dans les pays de l'Est (M. Waller), la question communiste en Italie (J. Rony), la politique audiovisuelle de la CEE (J. Benoit), une interview de Jean-Pierre Cot, un entretien avec Alain Finkielkraut, un inédit de Martha Robert. DOSSIER : Les instituts de recherche sur les problèmes internationaux (activités, publications, coordonnées).

Abonnement (4 numéros) : 180 F. L'exemplaire : 50 F.
Chèque à FIP, 71 bd Richard-Lenoir 75011 Paris - Tél. : 43.38.36.82.

A Bagheria, en Sicile

Assassinat d'un tueur de la Mafia

ROME de notre correspondant

C'est un véritable commando, dix personnes au moins, qui a assassiné le 29 septembre à Bagheria, en Sicile, Mario Prestifilippo, vingt-neuf ans, considéré comme l'un des plus dangereux tueurs de la Mafia.

Le procureur général du « maxi procès » de Palerme avait récemment requis contre lui la prison à vie pour son implication dans des dizaines de crimes, tant contre des chefs de clans adverses que contre des personnalités de l'Etat ou de la politique, tel le général Dalla Chiesa, assassiné en compagnie de son épouse en septembre 1982.

Prestifilippo était le fils de Michele Greco, dit « le pape », lui aussi inculpé, considéré comme le chef de l'organe de coordination de Cosa Nostra dans l'île méditerranéenne. A la différence de son ex-parrain, le jeune homme avait échappé à la police, et c'est par l'observation de ses empreintes digitales que les autorités ont établi mercredi 30 septembre l'identité du motocycliste armé d'un pistolet de calibre 38 et baignant dans son sang à Bagheria. Marinuzzi, c'était son surnom, a été criblé de soixante-dix balles et achevé de deux coups tirés à travers son casque.

• L'Italie et la défense européenne. — Le président du conseil italien, M. Giovanni Goria, en visite à Bonn, le 28 septembre, a exprimé l'espoir que les projets franco-allemands en matière de défense seront étendus aux autres pays européens. A l'issue de ses entretiens avec le chancelier Helmut Kohl, M. Goria a précisé qu'il approuvait les propositions du président François Mitterrand sur l'intégration de l'Italie aux projets de l'axe Paris-Bonn. Mais, à ses yeux, ces projets doivent englober les autres pays européens afin que cette coopération en matière de défense devienne véritablement multilatérale. — (AFP.)

• ESPAGNE : rejet d'une demande d'extradition chilienne. — Le Chili a entrepris de nouvelles démarches auprès de l'Espagne pour obtenir l'extradition d'un Chilien accusé d'avoir participé à l'attentat manqué de septembre 1986 contre le général Pinochet, a-t-on indiqué, le 28 septembre, au ministère des affaires étrangères à Santiago. Le procureur militaire chilien chargé de l'enquête sur l'attentat a annoncé, dimanche, que l'Espagne avait rejeté une première demande d'extradition de Cesar Bunster, un militant d'extrême gauche, que les autorités chiliennes considéraient comme l'un des principaux responsables de l'attentat. Le ministre espagnol de la justice a confirmé, lundi, le rejet par Madrid de la première demande de Santiago. — (AFP.)

Le Monde sur minitel

JOUEZ :

Connaissez-vous vos capitaux ?
Gagnez le nouveau PLANTU
36.15 TAPEZ LEMONDE

Les 3J.
ENCORE 2 JOURS.

Aux Galeries Lafayette, crédit spécial 3J avec la carte (gratuite, dès acquisition du dossier). Crédit gratuit 3 mois sur tout le magasin, à partir de 3 000 F d'achats après acquisition du dossier. (Sauf services et alimentation). Horaires exceptionnels. Housmann : 8h30-18h30. Montparnasse : 9h30-19h30.

La mode est là !

Paris : Haussmann et Montparnasse. Arignon, Beyroux, Boudoux, Chambéry, La Rochelle, Le Mans, Lyon la Part Dieu et Corbiers, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Perpignan, Toulon, Toulouse.

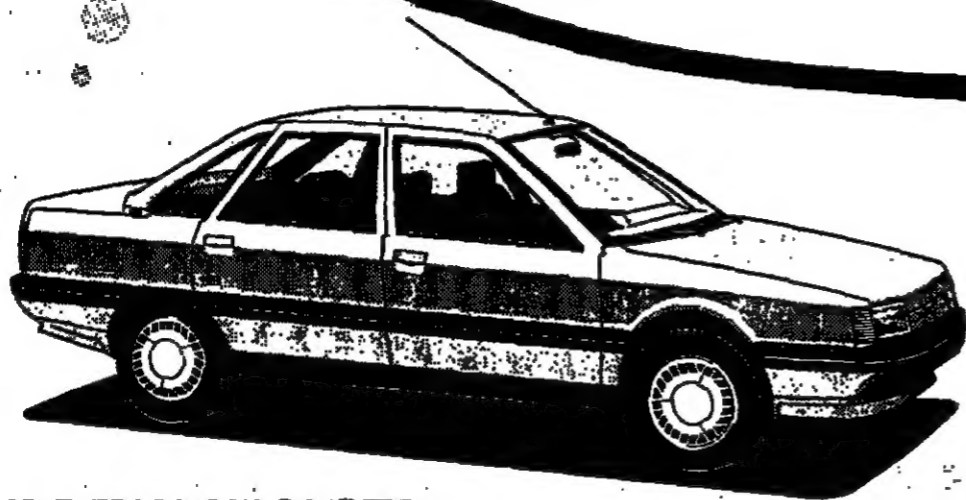
هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

6 Le Monde • Vendredi 2 octobre 1987 •

PORTES OUVERTES LES 2, 3, 4 ET 5 OCTOBRE

10^{ème} ANNIVERSAIRE
**ÇA SE FÊTE CHEZ
RENAULT!!**



12 RENAULT 21 GTS 200.000 LAMPES STUDIO A GAGNER

Allez vite chercher votre bulletin jeu et votre clé chez votre concessionnaire ou succursale RENAULT pour jouer et gagner cette superbe RENAULT 21 GTS, ou une magnifique lampe studio!

GRAND JEU NATIONAL GRATUIT



DECOUVREZ LES NOUVEAUTES 88

LA RENAULT 21 TURBO

Performances exceptionnelles: 227 km/h* 7,4 sec. de 0 à 100 km/h. Freinage système ABS. A la pointe de la technologie et de l'innovation pour relever tous les défis. Consommation: 6,7 L à 90 km/h, 8,2 L à 120 km/h, 10,8 L en cycle urbain.

LA RENAULT 21 TI

Nouvelle RENAULT 21 version sport 120 ch., 200 km/h*. Equipement de haut niveau: 95.808 F TTC. Libérez-vous pour un essai. Consommation: 5,8 L à 90 km/h, 7,1 L à 120 km/h, 10,7 L en cycle urbain.

LA RENAULT 25 FAIRWAY

3 versions: TX (1995 cm³), GTX (2165 cm³), V6 2.8 L (2849 cm³) sellerie cuir en série, puissance et souplesse c'est tout l'esprit du golf!

LA RENAULT 11 90GT

90 ch., 179 km/h*, de 0 à 100 km/h en 10,7 sec. Dressée à l'extraordinaire pour dompter la route! Consommation: 5,2 L à 90 km/h, 6,9 L à 120 km/h, 9,2 L en cycle urbain.

LES NOUVELLES RENAULT 5

27 versions, toujours plus de vitalité, nouvelle motorisation de 1721 cm³, nouvelles calandres et nouveaux boucliers. RENAULT SUPERCINQ la plus vendue en France.

*Sur circuit.

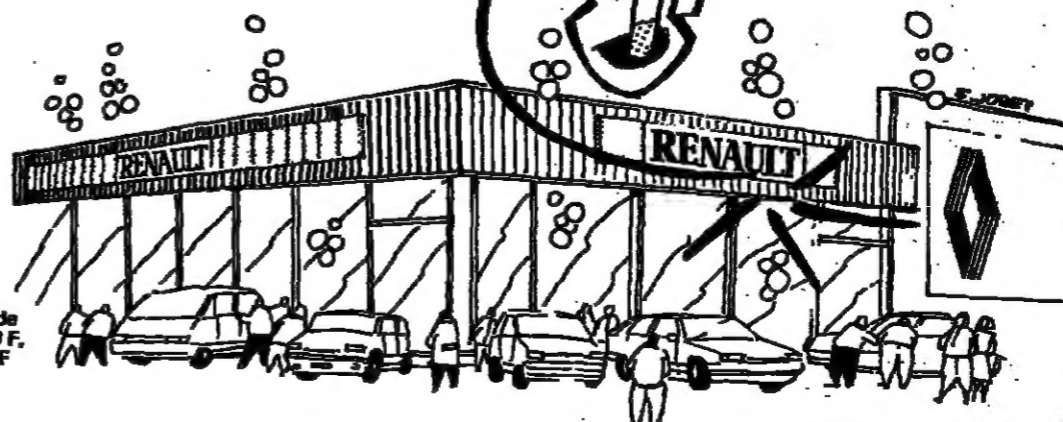
PROFITEZ DES FINANCEMENTS 10^{ème} ANNIVERSAIRE

Les 2-3-4-5 octobre dans toutes les concessions et succursales RENAULT.

M^{re} FINANCEMENT vous propose des offres de financement exceptionnelles: Crédit au TEG de 8,8 % sur 12 mois**. Crédit Libéré. Location avec option d'achat.

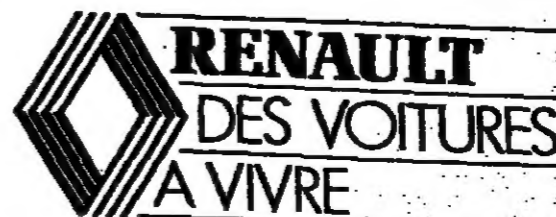
M^{re} FINANCEMENT est à votre service pour vous informer, expliquer, conseiller et vous permettre de choisir la meilleure formule de financement possible en fonction de vos envies et moyens.

**Crédit 12 mois au TEG de 8,8 % avec apport minimum de 20 % sur toute la gamme V.P. Ex: montant financé 10.000 F, 12 échéances de 873,58 F. Coût total du crédit 10.482,96 F sous réserve d'acceptation par la DIAC S.A. au capital de 350.000.000 F. R.C. Paris: B 542 062 435. 51-53 Champs-Élysées 75008 PARIS.



RENAULT présente GEF

DANS LE RESEAU RENAULT



8 Le Monde • Vendredi 2 octobre 1987 •

LES DE C



LES PERFORMANCES DE CET ORDINATEUR PORTABLE.

Certaines performances étaient, jusqu'à maintenant, réservées aux seuls ordinateurs de bureau. Avec le COMPAQ PORTABLE 386, cette époque est révolue. Le COMPAQ PORTABLE 386 est le premier ordinateur portable équipé du microprocesseur 80386 à 20 MHz. Il est, de ce fait, plus puissant, plus performant que la plupart des ordinateurs de bureau. Regardons-le de plus près.

La grande puissance dans un petit volume. Le COMPAQ PORTABLE 386 est remarquablement compact. Il est très facilement et très pratiquement portable. Et pourtant, dans ce faible encombrement, on trouve une architecture 32 bits, une vitesse de 20 MHz, jusqu'à 10 mégaoctets de mémoire centrale ultra-rapide, un écran plasma haute résolution, 40 ou 100 mégaoctets sur disque dur hautes performances avec cache-disque. En option, un coprocesseur 80387 à 20 MHz, un modem interne multistandards avec émulation Minitel. Et même une sauvegarde sur cartouche de 40 mégaoctets. Il n'y a pas si longtemps, personne n'aurait osé imaginer qu'un tel outil informatique soit portable. Il fallait être COMPAQ® pour l'oser. C'est fait. Détail qui n'en est pas un : si vous pensez ne pas avoir déjà besoin d'une telle puissance informatique, les logiciels qui sortiront très prochainement vous convaincront. L'informatique va vite. Et COMPAQ® encore plus vite. Et vous aurez très vite besoin de tout le talent du COMPAQ PORTABLE 386.

Un investissement sûr. Le nouveau COMPAQ PORTABLE 386 n'est pas près d'être dépassé. Il est au standard du futur avec son architecture 32 bits à haute vitesse et pourra recevoir tous les nouveaux logiciels. Son architecture compatible PC le rend immédiatement opérationnel et donc immédiatement rentable. Enfin, son unité de disquette 5" 1/4 (1.2 mégaoctet) et son clavier étendu rentabilisent l'investissement des années précédentes en logiciels et en formation.

OS/2™. La puissance et la rapidité du COMPAQ PORTABLE 386 sont telles qu'il pourra exploiter au maximum les nouveaux logiciels sous OS/2™ dès qu'ils seront disponibles. En attendant, le COMPAQ PORTABLE 386 exécute déjà sous MS-DOS 3.3 vos logiciels 3 à 4 fois plus vite que les ordinateurs équipés du 80286 à 8 MHz. Et même en environnement multitâches et multifenêtres grâce à Windows 386, codéveloppé avec Microsoft®.

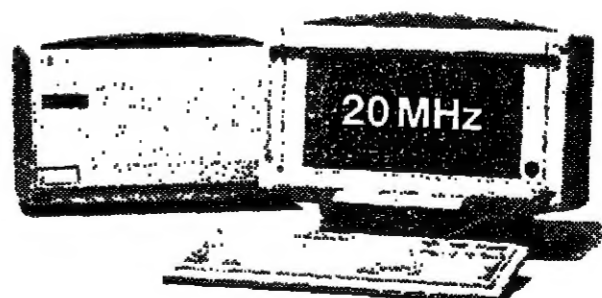
Un standard de référence. Le nouveau COMPAQ PORTABLE 386 est à la tête de la nouvelle génération d'ordinateurs 386 à 20 MHz. Il est basé sur une architecture en bus parallèles. Deux bus - l'un pour la mémoire, l'autre pour les périphériques - évitent les saturations dans

les échanges de données et permettent à chaque composant de fonctionner à sa vitesse maximum. Ensemble, ils assurent la plus haute performance système sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi. C'est le maximum de puissance informatique dans le plus faible encombrement.

Le leader de la technologie 80386. Le COMPAQ PORTABLE 386 est l'ordinateur portable le plus performant du monde. Il est le parfait exemple de la technologie

80386 dont COMPAQ® est le leader incontesté. Le COMPAQ PORTABLE 386 est disponible dès aujourd'hui auprès du réseau des Revendeurs Agréés COMPAQ®. Ce sont plus de 200 points de vente qui allient compétence et professionnalisme. Il y en a forcément un près de chez vous.

Pour le connaître, appelez COMPAQ® au 16 (1) 64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5, avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.



L'ordinateur portable le plus performant du monde.

COMPAQ
PORTABLE 386™

مكتبة من الامم

Politique

Les journées parlementaires du PS à Strasbourg

Privatisations et audiovisuel : les socialistes attaquent violemment la politique du gouvernement

Une violente dénonciation de « l'affaire RPR » du RPR a été le principal sujet de la première des deux journées parlementaires du PS qui se sont ouvertes le mercredi 30 septembre à Strasbourg. S'appuyant sur un dossier préparé par le groupe qu'il préside à l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe a mis en cause la façon dont M. Edouard Balladur privatise les entreprises nationales. Le ton de M. Jack Lang dans la critique de la CNCL et du paysage audiovisuel a été tout aussi dur. Tous les courants du PS dressent le même constat de l'état actuel de ces deux dossiers,

mais la discussion reste ouverte sur la manière dont la gauche devrait s'y prendre pour les régler, si elle avait à nouveau la charge du gouvernement.

Les élus socialistes se sont rendus au camp de concentration de Struthof, façon de répondre au « détail » de M. Jean-Marie Le Pen. Ils ont été reçus à l'hôtel de ville de Strasbourg par le maire CDS de la ville, M. Marcel Radloff. Au cours de cette réception empreinte de « courtoisie républicaine », M. Radloff a insisté sur la vocation européenne de sa ville, où siège le Parlement

euro-pein. Très applaudi par les élus socialistes, il a souligné la nécessité pour le pays de se rassembler « autour des grandes causes nationales » comme l'Europe et les droits de l'homme. La réponse de M. Joxe ne fut pas moins consensuelle. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a souligné que la vocation de Strasbourg ne soit pas contestée. Il a également affirmé que sur le terrain de la liberté, de l'égalité et de la fraternité — devise sous laquelle les parlementaires socialistes ont travaillé — il n'avait pas de difficulté à « retrouver » le maire de Strasbourg.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Ils étaient tous là : M. Lionel Jospin trainant à la tribune ; MM. Laurent Fabius et Michel Rocard étaient placés l'un derrière l'autre, chacun entouré de ses affidés : MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen étaient assis chacun dans une aile de la salle. Seul absent parmi les dirigeants du PS : M. Pierre Mauroy, en visite en Union soviétique. Raresment les parlementaires socialistes et les parlementaires du PS étaient venus aussi nombreux à des journées parlementaires. La bataille décisive approche et, comme au RPR et à l'UDF, chacun a voulu participer à des journées qui préparent plus l'élection présidentielle que la session parlementaire.

En attendant ce futur proche, M. Joxe, président de l'Assemblée nationale s'en est surtout pris à M. Chirac : « Quand il gouverne, celui-là, cela ne dure généralement pas longtemps, mais cela coûte cher à la France car il se croit tout permis lui et les siens... » Il n'en a plus pour longtemps, a-t-il ajouté, en parlant des privatisations. Et comme il savait que le temps lui est compté, il veut précipiter le mouvement : déjà, il bradait, soudain il liquide ; déjà il se soldait, soudain il annonce la vente à crédit (...). « Il y a des moments dans l'histoire des peuples où les maîtres et les politiciens qui les servent se trouvent dans cette situation : ils se croient tout permis, mais ils se savent menacés (...). La France sous la Régence, le Directoire, la Restauration et le Second Empire a connu de telles périodes

de frénésie dans l'accumulation des abus, des prébendes et des privilèges. Aujourd'hui, nous sommes dans une telle période (...). Où est le Zola qui décrivait « la Curée » à laquelle se livrent sous nos yeux le RPR et ses affidés ? Où est le Rost qui filmait « Main basse sur la France » ? Où est le Goya qui peignait comme sur la célèbre Junte des Philippines, les personnages bleffés et fantomatiques qui, sous une oblique et mystérieuse lumière, composent dans l'ombre à la fois un conseil d'administration et un conseil de gouvernement ? »

S'appuyant sur le dossier du groupe socialiste, M. Christian Goux a donné une analyse économique et financière de la situation en conclusion que c'était la démocratie politique qui était ainsi mise en cause par un « clan » (le Monde du 1^{er} octobre).

Les « copains »
et les « coquins »

Sur le constat, l'unanimité est aisément réalisée. Plus difficile est de savoir ce que devraient faire les socialistes pour remédier à la situation. Tous les courants sont d'accord pour penser qu'il serait indispensable de contrer l'influence des amis du RPR sur le monde économique. Mais comment ? Même M. Michel Charzat, proche de M. Chevènement, reconnaît qu'il serait difficile de tout rationaliser brutalement. Ne serait-ce qu'à cause du Conseil constitutionnel. Si l'on souhaite « au moins déléguer les responsabilités », il mesure la difficulté de la tâche. Pourtant, il lui paraît indispensable que l'Etat reprenne le contrôle des sociétés nationalisées

en 1945 et privatisées depuis le 16 mars 1986, plus celui des banques d'affaires.

M. Jean Le Garrec, fidèle de M. Pierre Mauroy, qui fut, au gouvernement, en charge des nationalisations de 1981, est convalcent qu'une opération semblable n'est plus possible, même pour s'attaquer « au capitalisme monopoliste et financier des copains et des coquins ». Il faut, a-t-il expliqué, « avoir une approche pragmatique, au cas par cas ». Il a distingué, lui aussi, les nationalisées de 1945 et les banques d'affaires des autres sociétés. Il pense qu'un gouvernement pourrait déjà agir par la nomination des dirigeants des sociétés qu'il continuerait à contrôler. Rationnaliser ne fait pas peur à M. Raymond Douvry, proche de M. Poperen. « Dire que l'on ne peut pas faire de ping-pong avec les entreprises, a-t-il lancé, serait une défaite idéologique de notre part ».

Les rocardiens frissonnent à cette perspective brutale. M. Robert Chapuis a plaidé pour « une économie mixte » qui refuserait l'opposition privatisations-nationalisations, mais qui associerait « capitaux publics et capitaux privés » dans le financement des grandes entreprises. M. Gérard Fuchs, lui aussi fidèle de M. Rocard, a rappelé que les moyens financiers de l'Etat « seraient limités » et qu'il faudrait donc faire des choix, tant les dossiers à régler seraient nombreux, au lendemain d'une nouvelle alliance.

Le temps a manqué aux élus socialistes pour avoir un tel débat sur l'audiovisuel après l'exposé de M. Jack Lang sur ce sujet. Évoquant les départs de journalistes de la télé-

vision ou de la radio, l'ancien ministre de la culture a opposé les « quelques pédales » que peuvent se reprocher, selon lui, les socialistes, aux « charrettes » de la droite.

Appelant la CNCL la « commission nationale de contrôle des libertés », il a affirmé qu'un arbitre qui, comme elle, « est l'affidé d'un camp », perd son « honneur », et a lancé à son président, M. de Broglie : « Le respect, cela ne se décrète pas, cela se mérite et cela se conquiert ». Évoquant l'attitude de la CNCL en Nouvelle-Calédonie, M. Lang a craint que celle-ci ne préfigure celle qu'adopterait la commission pendant la campagne présidentielle.

A propos de la création, l'ancien ministre a dénoncé pêle-mêle cette « soupe un peu tiède », ce « mélange-culturel qui se traduit dans les faits par le mélange politique et le mélange gagnant commercial » et s'est efforcé de voir la droite « au brandir le pavillon de complaisance de l'esprit » pour défendre la « télé-fric ».

L'odeur de la poudre s'est donc répandue dans la salle de l'immeuble du Parlement européen où se tiennent ces journées parlementaires. Députés et sénateurs en sont manifestement ravis. Les fausses poisons et les prudences imposées par la cohérence et le mieux gagnant commercial et s'est efforcé de voir la droite « au brandir le pavillon de complaisance de l'esprit » pour défendre la « télé-fric ».

THIERRY BRÉHER.

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann
n'est plus « rocardienne »

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, députée socialiste européenne, membre adjoint du bureau exécutif du PS, ne devra plus être considérée comme une représentante du courant rocardien dans les instances du Parti socialiste. Ainsi en ont décidé les amis de M. Rocard.

M^{me} Lienemann avait fait partie des fondateurs (avec M. Alain Richard, aujourd'hui porte-parole de M. Rocard), du mini-courant des « néo-rocardiens » qui se signalaient par leur turbulence et s'étaient constitués quand M. Rocard n'avait pas souhaité déposer sa propre motion au congrès de Bourges-Bresse de 1983.

Bien que les néo-rocardiens aient réintégré depuis leur courant d'ori-

gine, M^{me} Lienemann continuait à se distinguer de ses amis. Elle avait notamment tenu à déposer, lors du dernier comité directeur du PS, son propre « décalage » sur l'avenir du parti pour 1988, alors que la position officielle de son courant était de juger ce texte très satisfaisant.

Dans une interview accordée à la Cyp, parue dans le courant de l'été, elle avait estimé qu'une nouvelle candidature de M. Mitterrand serait « anesthésiante ». M. Richard, son ancien camarade de dissidence, avait jugé « vulgaire » cette observation. Enfin, M^{me} Lienemann ne cachait pas qu'elle ne suivrait pas M. Rocard si ce dernier décidait de quitter le PS.

● M. Madelin : « M. Mitterrand s'est rapproché des libéraux... » — Dans une interview publiée le mercredi 30 septembre par Libération, M. Alain Madelin, ministre UDF de l'Industrie, se déclare satisfait des propositions avancées, le 28 septembre à Strasbourg, par M. Mitterrand en faveur d'un relèvement des institutions. « C'est une bonne chose pour le pays, explique le numéro deux du Parti républicain, que de poser le problème de son mal. Le mal français, c'est le centralisme. La clé de voûte du centralisme, c'est l'insécurité que l'on fait de la fonction présidentielle. (...) Poser le problème des institutions, c'est donc poser le problème de la modernité. » Heureux de voir donc « M. Mitterrand se rapprocher des libéraux », M. Madelin est plus réservé sur son idée d'étendre le champ d'application du référendum aux problèmes de société.

● M. Guidoni, directeur de campagne de M. Chevènement. — M. Jean-Pierre Chevènement, candidat à la candidature socialiste pour l'élection présidentielle, a annoncé, le mardi 29 septembre, qu'il avait choisi comme directeur de campagne M. Pierre Guidoni, ancien ambassadeur de France à Madrid, membre du secrétariat national du PS.

La campagne de M. Rocard
vue par ses « amis »

« Le début de la glissade »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« Trop complexe », « trop intellectuelle », « austère » : autant de réflexions aigres-douces qui tombent en pluie fine sur la campagne d'affiches du candidat Michel Rocard. Nul besoin de pousser les parlementaires socialistes non rocardiens pour qu'ils assument ainsi méthodiquement la dernière trouvaille du maire de Conflans-Sainte-Honorine. La critique sur la forme cache souvent mal le plaisir évident qu'éprouvent certains à enfoncer ce « trublion ». Hommes les fidèles de M. Rocard, rares sont ceux qui viennent à son secours. Les plus charitables des mitterrandiens, comme M. Bédégovoy ou M. Mermoz, haussent les épaules d'un air las, en lâchant un doigté « pas de commentaires ». (Un autre ajoute : « Je ne tire pas sur une ambulance ».)

« C'est une campagne sans doute un peu triste, austère et prématurée », commente M. Jean-Yves Le Deut, tandis que M. Jack Lang, en demande à « la suite un peu long » des affiches de M. Rocard n'aurait pas été plus accessible aux des cartes de petit format envoyées par la poste. « Mais j'avoue que je n'ai pas encore vu les affiches en grandeur réelle », précise-t-il.

M. Michel Delabarre, proche de M. Mauroy, estime tout de même que l'on change un peu sauvagement la barque du député des Yvelines : « Je trouve les commentaires de la presse bien fâcheux. Après avoir été Rocard pendant des années, elle se permet maintenant de le critiquer. C'est un curieux mouvement de balancier », s'indigne-t-il. M^{me} Edith Cresson pense, quant à elle, que la campagne rocardienne « n'est pas agressive et ne dérange pas la parti ».

D'autres élus ne cachent pas tout le mal qu'ils en pensent. L'effacement actuel de l'effet Rocard et de la cote de popularité du « présidentiable » semble délier les langues.

L'enthousiasme ne serait plus ce qu'il était dans les rangs des amis de M. Rocard. « Ses amis le lâchent » ; « Il perd pied » ; « C'est le début de la glissade », ajoute M. André Laignel, qui ne se cache pas, pour sa part, derrière son petit doigt. Faisant profession d'antirocardisme viscéral, il affirme : « Les affiches Rocard ne se voient pas, sont difficilement lisibles. Si c'était le but recherché, c'est parfaitement réussi. Cela ne marque d'ailleurs pas l'histoire de la communication. Je reste persuadé que le président de la République sera candidat. Donc, aucun autre candidat de gauche ne peut être pour l'instant un bon candidat ».

M. Christian Goux résume bien le sentiment dominant de ses amis : « Les sondages ne font que retracer ce qui se passe dans le pays. Les Français atten-

dent M. Mitterrand à gauche pour l'élection présidentielle. Dans leur esprit, c'est chose faite. Rocard se trouve donc aujourd'hui obligé de rouler dans une position très inconfortable. »

La député des Yvelines ne l'ignore pas. C'est pratiquement l'analyse qu'il a faite lui-même mardi dans un grand hôtel de Strasbourg devant une cinquantaine de ses fidèles, députés, sénateurs et collaborateurs.

L'ombre portée
de M. Mitterrand

Il a, en effet, reconnu qu'il y avait actuellement un fait sensible : un effet miroir entre la candidature Mitterrand et sa propre candidature. Pour autant, le maire de Conflans-Sainte-Honorine n'a pas l'intention de baisser les bras. Ses plus proches amis ont contre-attaqué mercredi après-midi dans les couloirs du Parlement européen en résumant point par point les critiques qui leur sont adressées.

M. Rocard divise le parti, il n'a même pas fait apparaître le sigle du PS sur ses affiches : « C'est un comble de nous reprocher cela », réplique M. Michel Sapin. Cette campagne ne pouvait être une campagne du PS, Lionel Jospin ne le voulait pas tant que le parti ne s'était pas prononcé. La campagne d'affiches est un flasco : « Il faut réfléchir cette campagne dans une stratégie d'ensemble destinée à parler aux Français et à interroger l'opinion publique », répond M. Michel Evin. Elle sera suivie de meetings et de la sortie d'un livre. « Je remarque que, malgré sa modestie, cette campagne (sur cette affiche) provoque un gros effet médiatique », se félicite M. Sapin.

Le message rocardien est sibyllin : « Nous avons voulu privilégier le fond sur l'aspect médiatique. Ce n'est pas une erreur. Cette campagne trahit avec les formules habituelles. Elle parle sur l'intelligence des gens et colle bien à l'image de Rocard et du PS, qui misent sur les idées », explique M. Bernard Schreier.

La baisse de la cote de M. Rocard traduit l'échec de sa campagne : « Certaines choses peuvent paraître aujourd'hui ambiguës, mais elles prendront tout leur sens le jour où M. François Mitterrand dira qu'il n'est pas candidat. On perd peut-être des points actuellement, mais on les regagnera demain quand on pourra mesurer toute la cohérence de la campagne de Michel Rocard », affirme M. Sapin, avant de rappeler, en 1981, au début de la campagne d'affiches sur le fond de village et de clocher de M. Mitterrand, les critiques n'avaient pas manqué dans un premier temps et puis, ensuite, les retombées avaient été très positives.

PIERRE SERVANT.

La République et ses pompes

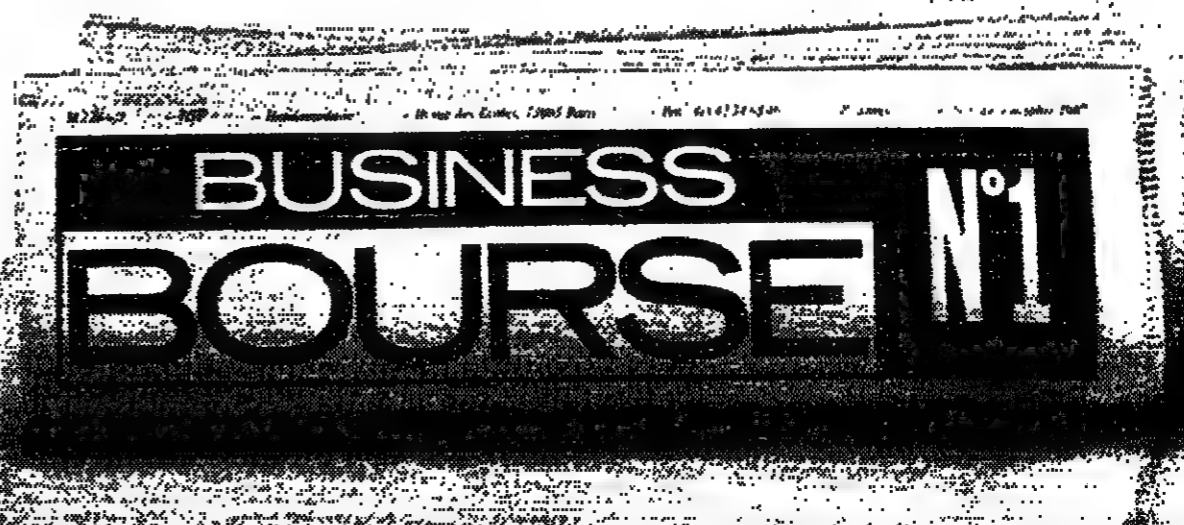
COMME elle est loin l'année 1984, lorsque l'arrivée à l'hôtel Matignon de M. Laurent Fabius symbolisait aux yeux d'une partie de la classe politique l'entrée durable de la France dans l'ère de la décentralisation et de la politique « douce ». Aujourd'hui, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, aime à répéter qu'il n'y a jamais eu autant de différences entre la gauche et la droite, et de ton du débat politique se durcit de jour en jour.

Sept mois avant l'élection présidentielle, les socialistes — dont certains jugent en privé que « ces hommes au pouvoir ne forment qu'une bande de voyous », modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de moins — face à une droite accusée de vouloir la confisquer afin de gouverner la France au... dix-neuvième siècle. Et les parlementaires socialistes s'expriment souvent une bande de voyous, modèrent à peine leur expression publique pour condamner la politique de leurs adversaires. Au congrès de Lille, en avril de cette année, M. Jospin incarnait la démarche de tout le PS lorsqu'il cherchait à retrouver les racines populaires du socialisme français. A Strasbourg, six mois après, dans la foulée de M. Mitterrand, le PS se pose en défenseur de la démocratie — rien de

Voici un journal spécialement destiné aux gens qui aiment bien gagner de l'argent.

Quinze francs chaque samedi, chez votre marchand de journaux, Business Bourse, c'est un journal simple et lisible pour tout comprendre sur la Bourse. N° 1 le 3 octobre.

Voilà un titre qui rapporte.



هكذا من الاجل

Politique

La préparation de l'élection présidentielle dans la majorité

Les trois « cellules » de M. Chirac

M. Chirac réunit à Paris, le dimanche 11 octobre, l'ensemble des cadres du RPR, parlementaires, délégués régionaux, secrétaires départementaux et secrétaires de circonscription. Cette réunion a pour objet de placer le RPR en ordre de bataille pour la campagne électorale. Les responsables du mouvement ont déjà consacré l'été à préparer cette échéance à travers leurs « universités » et par des stages de formation des cadres.

Il y a également installé entre la direction du RPR et les fédérations un système de transmission des informations par minitel. Malgré ces efforts un certain nombre de reproches ont été adressés par des militants à leurs instances dirigeantes. Plusieurs fédérations se plaignent d'être négligées par Paris. Elles trouvent que les activités concurrentes de l'UDF — selon les départements, il s'agit soit des « barro-centristes » soit du Parti républicain — sont trop souvent tolérées au nom des bonnes relations inter-majoritaires qu'il faut entretenir au niveau national. Enfin, plusieurs responsables accusent M. Jacques Toubon, secrétaire général, d'avoir de trop multiples activités et de ne pas se consacrer davantage à la direction du mouvement. M. Chirac s'efforcera de faire taire ces sentiments divers et il ne doute pas d'y arriver tant il est vrai qu'avant chaque bataille électorale les troupes resserrent leurs rangs. D'autant plus que M. Charles Pasqua, dont l'autorité, l'audience et même le prestige au sein du RPR sont allés croissant, s'adressera également à ces cadres.

Bien que la fiction — aussi artificielle soit-elle — d'un premier ministre uniquement occupé à gouverner soit entretenu, la campagne de M. Chirac s'organise néanmoins. Trois niveaux se mettent en place, représentés par trois « cellules ».

Une « cellule technique » sous l'autorité d'un « directeur de campagne » qui sera désigné en novembre. Il s'agit de M. Jacques Fauriol, préfet, actuellement directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, qui, pour la circonstance, sera placé en position hors cadre. Installé dans des locaux — non encore trouvés — proches à la fois de l'Assemblée nationale, de

l'Hôtel Matignon et du siège du RPR, il organisera les déplacements du candidat, ses contacts, ses interventions et harmonisera les relations avec les autres organismes concernés par la campagne. C'est auprès de lui que sera placé le service de communication et de relations avec la presse, qui sera totalement distinct de celui de l'Hôtel Matignon.

Une « cellule programmatique ». Celle-ci existe déjà sous la responsabilité de M. Alain Juppé, ministre délégué au budget. Ainsi qu'il l'a déjà fait pour de précédentes campagnes électorales, M. Chirac a chargé M. Juppé de concevoir et de mettre au point les thèmes du programme du candidat. Le « concepteur », toutefois, n'agit que sur instructions formelles du premier ministre, qui précise les sujets qu'il souhaite avoir à développer. Plusieurs groupes d'experts sont déjà au travail. Le sonci de M. Juppé est d'élaborer un programme qui ne soit pas uniquement basé sur l'exaltation de l'action conduite par le gouvernement depuis 1986.

Le bilan, présenté surtout comme celui de « la majorité toute entière », sera utilisé dans un double but : souligner l'ampleur des mesures prises et leur caractère bénéfique non seulement pour le pays mais aussi pour chaque catégorie sociale ou professionnelle concernée ; insister sur le fait que cela ne constitue qu'une simple base, construite seulement en deux courtes années, qui devra se développer sur une plus longue période pour qu'elle produise tous ses effets. M. Juppé compte beaucoup insister sur le « projet » du candidat afin d'échapper au reproche que les « barroistes » formulaient déjà contre M. Chirac de ne s'appuyer que sur un simple bilan.

C'est dans le cadre de cette cellule que M. Aurillac, ministre de la coopération et président du Club 89 est appelé à fournir une contribution de poids, puisqu'il pourrait être chargé des propositions concernant notamment les problèmes de société. Les 10 et 11 octobre à Aix-en-Provence, en présence de plusieurs ministres, M. Chirac participera à la convention nationale du club, placée

sous le thème général « Préparer l'avenir », avec précisément une « table ronde » sur les « questions et valeurs de société ».

Une « cellule stratégique », la moins formelle, fonctionne d'ores et déjà. Chaque mardi se retrouvent en effet, autour de M. Chirac, MM. Edouard Balladur, Charles Pasqua, Alain Juppé, Jacques Toubon, Pierre Messmer et Roger Romani, présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, et enfin M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre. C'est là que sont discutées les attitudes à adopter aussi bien envers les socialistes qu'à l'égard des « barroistes », que sont échangés des arguments, que sont fixés les comportements à observer à l'égard de telle formation politique, de tel groupe social ou professionnel.

MM. Balladur et Pasqua jouent au sein de cette cellule un rôle émi-

nant, notamment en raison de leurs sources d'information et des contacts personnels qu'ils entretiennent avec l'extérieur. Le ministre de l'Intérieur s'est, pour sa part, mis à la tâche depuis longtemps déjà. Il a créé auprès de lui un petit groupe d'experts en matière politique et électorale qu'anime M. Alain Marleix, qui fut longtemps son collaborateur au RPR. Par la bonne connaissance qu'il possède de l'histoire du mouvement et par les contacts qu'il a noués au fil des années, il est en mesure de redonner vie à des réseaux de soutien sur tout le territoire. Car pour la campagne présidentielle le maire de Paris ne peut se contenter de la seule « machine RPR », aussi performante soit-elle. Il lui faut forger un « appareil Chirac ». C'est l'objectif de ces trois « cellules ».

ANDRÉ PASSERON.

M. Barre fait l'éloge de la participation

« La résistance des faits conduit à modifier les théories économiques », notamment les doctrines socialiste et libérale, qui ont tendance à devenir « envahissantes », a affirmé M. Raymond Barre, qui était invité, le mercredi 30 septembre, au colloque organisé par l'Institut de politique internationale et européenne à l'université de Paris-X-Nanterre, sur le thème : « Les démocraties chrétiennes et l'économie sociale de marché ». Tout en dénonçant la proposition du socialisme à l'égard du secteur public, ce qui « faiblirait la productivité », l'ancien premier ministre a remarqué que les libéraux avaient dû prendre en compte « le sentiment de justice lié à la fonction d'arbitrage que seul l'Etat peut exercer pour atténuer les conflits ».

M. Barre a ensuite défini ce qu'il entendait par « économie sociale participative » en tenant compte de « l'environnement international et technologique ». Quatre critères économiques sont, selon lui, « essentiels ». D'abord, la « reconnaissance de l'économie décentralisée », qui implique l'existence de nombreux centres de décision, au sein desquels

l'Etat doit assurer une « régulation globale ».

Ensuite, le député du Rhône a insisté sur la nécessité d'« accepter la concurrence intérieure et domestique », tout en remarquant que « la ligne Maginot », que constituent les protectionnismes, corporatismes notamment, est en train de « craquer ».

La concurrence étant « inéluctable », le seul moyen d'y résister est, selon M. Barre, la recherche de la « compétitivité » qui doit « brader toutes les activités » : entreprises, institutions économiques et sociales, système de protection sociale, enseignement et administration. La redécouverte de l'entreprise a induit une « légitimité du profit », qui est devenue, selon lui, « le critère de l'efficacité ».

Dernière notion essentielle définie par l'ancien premier ministre : « la mutation des grands équilibres » économiques (monnaie, commerce extérieur, balance des paiements) qui « garantissent le progrès social ». S'il admet que ceux-ci se peuvent pas toujours être réalisés en même temps, M. Barre estime qu'il faut éliminer les déséquilibres « insupportables » pour la population qui en subit le coût social.

Le candidat à l'élection présidentielle a énuméré les « concepts sociaux » qui doivent animer cette économie sociale de marché. Tout en soulignant « la nécessité du dialogue social », M. Barre a mis en garde contre les « risques de blocage » d'un dialogue existant uniquement entre les organisations patronales et syndicales. Le progrès de cet échange, pense-t-il, dépend de plus en plus de la « participation ».

En outre, l'ancien premier ministre a insisté sur la nécessité de « couvrir les coûts sociaux » provoqués par la plus grande flexibilité de notre économie.

Enfin M. Barre a expliqué ce qui différencie l'économie sociale participative des doctrines « égalitaristes » : elle admet les inégalités générées par la productivité et l'efficacité économique. En revanche, il a stigmatisé les inégalités liées à des « rentes de situation ou à des droits acquis ».

M. Barre a conclu en précisant que cette politique économique ne doit pas se limiter à un pays ou à un groupe de pays, comme la Communauté économique européenne, mais doit avoir une « dimension internationale », la priorité devant être donnée à l'aide aux pays en voie de développement.

V.D.

Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a approuvé, le mercredi 30 septembre, le mouvement préfectoral suivant :

• ARDÈCHE : M. Christian Pellerin.

M. Christian Pellerin, préfet, commissaire de la République de l'Aude, est nommé commissaire de la République de l'Ardèche, en remplacement de M. André Tournon, nommé préfet hors cadre.

[M. Christian Pellerin, né le 19 novembre 1933, à Cannes, est un ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer. Après avoir occupé différents postes à Madagascar, il est affecté, en 1960, au ministère de l'Intérieur. Nommé en 1963, directeur de la Société d'équipement du département de Vaucluse, sous-préfet de La Ciotat, de Sédan, puis de Guingamp, secrétaire général des Pyrénées-Orientales, il est mis à la disposition de la DATAR en 1978, commissaire à l'aménagement de l'Ouest, représentant du gouvernement à Mayotte en 1983, préfet hors cadre en 1984, il avait été nommé préfet de l'Aude le 14 mai 1986.]

• AUBE : M. Jean-Charles Astruc.

M. Jean-Charles Astruc, sous-préfet, secrétaire général de la Seine-et-Marne, est nommé commissaire de la République de l'Aube, en remplacement de M. Roger Gros.

[Né le 14 juin 1932 à Chaville (Hauts-de-Seine), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jean-Charles Astruc, chef de cabinet du préfet des Landes en 1959, occupe divers postes en Alsace avant d'être nommé sous-préfet en 1963, en poste à La Réunion (1965), puis à La Guadeloupe (1967). Chef de cabinet de M. Gabriel Kasperovitch, secrétaire d'Etat à la pêche et aux pêcheries, de novembre 1970 à septembre 1971, puis conseiller technique au cabinet du ministre délégué à la protection de la nature, M. Robert Poujade, de septembre 1971 à juillet 1972, sous-préfet en 1974, il avait été nommé secrétaire général de la Somme le 18 juillet 1982.]

• AUDE : M. Pierre North.

M. Pierre North, préfet, commissaire de la République de la Creuse, est nommé commissaire de la République de l'Aude, en remplacement de M. Christian Pellerin.

[Né le 7 juillet 1928 à Strasbourg (Bas-Rhin), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de cette ville, M. Pierre North est chef de cabinet du préfet de la Haute-Marne en 1952. Sous-préfet en 1957, secrétaire général d'Essonne-Loire en 1977, chargé de mission auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais en 1980, il est nommé préfet en 1982, commissaire de la République de l'Orne. Préfet hors cadre en 1984, il avait été nommé commissaire de la République de la Creuse le 6 mars 1983.]

• CANTAL : M. Michel Morin.

M. Michel Morin, sous-préfet, commissaire adjoint de la République de Dordogne, est nommé préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire, en remplacement de M. Daniel Constantin.

[Né le 29 juillet 1945 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Michel Morin, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet, est secrétaire général de l'Aude en 1978. Chargé de mission à la DATAR en 1979, conseiller technique auprès du directeur de celle-ci, M. Bernard Attali, en 1981, il avait été nommé commissaire adjoint de la République de Dordogne le 23 octobre 1984.]

• CREUSE : M. Jean-Charles Astruc.

M. Jean-Charles Astruc, sous-préfet, secrétaire général de la Seine-Maritime, est nommé préfet, commissaire de la République de la Creuse, en remplacement de M. Pierre North.

[Né en 1938 à Paris, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Astruc devient à partir de 1961 chef de cabinet de préfet en Loire, dans le Cantal, puis sous-préfet d'Alger et secrétaire général de l'Algérie.]

• DROME : M. Daniel Constantin.

M. Daniel Constantin, préfet, commissaire de la République de la Cantal, est nommé commissaire de

la République de la Drôme, en remplacement de M. Gérard Lefebvre.

[Né le 8 septembre 1940 à Thon-les-Bains (Haute-Savoie), ancien élève de l'ENA, M. Daniel Constantin est affecté au ministère de l'Agriculture puis à celui des DOM-TOM. De 1972 à 1975, chef de la subdivision administrative Sud (La Forêt) de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, il devient, en 1975, directeur du cabinet du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides. Secrétaire général de Lorient-Cher en 1979, secrétaire général pour les affaires régionales Nord-Pas-de-Calais en 1983, il avait été nommé commissaire de la République du Cantal le 5 février 1986.]

• GARD : M. Jean-Louis Dufégnoux.

M. Jean-Louis Dufégnoux, préfet, commissaire de la République de la Savoie, est nommé commissaire de la République du Gard, en remplacement de M. Robert Mignot, nommé préfet hors cadre.

[Né le 2 avril 1938 à Lyon (Ain), licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jean-Louis Dufégnoux est d'abord chef de cabinet du préfet de l'Ain. Sous-préfet de Rodan (Ille-et-Vilaine) en 1967, secrétaire général de la Guyane (1968), des Pyrénées-Orientales (1972), sous-préfet d'Arles (1976), secrétaire général du Morbihan (1979), il est nommé préfet en 1982, commissaire de la République de l'Indre. Directeur de la sécurité publique en 1983, il avait été nommé commissaire de la République de la Savoie le 6 mars 1983.]

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

M. Roger Gros.

M. Roger Gros, préfet, commissaire de la République de l'Aube, est nommé commissaire de la République des Pyrénées-Orientales, en remplacement de M. Maurice Joubert, nommé préfet hors cadre.

[Né en 1933 à Saint-Martin-de-la-Porte (Savoie), chef de cabinet du préfet de l'Ain en 1958, M. Roger Gros devient, en 1967, secrétaire de M. Montblanc. De 1970 à 1974, secrétaire général de la Nîèvre, directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes puis secrétaire général du Var, sous-préfet de Thionville en 1981, il est nommé préfet, commissaire de la République de la Corrèze en 1981. Il avait été nommé commissaire de la République de l'Aube le 6 mars 1983.]

• SAVOIE : M. Bertrand Landrieu.

M. Bertrand Landrieu, administrateur civil, directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, est nommé préfet, commissaire de la République de la Savoie, en remplacement de M. Jean-Louis Dufégnoux.

[Né le 9 février 1945 à Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Bertrand Landrieu est détaché en qualité de sous-préfet à Usel (Corrèze) en 1974. Secrétaire général de la Manche en 1977, il est nommé chef de cabinet du ministre des transports Joël Le Theule, en 1978, et occupe les mêmes fonctions auprès du même, devenu ministre de la défense, en octobre 1980. Directeur du cabinet du commissaire de la République de l'Aube et du Bas-Rhin en 1983, il était devenu directeur adjoint du cabinet de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, en mars 1986.]

• TARN : M. Gérard Lefebvre.

M. Gérard Lefebvre, préfet, commissaire de la République de la Drôme, est nommé commissaire de la République du Tarn, en remplacement de M. Jean-Marie Diemer, nommé préfet hors cadre.

[Né le 25 mai 1930 à Poitiers (Vienne), licencié en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Gérard Lefebvre est secrétaire général de l'École nationale de la santé publique (1962), conseiller technique auprès du ministre de la santé publique de la Côte-d'Or (1967), directeur du cabinet de préfet de Lot-et-Garonne (1969), directeur du cabinet du commissaire de la République de la Haute-Savoie (1972), sous-préfet de Constantine (1975), puis de Cherbourg (1980). Nommé préfet en 1985, commissaire de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon, puis préfet hors cadre en 1985, il avait été nommé commissaire de la République de la Drôme le 5 février 1986.]

QUAND IL S'AGIT DE SERVICES FINANCIERS, DAIWA COUVRE TOUS LES SECTEURS

ET AUJOURD'HUI AVEC DAIWA EUROPE (FRANCE) S.A.,
NOUS SERONS ENCORE PLUS PRÉSENTS
POUR RÉPONDRE À VOS BESOINS

En 1972, Daiwa Securities Co. Ltd. ouvrait un bureau de représentation à Paris. Aujourd'hui, nous franchissons une nouvelle étape en créant une filiale en France.

DAIWA EUROPE (France) S.A.
Le groupe Daiwa sera ainsi plus proche de ses clients français pour leur faire bénéficier des services de son réseau implanté dans les principales places financières et de son expertise reconnue du courtage et des émissions internationales.

Président : Masayasu Ohi
DAIWA EUROPE (France) S.A.
26 Avenue des Champs-Élysées,
75008 Paris, France
Téléphone : (1) 42 25 72 02
Téléc : 043305, 043730
Télécopieur : (1) 42 56 06 01

DAIWA
Daiwa Securities Co. Ltd.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 30 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

• PATRIMOINE

Le ministre de la culture et de la communication a présenté au conseil des ministres un projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental. Ce projet de loi permettra de restaurer des édifices civils, militaires et religieux, en particulier des cathédrales ; il permettra également de mettre en valeur des parcs et jardins historiques, ainsi que des grands sites archéologiques classés ou inscrits. La plupart des monuments et des sites intéressés sont situés en province.

Les dispositions budgétaires de la loi de programme prévoient, pour les cinq années 1988-1992, une augmentation très sensible des crédits. Les crédits inscrits dans la loi de finances pour 1988 augmentent de

200 millions de francs par rapport à 1987, soit une croissance de 27 %. Sur la période 1988-1992, l'augmentation globale des crédits consacrés à la restauration et à la mise en valeur des monuments historiques, atteindra 50 %.

Le dépôt de ce projet de loi et son examen par le Parlement, lors de la session d'automne, traduiront la volonté du gouvernement de donner à la sauvegarde du patrimoine français une place prioritaire dans la politique culturelle.

• INTÉRESSEMENT DES FONCTIONNAIRES

(Voir le Monde du 1^{er} octobre.)

• RÉUNIONS MONÉTAIRES DE WASHINGTON

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres des réunions qui se sont tenues à Washington à l'occasion de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ces réunions ont été très positives. L'accord

du Louvre a été de nouveau confirmé. (Ibre page 36).

• TOURISME

Le secrétaire d'Etat chargé du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication sur la conjoncture touristique et les mesures de promotion et d'amélioration de l'accueil qu'elle appelle. Avec 400 milliards de francs d'affaires en 1987 et 70 milliards de francs de recettes dans la balance des paiements, le tourisme contribue de façon importante à la recherche de deux équilibres majeurs de notre économie : celui du marché de l'emploi et celui de la balance des paiements.

• JEUX OLYMPIQUES

Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi permettant, en cas de nécessité, de raccourcir les délais de prise de possession des immeubles et terrains de façon importante à la recherche de deux équilibres majeurs de notre économie : celui du marché de l'emploi et celui de la balance des paiements.

Pour u
ous ne ris
des am

100F

120F

150F

180F

210F

240F

270F

Pour une fois chez IKEA, vous ne risquerez pas d'attraper des ampoules.

25F GLUGGEN applique plastique, divers coloris. Les deux pièces:

950F MANDOLIN suspension halogène, 2 x 20 watts.

395F PIANINO lampe de table halogène, métal-plastique, 20 watts, fixations pour table, paroi ou étagère.

255F TUBA lampe de table halogène, 12 volts, 20 watts, noir.

120F LENTO suspension métal, diam. 47 cm.

210F SEKKI suspension métal chromé/verre.

90F GUSLI lampadaire rouge, métal.

360F SEPHIR ZIRKON lampe de table céramique, abat-jour coton, diam. 57 cm.

220F PICCOLA lampe de table applique halogène, 20 watts.

28F TAKT spot noir plastique.

690F FIOL lampadaire acier chromé, tube fluo 9 watts incand.

30F SONAT-KORUS lampe de table céramique sablée, abat-jour, 36 cm.

690F HOT rail avec 3 spots halogènes et transformateur.

CES ARTICLES NE SONT PAS VENDUS DANS LE MAGASIN IKEA LYON.

Feignants... Pas le moindre petit tour de vis à donner... Feignants... Rien, rien et rien sur quoi faire semblant de travailler... Feignants... Même pas le commencement du minimum de neurones à user... Feignants, on vous dit... Avec les lampes IKEA, la seule chose que vous risquez de monter c'est un escabeau... Remarquez, ça n'empêche pas de descendre leur prix. Si on osait, on dirait que chez IKEA les lampes qui se mettent au plafond sont à un prix plancher

(ça y est on a osé). Alors pensez, que dire des appliques, des lampadaires, des lampes de bureau, de chevet, des spots, on vous en passe et des meilleures. Même avec les halogènes il y a du plaisir: chez nous ce ne sont pas elles qui vous demanderont un effort financier... Feignants... Bon, c'est vrai, il y a quand même une chose à faire. Choisir. Choisir le style: design, contemporain, classique. Choisir l'abat-jour qui va avec le pied ou le pied qui va avec l'abat-jour. Choisir la couleur de tout ça pour se créer un modèle à soi. Chez IKEA, c'est fou ce qu'on peut faire sur un pied... Après ça,

on conçoit que vous soyez épuisés. Surtout, ne reprenez pas le volant tout de suite. Asseyez-vous confortablement dans notre restaurant, grignotez quelques spécialités suédoises et faites une petite sieste relaxante. C'est pas parce que vous ne vous êtes pas beaucoup dépensés, qu'il faut pas vous reposer... Feignants...

Offre valable jusqu'au 11 octobre 1987 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

MINTEL 36.15 IHEA
 IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.68.20.25 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS
 IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 84.97.71.20 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS
 IKEA LYON: CTR. CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN TEL. 78.78.22.26 - IKEA VITROLLES: EN DS QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

هكذا من الامثل

Société

Les opérations contre le terrorisme basque

Plusieurs arrestations dans les Pyrénées-Atlantiques dont celle d'un membre important de l'ETA

En quelques heures, la gendarmerie et la police judiciaire ont tiré, mercredi 30 septembre, les premiers bénéfices des nombreuses enquêtes et opérations qu'elles mènent au Pays basque depuis des mois et notamment depuis le meurtre d'un gendarme, le 24 août, à Biscarosse (Landes), par Philippe Bidart, chef présumé d'Iparretarrak.

Tôt dans la matinée de mercredi, les gendarmes de Bayonne ont d'abord procédé à une perquisition à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), au domicile d'un nationaliste basque, Joseph-Xavier Guimont, fondé de pouvoir dans une banque et considéré comme un sympathisant du mouvement clandestin. Dans sa maison du quartier Arizaje, ils ont très rapidement interpellé Santiago Araspide Sazola, dit « Potros », âgé de trente-neuf ans, l'un des principaux responsables de l'ETA-militaire, qu'ils avaient vu entrer la veille au soir. Armé d'un pistolet de calibre 6,35, « Potros » n'a opposé aucune résistance lors de son interpellation. Les gendarmes ont aussi découvert des documents jugés « très importants » par la police espagnole, ainsi que deux autres armes de poing.

Depuis plusieurs semaines, le domicile des époux Guimont était surveillé par les gendarmes, dans le

cours d'une enquête sur des attentats commis cet été. Ils espéraient que certains clandestins d'Iparretarrak, peut-être même Philippe Bidart, chercheraient à se réfugier dans la maison. Mardi soir, ils ont vu Joseph-Xavier Guimont y pénétrer en compagnie de « Potros », personnage très connu au Pays basque français, parce que considéré, en tout cas par habitude, comme un « réfugié » de l'ETA depuis une dizaine d'années.

Un peu plus tard dans la journée, les enquêteurs de la police judiciaire et les gendarmes ont enlevé un pavillon de la montagne, dans l'enceinte d'un camping situé entre Asteasu et Saint-Jean-de-Livore. Ils y avaient vu trouver d'autres membres de l'ETA. Mais un chien, à leur approche, s'est mis à aboyer, et deux hommes, malgré les tirs des policiers, ont réussi à franchir les barrières à bord d'une voiture qu'ils ont abandonnée quelques centaines de mètres plus loin. Parmi les deux fuyards, pourrait figurer,

selon la police espagnole, Cruti Corotxa, dit « Joia Fernera », autre personnage important de l'ETA, mais cette information n'a pas été confirmée par la police française. Un important dispositif a alors été mis en place, avec l'aide d'un hélicoptère de la gendarmerie, mais les deux hommes sont parvenus à se cacher dans la montagne.

Nouvelles perquisitions

Dans la maison de camping, les enquêteurs ont arrêté un autre « client », Inaki Pineda Barzua, ancien parlementaire de la coalition basque espagnole Herri Batasuna, caché en France depuis son éviction, en 1985, de la prison de Saint-Sébastien. Des armes de poing, des explosifs et leurs détonateurs, ainsi qu'une très grosse somme d'argent et des documents ont également été découverts. Les policiers espagnols, qui ont aussi très rapidement posé leur coopération dans cette seconde opération, considèrent que la résidence du camping était une importante base logistique de l'ETA en France. En 1985, à quelques centaines de mètres du camping, avait été découvert un stock d'explosifs.

Cette seconde prise de la journée n'a pas forcément de lien avec l'arrestation de « Potros ». La maison de Saint-Jean-de-Livore était, elle

aussi, surveillée depuis des semaines, et des photographies aériennes avaient été prises la semaine dernière. Selon d'autres informations, cependant, les enquêteurs auraient pu décider de mettre fin à leur surveillance, de crainte que l'équipe de l'ETA ne soit alertée par l'arrestation de « Potros ».

Il semble d'ailleurs que plusieurs autres opérations prévues pour les semaines suivantes soient accélérées. Ce jeudi 1^{er} octobre, en début de matinée, les gendarmes ont procédé à une série de perquisitions dans la région d'Espelette, toujours dans la montagne basque, tandis que, selon la radio espagnole Radio Nacional, plusieurs Basques espagnols auraient été interpellés, de l'autre côté de la frontière, dans la région de Saint-Sébastien.

Enfin, des policiers des renseignements généraux ont arrêté, ce même mercredi, un membre clandestin d'Iparretarrak, Xavier Labeguerie, âgé de vingt-cinq ans, fils de l'ancien sénateur et maire de Cambo-les-Bains, toujours dans la montagne basque. Xavier Labeguerie est soupçonné d'avoir fait partie de commandos, sans doute conduits par Philippe Bidart, avant d'être libéré, le 15 décembre 1986, deux militants d'Iparretarrak, détenus à la prison de Pau.

Ph. Bg.

Coup de pied dans la termitière

Le Pays basque français est assailli par la plus importante campagne anti-terroriste menée depuis dix ans sur les confins des Pyrénées.

Il ne se passe pas une semaine sans que la gendarmerie ne monte une opération de grande envergure, souvent avec l'aide d'hélicoptères, pas une semaine sans que les locaux officiels ou les domiciles privés des militants nationalistes ne soient perquisitionnés. La police veut y voir la réaction de l'Etat après le meurtre d'un gendarme, le 24 août, à Biscarosse, dans les Landes, par Philippe Bidart, chef présumé d'Iparretarrak (Caux d'ETA du Nord).

Certains croient même percevoir dans cette chasse générale la matrice d'un grand fléchissement, une façon d'empêcher Philippe Bidart de devenir une légende vivante, au nez et à la barbe des forces de l'ordre. Le numéro un du mouvement basque clandestin échappe, en effet, depuis six ans, à toutes les recherches. On signale sans cesse sa présence dans la montagne, sur la côte ou dans les Landes. L'Etat, orléanais des Basques, aurait pu enfin réagir, après le troisième meurtre imputé à celui qu'on appelle déjà « le Messie des Pyrénées », montrant sa colère au mois d'août, dans les Landes, par Philippe Bidart, et un gendarme en 1983 avait déjà été tué, sans doute aussi par Bidart.

Cette impression est juste, mais imparfaite. Bidart est bien recherché partout en Aquitaine depuis le 24 août. Toutes les caches d'armes d'Iparretarrak sont systématiquement fouillées, les sympathisants surveillés. Depuis des semaines, la section de recherche de la gendarmerie, commandée par le capitaine Seane, visite tous les hôtels et les

garis de la région bordelaise où le chef d'Iparretarrak pourrait avoir trouvé refuge.

Mais c'est plutôt toute la mémoire basque, des lieux et des hommes, qui est aujourd'hui révisée. Les dossiers anciens de solidarité entre Basques espagnols et français sont ressortis de quelques placards où ils dorment. Les renseignements sur la présence des « réfugiés » d'ETA, l'aide qu'ils ont pu recevoir de ce côté-ci des Pyrénées, sont revérifiés. Gendarmes et policiers font défilé, plusieurs années de soupçons concernant la vie agitée de la frontière.

On cherche Bidart et ses complices, bien sûr, mais le ministre de l'Intérieur semble avoir plus largement décidé d'égoutter la « termitière basque ». Pour son propre compte, pour mettre fin aux crimes d'Iparretarrak, mais aussi par fidélité à la parole donnée en 1987, au ministre de l'Intérieur espagnol, qui se plaignait souvent du laxisme français à l'égard des « ennemis » réfugiés au Nord.

Depuis dix ans, les affaires d'Iparretarrak concernent aussi l'ETA, par le biais des réseaux d'amitié, de refuge dans la montagne, parfois des armes, plus rarement des explosifs. Ces interactions étaient connues, combattues, chaque année, en fonction de la volonté d'un ministre de l'Intérieur, de l'ambition d'un service de police ou du zèle des magistrats.

Avec les opérations régulières de ces dernières semaines, plus encore depuis les arrestations de mercredi, les enquêteurs se trouvent désormais dans l'obligation d'intervenir rapidement. Avant que les réfugiés d'ETA et les clandestins d'Iparretarrak ne se tarent plus sûrement.

PHILIPPE BOGGIO.

Satisfaction à Madrid

MADRID de notre correspondant

Les autorités de Madrid ne tarissent pas d'éloges, le mercredi 30 septembre, dans la soirée, sur la collaboration antiterroriste franco-espagnole, après la série d'arrestations opérées mardi et mercredi en France et la découverte d'une cache d'armes de l'ETA. Une de Madrid, la journée avait été faste.

De tous ces résultats, c'est incontestablement l'arrestation de Santiago Araspide, dit « Potros », qui a été accueillie avec le plus de satisfaction au sud des Pyrénées. Avec Francisco Mugica, dit « Artapolo », « Potros » est, en effet, considéré à Madrid comme l'un des plus importants dirigeants de l'ETA. Arrêté par la police espagnole en 1976, remis en liberté après l'amnistie générale de juillet 1977, il était apparemment installé au Pays basque français depuis 1980.

La police espagnole, se fondant sur les déclarations de plusieurs membres de l'ETA actuellement incarcérés, l'accuse d'être, aujourd'hui, le principal responsable des « commandos illégaux », formés par les membres de l'organisation dans la clandestinité des attentats. Selon la police, le nom de « Potros » apparaît notamment à de multiples reprises

dans les déclarations des membres du « commando Madrid », qui recevaient de lui les armes, l'argent, les faux documents... et les ordres. Il aurait, de même, dirigé les actions du « commando Barcelone ».

Les autorités espagnoles, qui ont été immédiatement averties de l'arrestation de Santiago Araspide, n'ont pas de demander son extradition. Elles espèrent plutôt que Paris décidera de le remettre rapidement à la police espagnole en application de la procédure d'« urgences absolues » déjà mise en œuvre, en quatorze mois, contre quatre-vingt-dix Basques installés au nord des Pyrénées.

Aucun d'entre eux ne jouait toutefois, au sein de l'ETA, un rôle aussi important que celui imputé à « Potros ». A cet égard, son arrestation rassure, sans doute, les responsables de la police espagnole, qui expriment ces derniers temps, en privé, certaines critiques à l'égard de la France, accusée de ne remettre à Madrid que des membres de l'ETA de « deuxième catégorie ». Ce thème avait été apparemment abordé lors de la rencontre à Paris, le 28 juillet dernier, entre les ministres de l'Intérieur des deux pays, MM. Pasqua et Barriouet. On reconnaît, toutefois, à Madrid que le temps où les membres de l'ETA avaient pignon sur rue au nord des

Pyrénées est révolu, et que les dirigeants de l'organisation vivent, désormais, dans une clandestinité totale rendant plus difficile leur capture.

Dans l'hypothèse d'une remise à la frontière, « Potros » serait le dirigeant le plus important de l'ETA jamais jugé en Espagne. La preuve de sa culpabilité n'en serait pas moins difficile à apporter. Il semble, en effet, n'avoir jamais participé lui-même, directement, aux attentats.

Huit membres d'un commando en jugement

Le coup de filet de la police française coïncide, en outre, avec l'ouverture dans la capitale espagnole, mercredi matin, d'un procès particulièrement attendu : celui des huit membres d'un « commando Madrid » (dont cinq femmes) arrêté par la police en janvier dernier. Le ministère public demande contre eux des peines atteignant au total deux cent quarante-six années de prison, les accusant d'être directement responsables, ou d'avoir collaboré, à tous les attentats commis dans la capitale depuis 1984.

Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises à cette occasion aux alentours du tribunal. Elles n'ont pas empêché que deux engins explosifs près du palais de justice à quelques dizaines de

mètres de la salle sans faire de blessés.

C'est à l'extrême droite, et non aux indépendantistes basques, que la police a, toutefois, attribué les deux explosions. Alors que l'on attendait une manifestation des partisans de l'ETA, ce sont, en effet, les « ultras » qui sont descendus dans la rue à l'occasion du procès. Quelques centaines de jeunes, en petits groupes et le visage souvent masqué par un foulard, ont manifesté dans la matinée aux alentours du tribunal en criant « ETA asesina » et « Franco-Franco », et ont brûlé une ikurria (drapeau basque). Le soir était jonché de petites affichettes signées de « l'Union patriotique » et demandant la restauration de la peine de mort.

La tension était perceptible également à l'intérieur du tribunal. Quatre des accusés, protégés par une vitre blindée — ont refusé de répondre aux questions du ministère public, affirmant qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité du tribunal et annonçant de nouveaux attentats, avant d'être expulsés de la salle. Les quatre autres ont nié leur appartenance à l'ETA-militaire. Le procès, qui n'a pas apporté d'éléments nouveaux, a été rapidement mené, et a pris fin dans la soirée. La sentence devrait être connue dans quelques jours.

THÉRIEY MALINAK.

Polémique sur les tarifs d'abonnements

La SNCF au tribunal

La SNCF contrainte d'expliquer sa politique tarifaire devant un tribunal ? C'est possible, même si c'est dans l'ambiance feutrée d'une chambre civile. L'Union fédérale des consommateurs (UFC) et le président de l'Association des voyageurs usagers des chemins de fer (AVUC), M. François Couderc, ont assigné la SNCF à l'audience du 30 septembre de la première chambre du tribunal civil de Paris, afin d'obtenir qu'une modification intervenue le 1^{er} août dernier des contrats d'abonnement ne soit pas appliquée à ceux qui en avaient souscrit un avant cette date (Le Monde du 22 septembre).

Il n'est pas toujours aisé de se retrouver dans le maquis des différents tarifs que la SNCF applique à certaines catégories de voyageurs. Il s'agit, en l'occurrence, de l'abonnement dit « titre 1 », principalement utilisé par ceux qui empruntent fréquemment les grandes lignes. Auparavant, l'usager acquittait, une fois pour toutes, un droit de souscription de durée illimitée qui lui permettait ensuite d'acquiescer des coupons mensuels de circulation à un tarif forfaitaire. Ce « droit d'entrée », facturé pour un montant équivalent à deux coupons mensuels, restait acquis à la SNCF.

Depuis le 1^{er} août, un nouveau système a été mis en place. Il se devait de changer de nom, pour se nommer, dorénavant, « Modulus ». Mais, surtout, le droit de souscription maintenant dénommé « Fichier » est payable chaque année et, même si son montant est légèrement diminué, puisqu'il coûte une fois et demie le coupon mensuel, l'usager subit une importante augmentation. Devant la réaction des voyageurs, la SNCF a fait un geste en leur faisant bénéficier gratuite-

ment du premier Fichier, mais, à partir du 1^{er} août 1988, il faudra acquiescer, chaque année, 13 coupons mensuels et demi. Pour M. Yves Baudelot, conseiller de l'UFC et de l'AVUC, cette mesure constitue une rupture unilatérale de contrat. Il demandait aux juges de dire que seuls les nouveaux abonnés soient soumis aux règles du Modulus, les anciens, dont le nombre est évalué à 30 000, conservant le système de prime créé en 1962.

« Impossible », a rétorqué M. Philippe Chénuel, directeur de la SNCF, nos tarifs sont soumis pour approbation au ministre des transports, ils ont donc une nature réglementaire, ils ont force de loi, c'est comme si vous demandiez de changer un texte de loi, votre demande est irrecevable.

En outre, selon l'avocat, il ne s'agit pas d'une modification de contrat, mais de sa suppression pure et simple, suivie de son remplacement par un autre. Enfin, M. Chénuel a justifié l'abandon de la SNCF non seulement par le souci de réduire le déficit des abonnements, mais aussi, quant que le titre 1 a été supprimé, la SNCF a été obligée de compenser les pertes de la SNCF.

Le tribunal, présidé par M. Jeanine Lonsu, s'est donné jusqu'au 28 octobre pour trancher.

MAURICE PEYROT.

L'affaire du Carrefour du développement

Les exclusivités d'Yves Chalié

« Quasi nulles. » C'est ainsi qu'Yves Chalié qualifie ses ressources et celles de sa compagnie, Maggy Inter, première interview depuis sa sortie de prison, le 22 septembre, publiée par Paris-Match ce jeudi 1^{er} octobre. Il oublie de préciser que, financièrement, cet entretien n'est pas gratuit. Pour photographier, filmer et interviewer Yves Chalié, il faut payer. Avec l'accord de ses avocats, M. Xavier de Roux et Grégoire Triet, l'ancien chef de cabinet de Christian Nucci a, en effet, vendu à l'agence Sygma, pour une durée d'un mois, l'exclusivité de toutes ses déclarations et photographies.

S'agissant d'un homme accusé de détournement de fonds publics, amis et ennemis, il n'a pas à être orgueilleux et cupide, il n'a pas à se vanter de son ancien ministre, cette décision paraît malséante. Il n'en est rien, selon M. de Roux, qui, tout en comprenant que la presse, dans sa diversité, puisse juger ces mesures « totalitaires », s'en explique : « L'exclusivité de Sygma a pour objet de gérer la communication dans cette affaire. Il était absolument nécessaire que Chalié ne raconte pas l'histoire qu'il veut. Le contrat avec Sygma n'est pas une

« Un hebdomadaire nationaliste corse condamné pour diffamation envers M. Pasqua. — U Riboni, hebdomadaire nationaliste corse, a été condamné, le 23 septembre, par diffamation par le tribunal de grande instance de Bastia, après les procès que lui avaient intentés M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, Henri Hugues, ancien député de Haute-Corse, et Dominique Gambini, maire de Ghisonaccia (Haute-Corse). »

opération financière mais une opération de simplification de la communication. Chalié ne gagnera de l'argent, pas Chalié. »

Les avocats d'Yves Chalié — qui sont entendus par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, les 8 et 15 octobre — se sont engagés, lors de sa mise en liberté, à ce qu'il ne s'exprime pas publiquement sur le fond du dossier. L'exclusivité accordée à Sygma leur permet donc de contrôler les propos de leur client, qui, de ce point de vue, ne semble pas extrêmement discipliné. Quant à l'argent, la somme reçue par Yves Chalié serait en effet modique : 50 000 F, selon certaines sources.

Le premier entretien consacré à cette opération contrôlée de relations publiques ne contient cependant aucune révélation. Chalié y parle de sa dépression, de son amour pour Maggy Baquin et d'un livre, qui « reprendra toute l'affaire sous forme romanesque ». Une réponse, cependant, attire l'attention. A la question : « Vous ne lâchez donc pas de nouvelles bombes politiques ? », il répond : « Tout l'environnement de l'affaire, tous les aspects annexes, ne m'intéressent plus. En revanche, je tiens à quelques idées au point sur le problème du Carrefour du développement. Là-dessus, ma détermination est intacte. »

A une semaine du vote de l'Assemblée nationale sur le procès de la Haute Cour de M. Nucci, le message est clair : l'affaire du « vrai-faux » passeport est oubliée. Seul l'ancien ministre socialiste devrait faire les frais des propos à venir de son ancien homme de confiance. E. P.

Grève à l'Ecole nationale de la magistrature

BORDEAUX de notre correspondant

Cent quatorze des deux cent vingt et un membres de la magistrature ont voté le 25 septembre, au préavis de grève à compter du 1^{er} octobre. Ils réagissent ainsi à l'annonce de neuf redoublements et deux exclusions, décidés par le jury de classement présidé par M. Pierre Cordier, conseiller à la Cour de cassation.

Les privatisés, soutenus par le Syndicat de la magistrature, interprètent ces décisions comme « une défection », voire « une tentative de déstabilisation » de la part du jury de classement, nommé par le garde des sceaux, envers la formation dispensée par l'Ecole. Ils y voient la concrétisation du « symbole Lambert » et des réserves émises au printemps dernier par la commission présidée par le professeur Terré chargé d'une étude sur la formation des magistrats.

Relaxe pour sept « mutins » de la prison des Baumettes

La troisième chambre du tribunal de grande instance de Marseille a, mercredi 30 septembre, sept détenus poursuivis pour leur participation présumée à la mutinerie du 17 juillet, à la maison d'arrêt des Baumettes.

Des peines de un an de prison avaient été requises contre trois

Le directeur de l'Ecole, M. Raymond Escribier, indique que les chiffres de redoublements et d'exclusion « correspondent à un taux d'échec de 3 %, ce qui ne doit pas être considéré comme anormal ». Le jury, dit-il en substance, passe aux actes et sanctionne pour la première fois des carences qu'il dénonçait depuis des années.

Pour sa part, la section de l'Union syndicale des magistrats se désolait de la décision du jury, estimant que « des initiatives présumées et supposées ne justifient pas porter atteinte à la renommée de l'Ecole et à la magistrature tout entière ».

La grève devrait en fait prendre un tour symbolique le 1^{er} octobre. Les auditeurs, dont la formation s'achève, ne suivent plus de cours. Ils souscrivent normalement aux formalités de choix du poste auquel ils doivent être affectés en janvier 1988. Les magistrats doivent cependant écrire au président du jury de classement pour lui demander de revoir ses décisions.

GINETTE DE MATHA.

Dans la Drôme

Nouvelle arrestation d'une extrémiste italienne

VALENCE de notre correspondant

Pour la deuxième fois en une semaine, les policiers ont arrêté à Montélimar (Drôme) une ancienne militante de l'organisation terroriste italienne « Prima Linea » démantelée en 1981. Après Rafaela Esposito (Le Monde du 29 septembre), Anna Soldati, vingt-cinq ans, a été appréhendée à son domicile dans la soirée du mardi 29 septembre. Elle était notamment recherchée pour homicide, complicité ou vol à main armée et avait été condamnée par défaut à quatre ans de prison.

Comme Rafaela Esposito, Anna Soldati avait récemment demandé à bénéficier des avantages de la loi sur les « dissociés », qui peut accorder des réductions de peine aux anciens terroristes qui reconnaissent que la lutte armée était une erreur.

Le frère d'Anna Soldati a été tué en prison par des membres des Brigades rouges, qui le soupçonnaient d'avoir trahi la cause révolutionnaire.

La jeune femme vivait depuis quatre ans à Montélimar et était titulaire d'un permis de séjour régulier.

GÉRARD MÉJEAN.

Société

M. Barzach entend in
des lithotriteurs mo

ACATION

RENÉ J. PARIS
et Paris

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

M. Pierre Vialle, président
de l'université L...

Société

MÉDECINE

Conflits entre le ministère de la santé et 133 urologues privés

M^{me} Barzach entend interdire l'utilisation des lithotriteurs mobiles et itinérants

La guerre est ouverte sur le front des lithotriteurs, ces nouveaux appareils sophistiqués capables de briser par ultrasons et sans chirurgie les calculs rénaux. Depuis quelques jours un conflit oppose cent trente-trois chirurgiens urologues au ministère de la santé. Au centre du débat : deux lithotriteurs mobiles et itinérants qui ont été mis en service le vendredi 25 septembre, l'un dans le nord de la France, l'autre dans le sud, alors même que le ministère de la santé entend tout faire pour interdire leur utilisation.

L'affaire a commencé l'an dernier avec la création du groupement d'intérêt économique Lithotritie Diffusion France, qui réunit aujourd'hui cent trente-trois chirurgiens urologues privés exerçant dans cent treize cliniques réparties dans cent villes de France.

Privés de l'usage d'un lithotriteur (vingt-deux appareils seulement ont à ce jour été utilisés en France, quinze dans le public et sept dans le privé), et alors même que ces appareils prennent une place grandissante dans la prise en charge des malades souffrant de calculs rénaux, ces chirurgiens ont, en collaboration avec la société française Technomed International, développé un projet tout à fait original : mettre au point un lithotriteur d'un nouveau genre, mobile et itinérant, capable de se déplacer de clinique en clinique, et de ville en ville.

En pratique, l'appareil permet à chaque clinique de prendre en charge cinq malades par jour à raison de cinq jours par an et par clinique. Les promoteurs de l'opération ne voyaient là que des avantages. « Pour les malades nous offrons un accès facile à une technologie de pointe, sans décalage, dans leur environnement familial et médical habituel », expliquent les docteurs Didier Lambert (Paris) et Jacques Perron (Le Havre). Aux praticiens nous offrons un accès à une thérapeutique complète. Ce n'est pas de la médecine foraine : seuls le matériel et sa logistique sont mobiles. Les équipes médicales qui assurent l'acte sont celles du site de traitement.

Enfin, sur le plan économique, c'est une solution tout à fait réaliste mettant le coût d'exploitation, grâce au partage des frais, à la portée de chaque membre, sans accroissement des dépenses sociales.

Indispensable compte tenu de la réglementation actuelle qui impose une autorisation préalable pour ce type de matériel (1), une demande pour deux appareils fut déposée auprès du ministère de la santé en août 1986. N'obtenant aucune réponse ministérielle durant une période de six mois, les responsables de l'opération estimèrent en février dernier avoir reçu un accord tacite du ministère. Cette impression fut confirmée, selon eux, par des documents administratifs émanant du ministère de la santé et faisant explicitement état d'un tel accord.

La pression des chirurgiens

En août dernier, toutefois, le ministère de la santé faisait savoir qu'il s'opposait à un tel projet, à la fois pour des raisons techniques (difficulté du montage-démontage des appareils, question sur le savoir-faire des praticiens, etc.) et réglementaires (les besoins nationaux en lithotriteurs étant actuellement couverts). La Lithotritie Diffusion France devait toutefois maintenir son projet et programmer les premières utilisations thérapeutiques pour le 25 septembre. La veille, le ministère de la santé adressait une circulaire aux préfets leur demandant de veiller à ce qu'aucun « lithotriteur mobile » ne soit mis en service sur l'ensemble du territoire.

Pour les responsables de l'opération, il est clair que le changement d'attitude du ministère est la conséquence des pressions exercées par les chirurgiens urologues, tant du secteur public que des cliniques privées. « Les quelques cliniques privées qui exposent de ce type d'appareil nous voient d'un très mauvais œil, confient-ils. Nous modifions la marche et nous perturbons la vie de nos patients ».

bons complètement les projets d'amortissement de ces établissements.

En pratique, et malgré l'opposition du ministère, les malades continuent à être pris en charge. Tant que le contentieux ne sera pas réglé, l'acte thérapeutique sera, explique-t-on, effectué gracieusement et des demandes d'entente préalable seront faites auprès des différentes caisses de Sécurité sociale. Au-delà de ce conflit peu banal, puisqu'il oppose un ministre de la santé libéral à des médecins et à des établissements libéraux, c'est en fait tout le problème de l'autorisation des matériels médicaux « lourds » en période de maîtrise des dépenses de santé qui est ici posé.

JEAN-YVES NAU.

(1) Depuis peu, certains matériels médicaux, la General Electric notamment, proposent des scanners mobiles et itinérants.

Aujourd'hui à Apple Expo:

Le livre et la micro-édition : mort ou renaissance de Gutenberg.

Un débat organisé par la Fondation Apple pour le livre et animé par Michèle Cotta.

Intervenants:

Jean-Claude Berline (Directeur de la communication Éditions Payard), Pierre Faucheux (Typographe et Architecte), Hervé Lauriot-Prévost (Directeur secteur jeunesse Albin-Michel), Jacques Marseille (Directeur de collection Nathan), Claude Tchou (Éditeur).

Le 2 octobre à 15 h 30 : Salle Boris Vian.



la grande halle

PRODUITS DE BEAUTÉ À PRIX DE GROS
La beauté PLANTADEM, qui fabrique ses produits cosmétiques pour les plus grandes marques, vend sous son nom une gamme complète de produits de soins.

VENTE DIRECTE AUX PARTICULIERS
SUR PLACE OU PAR CORRESPONDANCE
88 rue de la République, 75001 Paris. Tél. 42-46-45-46
Ouvert de 10h à 18h - Samedi 10h à 16h

CHAUSURES DE LUXE
À PRIX DISCOUNT
Les plus grandes griffes de chaussures de luxe pour hommes et femmes à prix discount se trouvent chez APM International.

2 rue de la République, 75001 Paris. Tél. 42-46-45-46
Ouvert de 10h à 18h - Samedi 10h à 16h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

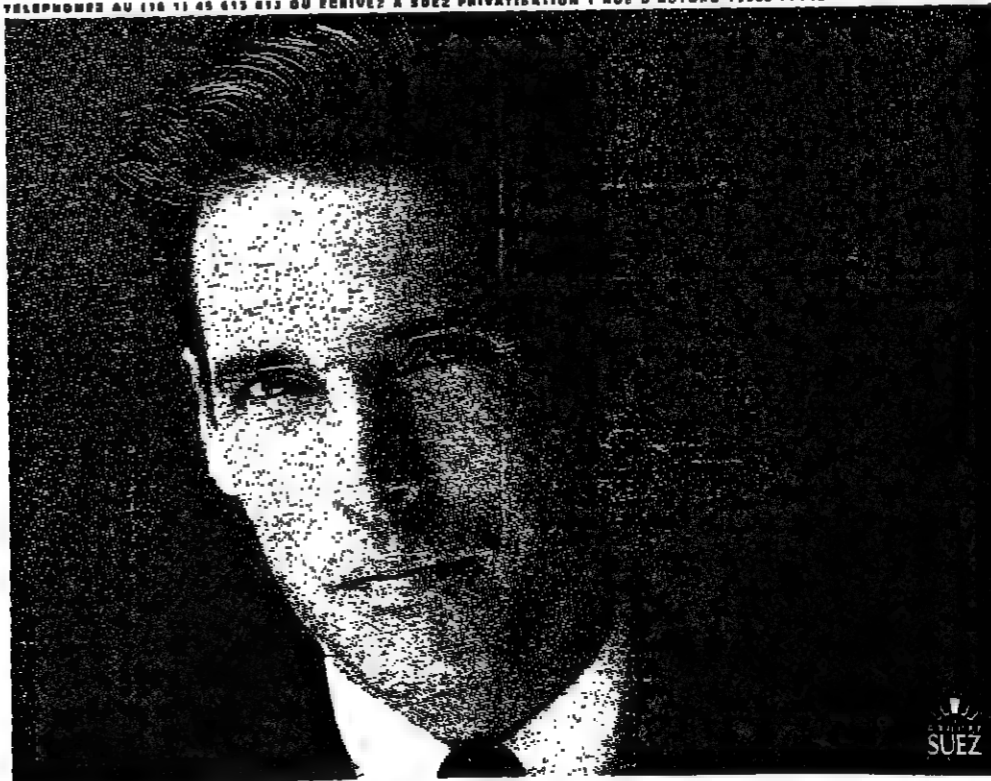
RÉFLÉCHISSEZ : aujourd'hui, peut-on être un groupe financier puissant, sans posséder des banques expertes dans tous les métiers de la finance ?

Cotation permanente sur les marchés financiers, gestion personnalisée de portefeuilles, crédit à la consommation ou à l'immobilier, conseil aux P.M.E., les banques du Groupe Suez ont chacune leur spécialité. Parce qu'elles s'adressent à une clientèle bien définie, elles sont en mesure d'offrir à tout moment des services et des produits personnalisés et adaptés. La Banque Indosuez et la Banque Vernes sont en relation avec les grandes entreprises et les grands investisseurs, la B.P.C. et la Banque Monod avec les P.M.E. et enfin la Banque La Hénin et la Banque Sofinco avec les particuliers. A la pointe de toutes les techniques financières, les banques de Suez sont modernes et innovent chaque jour dans leur domaine spécifique.

La Banque Indosuez est la première banque à Paris à avoir ouvert une salle des marchés. La Banque La Hénin a créé le premier compte d'épargne résidence secondaire. Devancer l'innovation financière, tel est l'objectif des banques du Groupe Suez. Agir à l'échelle mondiale est un atout supplémentaire. La Banque Indosuez est l'une des premières banques françaises à vocation internationale. Elle est présente dans 17 pays d'Europe, et fortement implantée en Asie et au Moyen-Orient. Elle renforce également sa présence aux États-Unis. Les banques du Groupe Suez agissent et réagissent instantanément. C'est la force des stratégies de l'argent.

SUEZ
Les Stratèges de l'Argent

TELEPHONEUR AU 116 11 45 415 012 000 RENSEIGNEMENTS SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORE 75006 PARIS MINITEL 2015 SUEZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (1161 45 415 012) DE 01 ET 02 EST TENUE GRATUITEMENT À LA DISPOSITION DU PUBLIC APRÈS DES ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LA VENTE DES ACTIONS

ÉDUCATION

Incidents à Paris-III et à Paris-I

La quasi-totalité des deux cent quatre-vingt-cinq candidats à l'entrée en licence de cinéma de l'université Paris-III (Censier) ont décidé, mercredi 30 septembre, de boycotter le « test de compétence » (une analyse de film), organisé pour la première fois cette année. Selon eux, il s'agit d'un « concours illégal » et d'une « sélection » permettant d'éliminer plus de la moitié des candidats, puisque l'université n'a ouvert que cent vingt places en licence de cinéma. L'inquiétude des étudiants est d'autant plus grande qu'ils sont, pour la plupart, issus du DEUG LAEC (lettres, art, expression, communication), qui n'offre guère d'autres débouchés que la poursuite d'études.

D'autres part, les mille sept cents candidats à l'entrée à l'IAE (Institut d'administration des entreprises), 3^e cycle dépendant de Paris-I ont eu la désagréable surprise — après avoir passé les tests d'admission — d'apprendre que la direction de l'institut avait décidé de ne pas assurer la rentrée tant qu'elle ne disposerait pas de moyens budgétaires permettant de maintenir la qualité des enseignements.

M. Pierre Magnin nommé recteur de Versailles

Le conseil des ministres du mercredi 30 septembre a nommé M. Pierre Magnin recteur de l'académie de Versailles, en remplacement de M. Paul Ruyon.

[Né le 24 juillet 1926 à Naney, M. Magnin est docteur en médecine, licencié en sciences, titulaire d'un certificat d'études supérieures de pneumophysiologie et agrégé de médecine (pharmacologie). Professeur titulaire à la faculté de médecine de Besançon (1965), il a été recteur de l'académie de Clermont-Ferrand en 1976, puis de celle de Besançon de 1972 à 1979. De septembre 1976 à janvier 1977, il dirige l'Institut national de recherche pédagogique. Membre du Conseil économique et social depuis 1976, il y a présenté, en 1978, un rapport sur les rythmes scolaires. Candidat UDF malheureux aux élections municipales de Besançon en 1977, M. Magnin est nommé recteur de Strasbourg en 1979. Il quitte ses fonctions en juillet 1981 en déclarant que le nouveau pouvoir risque de se diriger vers une « éducation de type marxiste qui ne pourra être qu'échec ». M. Magnin a été chargé en octobre 1986, par M. René Monory, d'un rapport sur les rythmes scolaires dans lequel il préconise un allongement de l'année hebdomadaire de travail des élèves et un allongement de l'année scolaire.]

M. Pierre Vialle, président de l'université Lyon-III

M. Pierre Vialle, professeur agrégé de droit public, a été élu, mercredi 30 septembre, président de l'université Jean-Moulin-Lyon-III, au premier tour de scrutin, avec 42 voix sur les 46 votants et 54 inscrits du conseil. Il succède à M. Jacques Goudet, qui avait exercé la présidence pendant neuf ans. Ce record de longévité résulte du fief juridique qu'a connu cette université. Ses nouveaux statuts (type loi de 1984)

n'ont jamais été publiés par le ministère, et elle continue à fonctionner sous le régime de la loi de 1968.

[Né le 26 février 1944 à Saint-Chamond (Loire), M. Pierre Vialle a été assistant à la faculté de droit de Lyon à partir de 1967. Agrégé de droit en 1976, M. Vialle, qui occupe le poste de doyen à la faculté de droit de Lyon-III, de 1979 à 1982, a notamment publié un manuel de droit constitutionnel et un ouvrage sur Tocqueville.]

FABULEUX INSECTES

DOSSIER SPÉCIAL SCIENCE VIE

سكزا من الاحل

Société

Tous les jeunes pourront apprendre à conduire dès l'âge de seize ans

Tous les adolescents (et adultes) de seize à dix-huit ans vont pouvoir s'initier à la conduite automobile avant de passer leur permis. Telle est la décision prise par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et des transports.

Depuis 1984, une expérience d'apprentissage anticipé a été lancée dans certains départements. Les jeunes suivent des cours d'auto-école sous la conduite de moniteurs. Résultat : 60 % d'entre eux obtiennent du premier coup leur permis de conduire (contre 50 % seulement pour les autres) et ultérieurement ils causent moins d'accidents que leurs camarades.

Les résultats de cette expérience ont été si satisfaisants que le gouvernement a décidé de la généraliser à l'ensemble de la France. D'abord aux vingt-deux départements où fonctionnent des centres d'apprentissage auto. Puis, à partir du 1^{er} janvier 1988, à vingt-cinq autres départements. A la fin de l'année 1988, la totalité du territoire devrait bénéficier de cette initiative.

Pour encourager les adolescents à s'inscrire, M. Méhaignerie a assorti sa campagne d'une « carotte » : la diminution de la surprime que les compagnies d'assurances font payer aux conducteurs novices en raison des risques qu'ils constituent. Pour ceux qui auront suivi les stages d'initiation, puis qui auront passé leur permis, les assurances ont accepté de réduire la surprime de moitié durant la première année de conduite et même de la supprimer complètement dès la deuxième année si l'automobiliste n'a pas eu d'accident.

Actuellement, on estime que quelques milliers de jeunes seulement suivent des stages d'initiation à la conduite. Mais l'admi-

nistration pense que, compte tenu des avantages accordés aux « initiés » par rapport aux débutants complets, les premiers devraient représenter la moitié des candidats au permis dans quelques années.

Parallèlement à la formation des conducteurs, le gouvernement s'efforce de sensibiliser les autres usagers de la chaussée, et notamment les écoliers. Ceux-ci sont victimes d'une véritable hécatombe : 600 morts et 25 000 blessés chaque année chez les moins de quatorze ans.

La France bat, en ce domaine, le plus triste des records d'Europe. Les accidents de la route sont la première cause de mortalité chez les enfants, avant les maladies de toute nature et les accidents domestiques.

Pour tenter d'entraîner ce fléau, le ministre des transports s'associe à M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, pour lancer une campagne sur le thème : « Expliquons les dangers de conduite ». Elle est dirigée non seulement vers les écoliers, mais aussi vers leurs maîtres et leurs parents.

Des dépliants, des affiches et des maquettes d'information réalisées par le Centre national de documentation pédagogique vont être distribués dans les écoles. Un enseignement sur la sécurité routière va être dispensé et, à la sortie de la classe de cinquième, une « attestation scolaire de sécurité » sera délivrée. Enfin, on demande aux chefs d'établissement d'étudier dans quelles conditions leurs élèves parviennent jusqu'à l'école. Il s'agit de prévenir, autant que faire se peut, les accidents de trajet qui représentent une proportion très importante des accidents de la route frappant les jeunes de moins de quatorze ans.

DÉFENSE

Après l'hommage rendu à M. Prouteau

Un « mousquetaire » du président promu colonel de gendarmerie

L'un des « mousquetaires » du président de la République, le lieutenant-colonel Jean-Louis Esquivé, vient d'être promu au grade supérieur de colonel de gendarmerie.

Agé de quarante-six ans, le lieutenant-colonel Esquivé détenait ce grade depuis juin 1983 et il est donc promu colonel, par décret paru au *Journal officiel* du 30 septembre, après seulement quatre ans dans son grade actuel. Dans la gendarmerie nationale, cette promotion peut intervenir entre trois et sept ans de grade. Le colonel Esquivé figure, par cette promotion au choix, parmi les plus jeunes nommés au grade supérieur.

A l'Elysée, le colonel Esquivé est l'un des principaux inspirateurs de l'action menée par M. Christian Prouteau, ancien lieutenant-colonel devenu préfet, auprès du chef de l'Etat dans les questions de sécurité présidentielle et de lutte antiterroriste. M. François Mitterrand avait rendu un hommage remarqué, lors de l'émission télévisée « Le monde en face », le 17 septembre dernier, à M. Christian Prouteau, mis en cause

par un officier de gendarmerie, le chef d'escadron Jean-Michel Beau, dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes ».

Précisément, à l'occasion du même décret concernant le colonel Esquivé, le chef d'escadron (commandant) Beau est promu au grade supérieur de lieutenant-colonel.

Mais, dans ce dernier cas, la promotion au grade supérieur du chef d'escadron Beau entre dans la catégorie des promotions dites semi-automatiques prévues par la loi de 1972 sur la fonction militaire. En effet, ces dispositions instaurent une promotion de grade de chef d'escadron au grade de lieutenant-colonel par tiers : un tiers des postulants à quatre ans de grade, un second tiers à cinq ans et le dernier tiers à six ans. Le commandant Beau entre dans la dernière catégorie de ces promotions.

En service à la direction de la protection et de la sécurité de défense (ex-sécurité militaire), le lieutenant-colonel Beau suit, en réalité, un stage de préparation aux affaires à l'issue duquel il devrait entrer dans la vie civile.

SCIENCES

100 millions pour la rénovation des musées scientifiques

Les musées scientifiques relevant de l'éducation nationale souffrent d'une « maladie de langueur » caractérisée par des dégradations immobilières et un vieillissement muséologique. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de leur offrir une « cure de jeunesse », en leur accordant 330 millions de francs, dont 100 millions sont déjà disponibles pour les opérations de rénovation. C'est ce qu'a précisé M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, en inaugurant, mercredi 30 septembre, l'exposition « Les insectes, mi-démons, mi-merveilles » au Palais de la découverte.

La plus grande part de cette somme (280 millions de francs) va au Muséum d'histoire naturelle, notamment à la restauration de la galerie monumentale de zoologie qui coûtera 260 millions de francs. Au Musée de l'homme sont attribués 21 millions de francs pour la rénovation du hall et l'ouverture de nouvelles salles d'exposition et au Palais de la découverte.

Une exposition sur les insectes au Palais de la découverte

Les insectes constituent — et de loin — la classe la plus nombreuse du monde animal : on en connaît plus d'un million d'espèces. Le Palais de la découverte, avec l'aide de nombreux laboratoires, leur consacre une exposition temporaire. « Les insectes, mi-démons, mi-merveilles ».

Ce double surnom est d'autant plus justifié que ces petites bestioles, souvent dégoûtées ou même dangereuses, ont trouvé des solutions originales, efficaces et très variées pour résoudre des problèmes vitaux. Peu encombrants, se reproduisant très vite, les insectes constituent un « matériel » d'études extraordinairement fructueux dans des branches très diverses de la biologie.

Jusqu'au 15 mai 1988, Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris, ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures. Entrée : 13 F.

REPÈRES

Espace

Un Afghan dans un vol soviétique

Un cosmonaute afghan participait à un vol mixte avec les Soviétiques au cours du premier semestre de 1989, a annoncé l'agence Tass. La sélection de deux cosmonautes afghans — celui qui partira dans l'espace et se doublera — devrait commencer en novembre ou décembre.

D'autre part, le commandant de bord de la station orbitale soviétique Mir, le vétérinaire Iouri Romanenko, a battu, dans la soirée de jeudi 1^{er} octobre, le record du vol le plus long jamais effectué dans l'espace. Le précédent appartenait à Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Askov, qui, en 1984, avaient passé 236 jours 22 heures et 50 minutes dans l'espace à bord de la station Saliout-7. Si tout se passe bien, Romanenko devrait, si l'on en croit certaines informations soviétiques, rester encore une vingtaine de jours dans l'espace et accomplir ainsi un vol de 10 mois, laissant loin derrière lui le plus long vol spatial américain (84 jours).

Environnement

Crocodiles anti-pollution dans le Gange

Comment assainir le Gange, où des millions de fidèles viennent chaque année prendre un bain purificateur, sans se ruiner et surtout sans remettre en cause une autre pratique religieuse séculaire, celle de l'incinération des cadavres ? Tel est le casse-tête posé aux autorités indiennes par l'habitude qu'ont les familles de brûler leurs défunts sur les rives du fleuve sacré (100 000 par an environ), puis d'y jeter les cendres et, trop souvent, des restes non calcinés.

Solution : faire nettoyer gratuitement les eaux par des animaux « respectables ». Les fonctionnaires de l'Etat de l'Uttar-Pradesh, responsables du secteur particulièrement sensible de Bénarès, ont immergé cinq cents tortues au printemps dernier. Ils envisagent maintenant de lâcher cent cinquante crocodiles carnivores qui ont été élevés dans les bassins d'une ferme spécialisée.

Trois petits lynx dans les Vosges

Un couple de lynx importé de Tchécoslovaquie dans les Vosges a donné naissance, le mois dernier, à une portée de trois petits, retrouvés dans une souche grâce aux colliers émetteurs placés sur les parents. C'est la première fois, depuis la réintroduction du lynx en France, en 1983, qu'une naissance est enregistrée parmi ces félins, appelés autrefois loups-carriers. Pour éviter tout accident avec les chasseurs, qui n'apprécient guère la réintroduction du fauve, — sans danger pour l'homme — le Fonds mondial pour la nature (WWF) paie un « baby-sitter » les abords de la niche. Le lynx avait disparu en France depuis le dix-huitième siècle.

SIDA

Pas de dépistage sans consentement

L'Association médicale britannique, qui groupe les deux tiers des médecins d'outre-Manche, a refusé, le mardi 30 septembre, d'imposer des tests sanguins de dépistage du SIDA sans avoir le consentement des personnes concernées. Ce projet avait été formulé en juillet dernier. Les opposants ont notamment fait valoir le risque de voir les malades perdre leur confiance en leur médecin, ainsi que celui de voir les populations à risque pour le SIDA entrer dans une forme de clandestinité. Pour sa part, le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins en France, a affirmé, le 30 septembre à Paris, lors des Entretiens de Bichat, que le secret médical est une notion fondamentale partie intégrante des droits de l'homme. Les nouvelles questions soulevées par l'épidémie actuelle de SIDA ne modifient en rien cette donnée.

Heure d'été

La Vendée part en guerre

Le conseil général de Vendée, réuni mardi 29 septembre en session plénière, a demandé à l'unanimité la suppression de l'heure d'été, qui est, selon lui, une « gêne pour les agriculteurs » et qui « perturbe le sommeil et le confort des enfants ». L'initiative vient de Louis Couesneau, conseiller général des Herbiers et membre de l'Association contre l'heure d'été. S'appuyant sur un sondage récent, M. Couesneau estime que « les Français nient que l'heure d'été améliore la qualité de la vie ».

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER MACINTOSH
• LE POINT COMPLET SUR LES PRODUITS MACINTOSH
• LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS DE MAC WORLD

octobre 87
ENTRÉE GRATUITE À APPLE EXPO AVEC CE NUMÉRO

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

Commandez directement des numéros anciens

24 heures sur 24.
365 jours par an.
Abonnez-vous au Monde et aux publications annexes quand vous en avez envie.

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ABO

Le Monde
sur minitel

IEP PARIS (1^{re} année) RESULTATS DES ADMISSIONS
Vendredi 2 octobre 1987

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis IEP

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES
PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
84, rue La Boétie, 45-63-12-66

ADJUD. PUBLIQUE, le 23 OCT. 1987, à 15 h

Salle des fêtes de St-Loup-Lamartre
CHATEAU DE SAINT-LOUP
(Deux-Sèvres - 50 km N.O. POITIERS)
Début XVII^e - Donjon XV^e - 8 km 47
Monument historique - 300 MOBILIERS
MISE A PRIX : 6 800 000 F
Consig. pour cachet : 1 500 000 F
M^{re} DUCOUR, notaire St-Loup-Lamartre
79600 - Tél. (16) 49-64-00-06

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

UN LOGEMENT à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)
8, rue du Viaduc - 23-25, rue de Sévigné
de 2 pièces, cuis. WC, débarras, au rez-de-chaussée
M. à P. : 140 000 F S'adr. M^{re} Patrick VARINOT, avocat, à NOGENT-SUR-MARNE (94), 166 bis, Grande-Rue, T. 48-71-03-78 - M^{re} Marcel BRAZZER, avocat à Paris 8, 178, bd. Haussmann, T. 45-62-39-03.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

APPARTEMENT A VITRY-SUR-SEINE (94)
81-83, avenue Jean-Jaures
au 2^e ét., de bât. R. comp. au hall d'entrée, 65, salon, cuis., gde chambre avec salle de bain, W.C. intérieur - **MISE A PRIX : 150 000 F**
S'adr. à Maître Eric ALLAIN, avocat au barreau du Val-de-Marne, 14, rue du Val-de-Marne, 94100 SAINT-MAUR, Tél. 48-83-40-72

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

APPARTEMENT
Bâtiment 206, 2^e étage, porte droite à
LA VARENNE-SAINT-HILAIRE (94)
5, avenue Marlotte
MISE A PRIX : 280 000 F - Et en cas d'absence d'enchères : 150 000 F
S'adresser à Maître Sophie MEZLIN-BARADEZ, avocat au barreau du Val-de-Marne, 14, rue du Val-de-Marne, 94100 SAINT-MAUR, Tél. 48-73-74-58
Et sur les lieux pour visiter le vendredi 9 octobre 1987, de 11 h à 12 h.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

APPARTEMENT EN DUPLEX A ÉVRY (91)
8, villa Simon-Derruere
Type FS/B comp. au 2^e ét. : entrée, salle de séjour et salle à manger, cuisine, WC, terrasse et au 3^e ét., avec accès par escalier parue intérieure, 4 chambres, douche, salle de bain avec baignoire, lavabo et WC - BOX LIBRE - **MISE A PRIX : 50 000 F**
Pour tous renseignements s'adresser à Maître Jean-Claude BRENIER, avocat, à ÉVRY (Essonnes) - 3, place du Rouillon, Tél. 60-77-51-00.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

APPARTEMENT A LA GARENNE-COLOMBES (92)
71, rue de l'Aigle et Allée des Maronniers
rez-de-cha. du bât. C, comp. : entrée, cuis., séjour, salle de bain, WC, cave, BOX
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
S'adr. à M^{re} Evelyn OXEDA-JOSEPHSON, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 24-49-40 - M^{re} Michel GILLESBERT, syndic près le TGI de Digne, 1, av. J.-F. Rouch
Sur place pour visiter le 13 octobre de 15 h à 17 h et le 14 oct de 9 h à 11 h.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS le JEUDI 15 OCTOBRE 1987 à 14 h 30

UN TERRAIN de 21 746 m² sis à RIEUX (Oise)
Lieu dit « Champ-Traine »
compréhensif des constructions inutilisables
LIBRE - MISE A PRIX : 200 000 F
Maître Yves TOURAINE, avocat à Paris-9, 28, rue de Cligny, Tél. 48-74-45-85.
Maître Alain FERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

2 BATIMENTS A ARCUEIL (94)
1 et 3, rue Henri-Barbousse et 2 à 6, rue de Stalingrad
- Le lot n° 28 consistant en l'ensemble du bât. B rue de Stalingrad avec façade sur les rues de Stalingrad et Henri-Barbousse - Le lot n° 29 consistant en l'ensemble du bât. C rue de Stalingrad avec façade sur les rues de Stalingrad et Henri-Barbousse et sur le pan coupé à l'angle de ces deux voies.
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à Maître Patrick VARINOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), Tél. 48-71-03-78 - Maître Thierry GAREY, avocat, 6 bis, rue de Montevideo, 75116 Paris, Tél. 45-03-21-23
- Au greffe du TGI de Créteil où le cahier des charges est déposé - Et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 15 OCTOBRE 1987, à 9 h 30

EN UN SEUL LOT :

2 BATIMENTS A ARCUEIL (94)

1 et 3, rue Henri-Barbousse et 2 à 6, rue de Stalingrad

- Le lot n° 28 consistant en l'ensemble du bât. B rue de Stalingrad avec façade sur les rues de Stalingrad et Henri-Barbousse - Le lot n° 29 consistant en l'ensemble du bât. C rue de Stalingrad avec façade sur les rues de Stalingrad et Henri-Barbousse et sur le pan coupé à l'angle de ces deux voies.

MISE A PRIX : 500 000 F

S'adresser à Maître Patrick VARINOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), Tél. 48-71-03-78 - Maître Thierry GAREY, avocat, 6 bis, rue de Montevideo, 75116 Paris, Tél. 45-03-21-23

- Au greffe du TGI de Créteil où le cahier des charges est déposé - Et sur les lieux pour visiter.

Le Monde DES LIVRES

L'apocalypse selon saint Günter

Dans « la Ratte », une fable énorme, fantastique et futuriste, Günter Grass dépeint nos sombres lendemains.

UN nouveau roman de Günter Grass est toujours, en Allemagne, un best-seller. Celui-ci — le plus long (quatre cent quarante pages en traduction française) qu'ait publié l'auteur depuis le *Turbot* — n'échappe pas à la règle. Abordant pour la première fois le domaine de la science-fiction, ce livre traite, à sa manière, un thème brûlant outre-Rhin, à savoir l'apocalypse nucléaire, la menace de fin du monde. Comme le *Turbot*, la *Ratte* se présente sous la forme d'une fable. Ayant trouvé, au pied du sapin de Noël, un rat femelle en guise de cadeau, le narrateur (un écrivain occupé à écrire un « poème sur l'éducation du genre humain ») se met soudain à rêver.

A l'époque du déluge, lui confie l'animal, la gent ratique fut condamnée à périr, car Noé, contrevenant aux instructions du Seigneur, avait omis de l'inscrire dans la liste des passagers de son arche. Elle a néanmoins réussi à survivre, et, depuis lors, le sort du rat est lié à jamais à celui de l'homme. Compagnon de toutes ses aventures, des Croisades aux expéditions polaires, il est l'objet à la fois de ses hantises, comme messager de la peste, et de ses fascinations, notamment pour le don prémoniteur qui permet à cet animal de quitter le navire avant qu'il ne sombre.

Ponctué d'insultes, d'interjections, d'interpellations — « A l'aventure, il n'y aura plus que des rats... Vous êtes finis, finis... — Non, ratte, non !... C'est nous qui décidons quand on ferme boutique. » Le dialogue entre la ratte et le narrateur va se poursuivre tout au long du livre, mais il ne constitue, en fait, qu'un simple et très mince fil conducteur.

De page en page, de nouveaux personnages apparaissent, se métamorphosent, disparaissent : les Grimm Brothers (sic), ministres chargés de trouver une solution au dépeuplement de la forêt allemande, le chancelier fédéral et ses deux enfants perdus dans cette même forêt, le preneur de rats de Hamelin, suivi d'une troupe de punks gothiques... sans compter les héros des précédents romans de Günter Grass lui-même.

Embarqués sur un vieux rafiot baptisé *Ilsebill* — le nom d'une des protagonistes du *Turbot* — cinq femmes parcourent la mer Baltique afin d'en mesurer le degré de « médiocrité » et interpellent en vain le mythique poisson, jadis leur protecteur. « Hé ! turbot, tu t'es foutu de nous ! Rien n'a changé. Ce sont toujours les messieurs qui tiennent le manche... »

Seize ans après son précédent roman, Günter Grass revient en Mercedes, Oskar Matzerath, le tambour, recyclé dans la production de vidéos, se livre à des repérages en vue d'un film sur le drame de la forêt germanique. La fameuse grand-mère kachoube Anna Koljaiczek ne manque pas, elle non plus, à l'appel, ayant atteint entre-temps l'âge canonique de cent sept ans, mais étant restée, néanmoins, aussi vaillante que jadis.

C'est au cours d'une visite de l'ancien tambour dans sa Kachoubie natale, à l'occasion du jubilé de ladite grand-mère, que se produit le « grand bang », précipitant derechef Oskar, raccoché et ratafiné, sous les jupes de la vieille Anna qui, provisoirement égarée, continue à réciter ses chapellets.

L'histoire ne s'arrête pas pour autant. Du haut d'une capsule spatiale tournant imperturbablement autour de la terre dévastée, le narrateur aura tout loisir de contempler l'histoire « post-humaine » marquée par l'apparition d'une nouvelle espèce, mi-humaine, mi-ratique, les « Watsonicks », « blonds comme les blés, blancs comme le pain cuit... », issus des manipulations génétiques d'un laboratoire suédois, puis la disparition de ceux-ci, évanescents à leur tour par de vrais rats... A moins que tout cela ne soit, en fait, rien d'autre que le scénario que s'apprête à tourner Oskar, lui-même rêvé par le narrateur, avatar de l'auteur Günter Grass.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.
(Lire la suite page 25.)



Donlevy, maître dans l'émulation des pubs.

Le ciel au-dessus de l'Irlande

L'Irlande, patrie des poètes et des buveurs, a inspiré deux grands écrivains : John McGahern et J.-P. Donlevy. L'un voit tout en noir, l'autre voit tout en double.

JOHN MCGAHERN, l'auteur discret et cruel de quelques chefs-d'œuvre mémorables de la littérature irlandaise dont on a déjà dit l'importance (*l'Obscur* (1), *la Caserne*, *le Pornographe*, *Journées d'adieu* (2)), revient cet automne avec son œuvre amère, sa pointe sèche et dix nouvelles bien serrées, regroupées sous le titre *Haute Terre*, pour inaugurer la collection de « Nouvelles étrangères » des Presses de la Renaissance. On le sait d'expérience, McGahern n'est pas un tempérament désolant, il aurait même le don de nous coller un solide bourdon avec à peine une ou deux lignes, au détour d'une phrase — à demander du reste par quel étrange mécanisme nous prenons tant de plaisir, assis douillettement dans un fauteuil, un chat sur les genoux, à nous faire assombrir l'humour ainsi, — mais il lui arrive de connaître des moments de paix. Plusieurs nouvelles du recueil se terminent bien. On provisoirement bien c'est déjà ça de gagné. L'ensemble reste néanmoins très classique, avec un petit crachin pénétrant, par le récit d'une rupture amoureuse.

Il y en aura d'autres, bien sûr, c'est un de ces chagrins que McGahern excelle à rendre ; la plupart des thèmes abordés ici sont ceux de ses romans, la séparation, l'avenir sans espoir, l'ami-ration, l'avenir sans joie. O'Reilly rencontre Rachel dans un bal de célibataires et la complotent en public (*Balade*). Il « répare », épousera Rachel, et lui fera deux enfants. Est-il heureux vraiment ? Un homme séduit, encore dans un bal, une jeune femme avec facilité. Il avait songé à devenir prêtre, puis renoncé à prononcer ses vœux. Sa conquête est plaisante,

pleine d'initiative, ce qui n'est pas fréquent à Dublin. Mais c'est parce qu'elle va entrer prochainement dans les ordres et qu'elle entre à sa manière sa vie de garçon. Le jeune Eddie Mac est un as du football et un tombeur de filles dans son village. Un jour il se blesse à l'entraînement, et c'est la pente. « Sa grâce assassine l'avait quitté (...). Ce fut la fin de l'époque où Eddie pouvait danser avec une seule fille et être sûr qu'elle partirait avec lui. » Il se rabattra sur la moins belle et l'abandonnera en route.

Deux nouvelles sont particulièrement remarquables. L'une (*Au temps jadis*) parce qu'elle illustre la complexité des relations entre catholiques et protestants. Un adolescent, Johnny, fils d'un gendarme irlandais, se prend d'amitié pour un couple de riches Anglais, qui lui proposent de l'aider à entrer dans une école militaire. Pour devenir soldat britannique ? Jamais, dit le père. Johnny quitte ses protecteurs et deviendra journaliste, un reporter contesté qui ressemble fort à McGahern, analyste des ses contemporains.

Dans son île

L'autre nouvelle (*la Montre en or*), la plus noire, parce qu'elle revient sur la question douloureuse (et autobiographique sans doute, comme en témoigne *l'Obscur*) des relations père-fils, nouées de remords et d'incompréhension, avec un art consommé de la haine au gouffre à gouffre.

Il n'est pas interdit de voir l'Irlande sous un ciel moins plombé.

J.-P. Donlevy, qui dut pourtant subir la censure pour son *Homme de Gingham* (3) publié en 1955 en France (et seulement dans les années 60 dans les pays anglo-saxons), n'est pas rancu-

nier. Cet Américain-Irlandais, né à New-York en 1926, est retourné vivre dans son île, là où il fit ses études — au fameux Trinity College de Dublin, — et évoque ses souvenirs dans *Mon Irlande* avec beaucoup moins de mélancolie que McGahern.

Il ne faut pas chercher un fil conducteur trop rigoureux dans ces pages. L'auteur, à son habitude, se laisse aller d'une image à une anecdote de façon décousue et picaresque. On trouve de tout dans la mémoire de Donlevy, des merveilles et des démons plus ou moins recommandables, celui de la chair parfois et celui de la pitié ; celui de la soif le plus souvent.

Donlevy est maître dans l'émulation des pubs, la description des particularités de chacun, de leurs spécialités, et la mise en scène de gigantesques beuveries, interminables, sidérantes, où tel monsieur très digne et ivre, jugeant que la musique était lente se mit cérémonieusement à passer sur le phonographe pour en accélérer le tempo. Même les enterrements sont gais sous sa plume, les corbeilles élégantes, comme les cor-

billards tirés par des chevaux empanachés, tandis que la famille du mort se désaltère au zinc le plus proche.

On aperçoit Samuel Beckett et le spectre adulé de Joyce. Plus proche, ce portrait de Brendan Behan, qui attendait son éditeur (en retard à la suite d'une cuite) dans le bureau de celui-ci et pris d'une faim soudaine, mit deux saucisses en broche dans la cheminée et les fit cuire en flambant les manuscrits de divers confrères qui lui tombèrent sous la main. On imagine aisément Donlevy capable du même tour. La tristesse ne lui dure pas, il y a toujours un grain de folie poivrée pour en relever la saveur et nourrir de jolies formules : « Dublin, par sa dimension intime, vous permettrait de connaître des gens beaucoup plus vite que vous auriez jamais la possibilité de les oublier. »

L'édition française est assez luxueuse, abondamment illustrée de photos, imprimée sur un papier de qualité. Le caractère chaotique et spasmodique de la traduction n'en a que plus de pittoresque. MICHEL BRAUDEAU.

★ HAUTE-TERRE de John McGahern, traduit de l'anglais par Georges-Michel Sarotte. Presses de la Renaissance, 184 p., 85 francs.
★ MON IRLANDE AVEC TOUS SES PÊCHES ET CERTAINES DE SES GRACES, de J.-P. Donlevy, traduit de l'anglais par Anne Villelaun, Denoël, 312 p., 158 francs.

(1) Éditions de la sphère.
(2) Ces livres sont publiés aux Presses de la Renaissance.
(3) Ce texte est disponible en collection de poche, « Folio » (Gallimard).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Sarah Bernhardt, de Françoise Sagan

Entre copines

LES dévotion de Sarah Bernhardt et les passionnés de biographies fouillées où ne manquent pas un bulletin scolaire ni une fiche d'hôtel, ceux-là feront mieux de relire les *Mémoires* de la comédienne (*Ma double vie*), ou les nombreux documents qu'elle a inspirés. Françoise Sagan manifeste ici toute la désinvolture qu'on lui connaît envers les règles auxquelles s'astreignent, d'ordinaire, les historiens amateurs. Elle imagine qu'elle écrit au fantôme de Sarah Bernhardt, et que celui-ci lui répond, du fond du Père-Lachaise, où elle repose depuis plus de soixante ans.

Leur correspondance ne porte qu'accroissement sur des points obscurs de l'existence de la disparue, détails qui, grâce à Dieu, gardent leur mystère. Les deux femmes bavardent, entre copines, sur ce qui a changé depuis la Belle Époque, et sur ce qui demeure, sur la faiblesse force des hommes et la faiblesse faiblesse des femmes, sur ce qui les rapproche l'une l'autre, et qui n'est pas mince, au-delà d'apparences contraires : l'amour du théâtre, y compris dans la vie, le sens de l'amitié, l'instinct de dépenser, les états en bande au bord des mers océanes, une maternité pudique, les sautes de chance, les revers de fortune, les épreuves physiques, et toutes les ivresses de la gloire, dès lors que, refusant d'y voir, comme Mme de Staël, le « deuil éclatant du bonheur », on l'accompagne, cette gloire, d'une invincible gaieté.

Ce qui fait s'écarter les autres peut nous laisser de marbre et inversement. C'est affaire de clan, on le voit au retour de vacances où on ne s'est pas

diverti des mêmes niaiseries. Sarah et Françoise, si elles avaient été contemporaines, auraient ri des mêmes choses. Du moins Françoise en est-elle convaincue, à cause d'une même façon de voir la vie, les amours, le temps, et d'une parenté d'humour entre femmes talentueuses, parenté dont ont témoigné des amies communes à mi-chemin d'elles deux, Chanel, Colette et Marie Bell, dernière tragédienne à la Sarah Bernhardt.

Ne pas croire que le talent saute aux yeux. Il faut l'accentuer, comme on accentue sa vie même. Si la petite Sarah contracte la vocation du théâtre en écoutant *Britannicus*, elle en conviendrait moyennement les autres en récitant les *Deux Pigeons* au concours du Conservatoire. C'est seulement à sa sortie qu'elle impose sa fameuse voix, en caressant les nerfs, en jouant entre les fureurs et les pleurs où se cantonnaient ses devancières. Sagan profite de ces évocations pour faire exprimer par son auguste correspondante des regrets devant l'époque présente, où la scène ne montre plus, au lieu de reines éplorées, que des femmes de ménage, des catins, ou des vieillards enterrés à mi-corps...

Bien qu'elle répugne aux confidences sexuelles, dans ses romans comme dans ses interviews, Sagan ose en demander exceptionnellement à sa copine Sarah, puisque aussi bien on s'est beaucoup interrogé là-dessus.

(Lire la suite page 21.)

G A D D A

Le règlement de comptes de "l'ingénieur milanais" avec sa ville au premier quart de ce siècle.

Traduit de l'italien et présenté par Jean-Paul Manganaro. Collection Le Don des Langues dirigée par A. Freyer. 95 F

Editions du Seuil

هكذا من الاصل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Le classicisme discret
de Georges Poulet

FRANCHIR la barrière du temps, pénétrer dans le royaume de l'invisible, voilà qui semble aisé avec Georges Poulet comme guide. Dans la *Pensée indéterminée*, il nous invite à flirter avec l'indéterminabilité du monde et du moi en compagnie de Goethe, de Schopenhauer, d'Amiel, de Stendhal et des écrivains romantiques qu'il affectionne. Délesté des sacs de plomb de l'érudition, du jargon et du dogmatisme, bref de tout ce qui rend en général la critique insupportable, Georges Poulet restitue ses droits à la subjectivité la plus raffinée. Lire, pour lui, c'est effleurer une conscience, jamais déflorer un texte.

Le sublime, disait Goethe, est suscité par l'indétermination de la pensée et des sentiments. Et Amiel d'ajouter dans son *Journal* : « L'indétermination consiste à étudier la condition humaine pour suivre une sorte d'indépendance divine ». Indépendance toujours menacée par les faillies infimes du moi et par l'espèce d'égarement angoissé

où elles nous laissent : « J'en ai écrit Nerval, dans un état confus où les figures fantasques ou réelles qui m'entouraient se brisaient en mille apparences fugitives. » Qu'il évoque Gérard de Nerval renonçant à dévoiler sa discordance intérieure et revêtant à la hâte quelque nouveau déguisement, ou Paul Valéry qui n'eut jamais honte de se montrer tel qu'il fut, c'est-à-dire un être négatif, une sorte de nul, dans la pensée de laquelle, à certains moments, il se passait quelque chose, Georges Poulet nous enchante. Son classicisme discret sera encore de mise quand les oripeaux de la modernité ne trouveront plus d'acquéreurs.

ROLAND JACCARD.

★ **LA PENSÉE INDÉTERMINÉE**, De romantisme au XX^e siècle, de Georges Poulet, collection, « Écriture », PUF, 263 p., 145 F. Voir aussi le *Journal* de Georges Poulet, 1985 où Georges Poulet explique le sens de ses dernières recherches.

SOCIÉTÉ

Mafia et démocratie

Les Dernières Années de la Mafia n'annoncent pas la fin de l'organisation criminelle sicilienne. L'auteur, Marcelle Padovani, correspondante à Rome du *Nouvel Observateur*, est plutôt convaincue que si « l'honorable société » a connu de graves crises dans la période récente, c'est parce qu'elle a transgressé ses propres règles, ce qui n'a rien à la pérennité ni à la redoutable efficacité d'un modèle d'organisation que l'on retrouve, semblable, ailleurs : dans la mafia turque, la « Cosa nostra » américaine ou les « triades » chinoises par exemple.

Plutôt que de tenter une reconstitution policière des réseaux, des rapports entre « familles » siculo-américaines, des carrières des parrains, fastidieuses pour le lecteur novice et forcément aléatoires, Marcelle Padovani a choisi de mettre au jour les ressorts de l'organisation et les principes de son fonctionnement : principe de silence, principe hiérarchique, principe de médiation (le médiateur comme intermédiaire social inévitable) et principe de violence.

L'auteur rend compte aussi des défections de l'Etat et de ses compromissions, de sa velléité et de son inconstance dès lors qu'il se lance dans la lutte anti-mafia et de la grande solitude de ceux qui, comme le juge Falcone, se sont attachés à « la pierre » avec un courage qui ne se dément pas. Ces hommes ne sont qu'une poignée à Palermo : « Onze magistrats, une vingtaine de policiers, huit curés et cinq ou six journalistes », dans une île où, explique Marcelle Padovani, bien peu de gens se sont convaincus que la Mafia est le problème numéro un de la démocratie ».

CLAIRE TRÉAN.

★ **LES DERNIÈRES ANNÉES** de la Mafia, Marcelle Padovani, Gallimard Folio, 271 p.

EN POCHES

● En « GF-Flammarion », Philippe Berthier présente une réédition de deux *Scènes de la vie de province*, de Balzac : la *Vieille Fille* et le *Cabinet des antiques* (n° 481).

● La *Fanfarlo* est l'unique nouvelle achevée de Baudelaire. Elle fut publiée en 1847. Elle est reprise avec le *Spleen de Paris* dans une édition préparée par David Scott et Barbara Wright (« GF », n° 478).

● Enveloppé dans son mystère, Lautréamont n'a pas cessé de susciter la glose, le commentaire. Dans la très belle collection des Editions Complexe, « Le regard littéraire », sont rassemblés des textes de Maurice Blanchot, Julien Gracq et J.-M. G. Le Clezio sur Lautréamont (n° 16).

● Dans la même collection, préfacés par Lucien Combelle, quelques textes critiques de Céline sous le titre le *Style contre les idées* — entretiens, préfaces, lettres... — dans lesquels il est question de Rebais, de Zola, de Sartre et surtout de... Céline (n° 15).

● Les cours de littérature que Vladimir Nabokov donne entre 1940 et la fin des années 50 constituent une part importante et essentielle de son œuvre. *Littérature* reprend les textes sur Dickens, Flaubert, Joyce, Kafka... Traduit de l'anglais par Hélène Pasquier ; présenté par Fredson Bowers (La librairie de poche, « Biblio-essais », n° 4065).

● Louis Moxandeu, ancien ministre socialiste des PTT, a publié en 1969 un livre sur les Capétiens. La librairie capétienne est une occasion de le rééditer dans la collection « Marabout-Histoire » (n° 464).

● Toujours en histoire, mais dans un secteur un peu différent, l'ouvrage de Daniel Guérin sur l'Anarchisme est réédité en « Folio-essais » (n° 87).

● Françoise Vincent-Ricard propose un jeu très complet de *Clefs pour la mode*, ses métiers, ses règles, son histoire (Seghers, collection « Clefs »).

ROMANS

Les voyageurs

Immobilisés

de Jean-Paul Malaval

Deux hommes rencontrent une jeune fille dans un bar. Ils décident de l'emmener chez leur ami Schoen, habitué à recueillir « voyageurs, aventuriers et promeneurs solitaires du vieux monde ». On assiste alors à la dérive de ces quatre personnages, réunis pour quelques jours, ensemble mais définitivement seuls. Chacun, dans l'indifférence de l'autre, s'enferme dans sa propre insignifiance et son propre isolement. Personnage en suris, prisonnier de leur vie, ils s'enlèvent dans un néant où l'échange n'est plus possible. « Onanistes du bonheur », suspendus à de continus moments d'hésitation, ils essaient par l'alcool et l'opium d'anesthésier la désespérance et de passer de « l'autre côté ».

La dérive devient délire et la vie, théâtre d'un retour aux origines, voyage dans d'autres siècles, visite de villes mythiques, rencontres de monstres humains et animaliers, exécution de rituels érotiques et de cérémonies baroques. Réalité et fantasmagorie, « l'idée de vie et de non-vie », à l'image, chez Schoen, de « ses vastes pièces qui s'embrassent les unes aux autres », respect d'abord dans le récit un parallélisme rigoureux, finissant par se télescopier et se juxtaposer.

Deux journées à Bassora est le roman de la limite ; dans le sens de frontière d'abord, parce qu'il se déroule entre « ville et désert » (la banlieue), rêve et réalité, passé et présent. Il l'est dans son sens de mesure aussi, parce que ces deux journées poussent à l'extrême l'expérience du dépassement.

VERONIQUE CAUHAPE.

★ **DEUX JOURNÉES A BASSORA**, de Jean-Paul Malaval, Editions Milieu, 158 p., 75 F.



CAGNAT.

La fin

d'un monde

Milton Road n'a plus que ses souvenirs et, pour tenter de les fixer, les justifier, les comprendre, quelques mots seulement à vivre. Par l'écriture, il témoigne afin de trouver un sens à des amours sous-ventrées (Marie connue à la guerre, aimée dans la passion et la souffrance, mariée, ou Jenny que l'éloignement ne guérit pas de l'absence) et à une existence qui passe lourde du poids de la guerre. Celle de 1940 dans les îles japonaises.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CINÉMA

● **VICTOR BACHY** : *Pour lire le cinéma et les nouvelles images*. Un guide des langages visuels : cinéma, télévision, vidéo... De l'industrie audio-visuelle aux aspects techniques de ces nouveaux moyens d'expression, une approche de cet univers un peu mystérieux. (CERF, 184 p., 97 F.)

HISTOIRE

● **WULF SCHWARZWALLER** : *Hitler millénaire*. — Adolf Hitler aurait réuni tous les vices sauf un : la cupidité. Sa folie serait toujours restée insensée à l'appât du gain. Le livre de W. Schwarzwaller veut détruire cette dernière légende en présentant un Hitler puisant volontiers dans la caisse de son parti ou de l'Etat pour satisfaire son goût de luxe. (Pierre-Marcel Favre, 238 p., 98 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● **JEAN-YVES DEBREUILLE** : *L'Ecole de Rochefort. Théories et pratiques de la poésie 1941-1961*. — René-Guy Cadou, Luc Bérimont, Jean Rousselot et les autres poètes de l'Ecole de Rochefort contribuèrent à former la sensibilité poétique moderne. Héritiers de Reverdy et de Max Jacob, ils se firent les défenseurs d'un lyrisme humaniste, d'une attention au monde très proche et palpable. Une étude très complète sur cette partie de l'histoire de la poésie de notre siècle. (Presses universitaires de Lyon, 506 p., 185 F.)

SOCIÉTÉ

● **LÉON VOISIN** : *Les Ardennes de l'Ardenne*. — Cet ouvrage traite des aspects historiques, techniques et géologiques de l'extrapolation et du traitement du schiste ardennais en Ardenne. Une étude extrêmement détaillée d'une activité, jadis prospère, aujourd'hui pratiquement disparue. Ouvrage relié et illustré. (Editions Terres Ardennaises, 21, rue Hechotte, BP 71, 08002 Charleville-Mézières Cedex, 256 p., 250 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **LUDWIG BOLTZMANN** : *Voyage d'un professeur allemand en Espagne et autres « écrits populaires »*. — L'« Edoardo de Bormann », c'est d'abord la Californie. Le grand physicien y promène, à la fin du siècle dernier, un regard candide, mais à combien aigu, sur la société américaine. Pourtant le moteur de son voyage reste cette éternelle curiosité, de la mécanique à la peinture, anima l'ensemble de sa vie. (Traduit de l'allemand par Ulrike Bockkopf et Didier Aviat. Actes Sud, 142 p., 100 F.)

Les petites tragédies

de l'existence

Un 15 août de rêve dans un Paris silencieux où rien ne semble pouvoir arriver. Un homme remonte la rue Paul-Dourner. Deux mots claquent soudain dans le silence et tout bascule. Quatre jeunes gens en voiture se sont arrêtés pour lancer « vieille tante » au promeneur. Deux mots qui le blessent, l'effritent. Toute attaque suppose une défense. Le narrateur mène une enquête sur lui-même, remonte le temps pour retrouver les indices qui révèlent le moment où « ça », cette rature (cette faute ?), a commencé. Il veut débusquer les moindres « dérapages » : l'attraction pour les chairs lourdes des sumos aperçus dans les actualités cinématographiques, pour les muscles d'un violoniste tzigane, pour les robes et les dentelles des poupées...

Les cartes s'abattent. « Reste à jouer la partie ». Le narrateur la rejoue à travers tous ses décalages qu'enfant il vivait dans l'indécible stupeur d'une innocence qui s'éternise de ses émois, de ses pla-

V. Ca.

★ **LA PORTE DÉROBÉE**, de Maurice Baray, Calmann-Lévy, 254 p., 89 F.

Jean CANTEINS

LES BARATTEURS
DIVINS

Collection METALANGAGE

Série « Sauver le Mythe » 220 FF.

MAISONNEUVE & LAROSE

— LA VIE DU LIVRE —

OU TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

A l'occasion de la parution aux Editions de Minuit de

L'ENNEMI
et de la représentation au
Théâtre de la Bastille deL'HYPOTHÈSE
de la Librairie Pivotal58, rue de la Roquette, Paris 11^e
vous invite à une rencontre avecRobert PINET
le jeudi 8 octobre de 19 h à 21 h.magazine
littéraireTous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement d'idées

OCTOBRE 1987 - N° 246

Proust
et les recherches
du temps perdu

Une enquête
sur les nouvelles éditions
de « la Recherche ».
Une bio-chronologie.
Les manuscrits.
Proust et la NRF.
Un témoignage inédit
de Claude Mauriac.
La réception de Proust
au Japon
et dans le monde
anglo-saxon.

Entretien : Czeslaw Milosz
Chez votre marchand de journaux : 24 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 84 F
Cocher sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez

- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov.

Nom :

Adresse :

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine
littéraire40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. 45-44-14-51

LA RENTRÉE

FÉMININ PLURIEL

Histoires d'amours

La Girafe, de Marie Nimier.
Le Jardin, de Catherine de Richaud.
La Femme inachevée, de Marie-Joséphine Guers.

C'EST qui, à travers son premier roman, *Sirène* (1), avait perçu la force et le tempérament de Marie Nimier, vont les retrouver, avec plaisir, mais avec un certain étonnement, dans ce second livre, *La Girafe*. Et ceux qui, sans indulgence pour les tâtonnements d'une débutante, avaient dédaigné *Sirène*, vont peut-être découvrir cette jeune femme, énigmatique et chaleureuse à la fois, accordéoniste et chanteuse tout autant que romancière.

Dans *La Girafe*, Marie Nimier ne craint pas de s'abandonner à son imagination, à son goût de l'insolite, à son envie d'écrire, à sa joie de raconter à tous les histoires qu'elle se plaît à construire pour elle-même. Le résultat est évidemment plus agréable — au moins pour ceux qui aiment les choses un peu folles — que tous ces petits romans érudits, qui n'en finissent pas de rebâtir les drames de la « femme plus ou moins mûre ». Bref, le tout court, c'est un livre d'Edmond Rostand : « Il n'est de grand amour qu'à l'ombre d'un grand rêve ».

Le grand amour, le narrateur de *La Girafe* le connaît : « Je n'ai aimé qu'un seul être au monde et je l'ai tué », dit-il au tout début du texte. Elle s'appelle Hedwige. Mais, qui est Hedwige ? Il n'est pas impossible de le deviner dès maintenant ou en ouvrant le roman. Nous ne le dirons pas pour autant, car Hedwige n'est désignée, nommée, qu'à la page 122, ce qui a son importance.

Grâce à Marie Nimier, à son récit bien mené, ménageant le suspense — sans excès de mystère puisque tout est « lisible » dès les premières lignes, — on s'intéresse à ce narrateur d'apparence anodine, ce petit enfant niais, puis cet adolescent qui adore se « fondre dans le vent », cet homme enfin, qui oscille entre le fou meurtrier et le doux dingue, entre l'amooureux et le pervers sadique. On n'a pas envie de juger, de « psychologiser », on est avec lui, sinon de son côté (car Marie Nimier ne donne pas dans le « sympathique héros »). On le suit, du zoo de Vincennes à la Bibliothèque nationale, en passant par le Musée d'histoire naturelle. On veut, comme lui, tirer au clair le mystère du tableau représentant une girafe et son gardien Youssef (ce sera fait par la découverte, à la Bibliothèque nationale, d'une correspondance, en 1827, entre Geoffroy Saint-Hilaire, professeur de zoologie et le préfet des Bouches-du-Rhône) et se perdre dans la folie d'un amour exceptionnel, au sens propre.

Si vous n'êtes pas intrigué par ce destin bizarre, si vous n'avez pas envie de lire *La Girafe*, c'est que vous êtes un incorrigible terre-à-terre, un « non-rêveur » né. Alors Marie Nimier ne peut rien pour vous. Mais si vous aimez guère « la vie comme elle vient », si vous vous sentez menacé d'engourdissement par l'automne subit et glacial, on peut vous prescrire un bon médicament : *La Girafe*.

La phrase, le rythme

Aux antipodes du récit à rebondissements de Marie Nimier, mais aussi efficace pour fuir l'automne, *Le Jardin*, de Catherine de Richaud, qui avait publié l'an dernier un premier livre trop peu remarqué, *Le Châlier* (2). Catherine de Richaud, elle, aime l'insolite, le secret, l'altérité et, surtout — on l'a vu — en la lisant, — travailler la phrase, le rythme. Elle est publiée dans la collection « Outside », que dirige Marguerite Duras aux éditions P.O.L. et lui dédie son livre. Malgré cela, elle ne tombe pas dans les travers des insupportables épiques de Duras. Elle ne cherche pas à « mimer », à « copier » une phrase sur trois par « elle », et en mettant un point tous les quatre mots.

L'anecdote — une histoire d'amour, ou de désamour, qui est ? — n'est pas la préoccupation principale de Catherine de Richaud. On a retrouvé le corps de Luis, le mari de Jeanne, sur une plage du nord de la France. Un assassinat politique, dit la police. Jeanne n'en

croit rien, mais elle ne va certes pas entreprendre sa propre enquête. Elle est plutôt attentive à ce qui se passe en elle : « Très rapidement, la douleur la quitte, elle en fut effrayée parce qu'elle croyait aimer Luis ».

Alors, Jeanne voyage. De Paris en Midi de la France, d'ailleurs en retour, elle cherche les traces de Luis — en elle, — mais pas les indices qui pourraient l'éclairer sur sa mort. Elle se laisse envahir de chaleur méditerranéenne, « une immobilité triste (qui) préparait un réveil fracassant ». Autant Marie Nimier se jette dans le récit, autant Catherine de Richaud cultive, en commençant par une phrase sur trois par « elle », et en mettant un point tous les quatre mots.

Anne-Carole et Michel

Si l'on s'en tient au sujet, on peut dire que Catherine de Richaud et Marie-Joséphine Guers, avec son premier roman *La Femme inachevée*, sont proches. Anne-Carole, l'héroïne de Marie-Joséphine Guers, parle aussi d'elle-même, après la mort de son mari Michel, écrivain de renom. Mais, alors là... qu'on nous permette un accès d'humour, même si, à juste titre, on pense dans ces colonnes que les articles d'humour, par définition excessifs, partiels, parodiques, sont souvent faits sur des livres qui, probablement, ont un public. C'est le cas du roman de Marie-Joséphine Guers. Des lecteurs — des lectrices surtout — aimeront sans doute retrouver, ou fuir, leur propre vie, la réalité, dans l'histoire d'Anne-Carole.

Mais si l'on n'est pas de ceux-là, alors on a simplement envie de dire « assez ». Assez de ces « romans de femme » où, à défaut des perles d'antan, on enfle les clichés. Assez de cet *Michel* qui n'a réconcilié avec mon corps » et autres « Saule, j'ai trop la trouille, saule. Une femme ne peut plus rentrer en voiture, seule, la nuit chez elle ». Bien entendu, puis-je jeter on ne « remplacera » Michel, on se retrouve dans le lit d'une dame avant d'atterrir dans celui du propre frère du défunt mari...

Que les femmes aient été privées de la parole pendant des siècles et que, lorsqu'elles la prennent, elles aient envie de parler d'elles ne les amnistie pas de tout. Notamment pas de *Les illusions des autres* gens (...) qui croyaient au pouvoir stable et éternel du mot et à son inscription inaltérable dans certains cas ».

JOSEPHINE SAVIGNEAU.
 * LA GIRAFE, de Marie Nimier, Gallimard, 206 p., 75 F.
 * LE JARDIN, de Catherine de Richaud, P.O.L., 140 p., 75 F.
 * LA FEMME INACHEVÉE, de Marie-Joséphine Guers, Actes Sud, 188 p., 79 F.

(1) Gallimard.
 (2) P.O.L.

La peste et le feu des passions

Avec « les Brasiers de la peste », Frédéric Milan atteint sa maturité d'écrivain. Autour de la peste de 1720, à Marseille, une évocation brillante d'un monde qui meurt.

VOICI un livre d'allégresse. C'est ce qui frappe d'emblée, davantage que le sujet ou que le style. La découverte de l'émouvant d'écrire. *Les Brasiers de la peste* est le troisième roman de Frédéric Milan, et ses deux premiers, *Les Grosses Bêtises* et *Pacha* (1) ne manquaient pas de qualités : de la sensibilité, de l'humour, une petite manière sèche et frémissante d'exprimer les combats incertains du cœur et de l'intelligence. Mais ce roman-là marque bien une naissance : un verrou a sauté, une porte s'est ouverte. Frédéric Milan a découvert que l'écrivain n'était pas seulement un moyen, un médium, mais qu'on ne le servait bien que si l'on acceptait d'abord ce qu'elle nous offre avec tant de générosité. *Les Brasiers de la peste* sont tout illuminés de cet émerveillement.

Le choix qu'a fait Milan du roman historique pour saluer cet avènement n'est évidemment pas de hasard. Pour s'enflammer aux vertigineuses possibilités de la perspective, pour composer avec le temps tout autant qu'avec l'espace, il fallait une surface qui permette de respirer fort et large, des scènes multiples, des horizons nombreux.

Milan a donc choisi une toile de belle dimension : son livre commence en 1692, à la veille de la bataille de Neerwinden, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, et se termine à la fin de l'hiver 1721, après la grande peste de l'été 1720 qui emporta la moitié de la population marseillaise. Mais cet espace confortable ne suffit pas encore à l'enthousiasme d'écrire de Milan. Il déborde, griffonne dans les marges, se fait le plaisir d'incessants retours en arrière, qu'il coupe parfois brutalement, comme s'il lui faisait trop peine de ne pas pouvoir écrire aussi ce roman-là.

D'autres fois, il abandonne le coin de tableau sur lequel il est en train de travailler pour se précipiter à un autre. On quitte Aix et sa

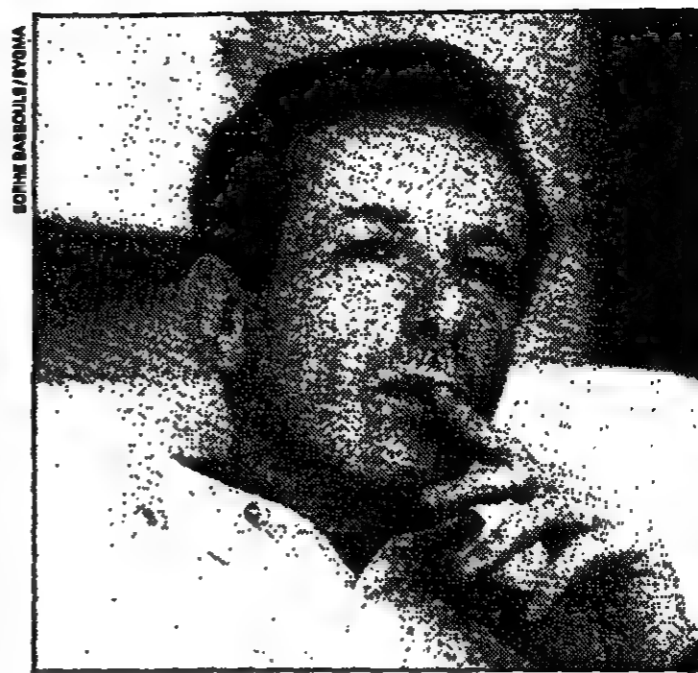
région, où nous suivions l'ensevelissement de la vieille maison des Montalais sous les cendres nées d'une passion interdite et nécessaire — celle du marquis de Montalais pour sa bru, l'éclatante Clotilde, — pour se retrouver avec le fruit de ces amours punies, Jacques le bâtard, sur une île légendaire du Levant.

Autre lumière, autre pâte, mais même emportement. Ce qui serait un défaut dans un ordinaire roman d'aventures ou d'histoire — cette dispersion, ce besoin goulu de toujours s'abattre entre des bras nouveaux — devient ici le sujet même du livre et le foyer de cette heureuse chaleur qu'il nous procure. Tout se passe comme si Frédéric Milan, au fait du plaisir de jouer avec le feu des mots, avait recommencé l'expérience que ses héros tirent de la guerre : une exaltation, une folie, un don de soi qui va parfois jusqu'à la limite, mais aussi, lorsque la peur et l'exaltation des premiers feux est passée, une manière de gravité et de sagesse qui peut saisir ce qu'il y a de plus fou et de plus sublime dans les âmes.

Vertus d'exception

Il serait donc sot de lui en vouloir, au nom d'un ne sait quelle vraisemblance, si tous les personnages de *Les Brasiers de la peste* — femmes, capitaines, brigands, poètes, confesseurs ou pécheurs — sont magnifiques, pourvus de vertus d'exception et de pouvoirs singuliers : son roman ignore délibérément les creux, les avatars médiocres, les amours grises et les veilles du quotidien, tout comme il exclut de ses paysages les brouillards bretons ou les crachins septentrionaux.

C'est, d'ailleurs, qu'un parti pris esthétique (même si, probablement, le plaisir de « faire beau » en a été à l'origine), un choix moral : seuls intéressent Milan le meilleur et le pire des êtres, et plus précisément cette ligne de crête, de partage incer-



Frédéric Milan.

tain qui, en théorie, signale la frontière entre le bien et le mal, entre l'extase et l'hébété, entre la frénésie de vivre et la secrète attirance de la mort.

Le feu est donc l'élément qui va unifier le tableau, régler la course du temps et mesurer les caractères. Feu de la guerre, feu des passions, feu des imaginations et des entreprises, feu plus discret mais tout aussi brûlant de la fidélité à un monde chevaleresque qui par ailleurs s'efface, se pourrit et va bientôt disparaître, victime d'une peste des âmes dont aucun brasier ne pourra contenir la contagion.

Mais feu aussi d'une écriture qui ne se contente pas de briller, de lécher, de caresser, et qui sait, sans rien perdre de sa fougue et de sa rapidité, pénétrer en quelques phrases au cœur d'un personnage, au plus intense de ce mixte d'enfer et de paradis, de raison et de folie, de sérénité et de frayeur qui est la marque des êtres libres : livres pour le salut comme pour la damnation.

Les Brasiers de la peste ignore la nuance, les balances arachnéennes de la psychologie, les mélancolies sournoises et les sentiments vaporeux. Ses héros se meuvent dans un univers mental organisé autour de certitudes simples et fortes, dans lequel même

les passions les plus folles viennent se ranger tant bien que mal.

Si Frédéric Milan a écrit un magnifique roman d'histoire, c'est qu'il est parvenu à saisir et à décrire l'énorme bouleversement qui révolutionne alors les esprits, bien davantage encore que les choses et que les événements. Les Montalais représentent le dernier avatar, la dernière résistance d'un monde qui meurt, inexorablement. Bien plus sûrement que la peste, c'est le doute, le trouble, l'enténébrement de signes hier encore parfaitement clairs et lisibles qui abat ce vieux monde : mais les derniers feux qu'il jette, pour être désemparés, n'en sont pas moins éclatants.

Comme les vertus chevaleresques des Montalais au début du dix-huitième siècle, il se peut — on le dit depuis si longtemps — que les vertus purement romanesques soient condamnées par l'époque. Quel cas l'histoire et le ravissement d'écrire de Frédéric Milan nous auront valu le plus fier et le plus intrépide des barouds d'honneur.

PIERRE LEPAPE

* LES BRASIER DE LA PESTE, de Frédéric Milan. Presses de la Renaissance, 430 p., 110 F.

(1) Presses de la Renaissance.

PREMIERS ROMANS

Les petites filles sont-elles méchantes ?

J'ai connu Geneviève Brissac comme « pigiste » au « Monde des livres ». Elle y avait des titres : agrégée de lettres modernes. Cette saison, je la retrouve romancière chez Gallimard, s'il vous plaît, la grande porte tout de suite. Il est vrai qu'elle y travaille avec codes de Pierre Marchand sur les livres pour la jeunesse. Mais ce n'est pas suffisant. On parle avec une considération particulière de ces *Filles*, dans la maison. On dit : « C'est à la fois drôle et méchant. » J'avais donc de bonnes raisons d'ouvrir ce premier roman. L'ayant lu, j'ai de meilleures raisons encore de m'en réjouir.

Non pas que les *Filles* soit un grand livre. D'abord il est aussi mince que son auteur, aussi vite aussi nerveux. Il nous plonge dans un univers enfantin. Cors et Nook, deux sœurs, de huit et dix ans environ, ont leurs heues, leurs peurs, leurs rituels, mais aussi leurs figures, un père, une mère, deux grands-mères dont l'une, héroïque dans sa demi-paralysie, mourra en cours de route.

Ce n'est apparemment pas un monde où vont se poser de grandes questions. Pas de morale. La famille, qui on devine juive, a échappé à l'Holocauste. De celui-ci, les filles ne savent qu'une chose : elles ont eu la chance de naître après. Après quoi ? On leur cache l'horreur. Il y a dans la bibliothèque des parents un livre interdit sur les camps. Elles l'ont volé. Ses images les obsèdent.

La rencontre de l'enfance et du mal est le sujet du livre. On ne s'en aperçoit pas tout de suite, parce que Geneviève Brissac commence par nous dépeindre deux

jolis monstres. Les *Filles*, on dirait l'envers comique des *Bonnes* de Jean Genet ! Nook et Cors ne peuvent supporter les « Mademoiselles » qu'on leur impose. La précédente était Cors par l'oreille jusqu'à l'école, au risque de la lui arracher. Elle a été renvoyée, il paraît qu'elle est morte peu après. Pauline, qui sort de sa campagne, la remplace.

Pour se débarrasser de Pauline, les deux fillettes inventent d'anciens machinismes. Le terrifiant de l'OAS — nous sommes en pleine guerre d'Algérie — se charge de tuer à leur place, mais en se trompant de victime. Dieu merci, Pauline est sauvée, car elle sera salvatrice. « Elle fait de la pub pour la vie », dira-t-on d'elle plus tard.

A partir de là, le livre vire et se rapproche du roman d'éducation.

Les « 400 coups » de Bayon

Sous l'élégante couverture bleue de Quai Voltaire, Bayon, le féroce critique de rock de *Libération*, publie le *Lycéen*, un gros premier roman ou une « autobiographie-roman » ? — qui se veut très noir, mettant en scène, dans les années 60, des lycéens très « nuls », aux prises avec des parents bornés et des profs « craignos », comme on ne le disait pas encore à l'époque... Le tout rythmé, en tête de chaque chapitre, par des dépêches « extraites du journal Le Monde, période 1965-1969 », précise l'éditeur.

Ainsi, faits divers, catastrophes naturelles et autres « flashs » sur la guerre du Vietnam accompagnent le « lycéen » d'Hani-IV à Michaël, puis à Sévres, en passant par Tokoin (Togo).

Les deux filles vont apprendre, toujours dans le flou et un peu rapidement, ce que sont réellement la mort, la persécution, l'amour qui vous exclut, la folie, le traumatisme de l'abandon. Nook, qu'on a séparée de sa sœur, fera de l'anorexie mentale. Dans la clinique où elle est soignée, elle amorce sa guérison en recopiant pour Cors les histoires drôles des livres qu'on lui a enfin permis de lire. La salut par l'humour ! Cette seconde partie ne veut pas la première, plus tendue, plus concentrée.

Ce qui me paraît remarquable dans ce livre, c'est la qualité de l'écriture. Elle vient des mots très concrets, des images insolites ou saugrenues, et elle possède aussi une rare mobilité : phrases courtes où se succèdent, sans obscurité, croquis objectifs,

monologues intérieurs, propos tenus par des narrateurs multiples. Cette écriture établit en outre, et cette fois c'est affaire de vision, une tension entre des pôles contraires : tragique et burlesque mêlés. Tout passe ici par des prismes déformants, des imaginations d'enfants et de simples, qui grossissent, rapetissent, travestissent. On est entre Guignol et le cauchemar, dans une Nef des fous, mais la réalité où le bateau navigue n'est pas plus rassurante.

La petite griffe et poétique de Geneviève Brissac révèle et trise le tragique de l'existence. Et ne croyez pas qu'elle nous dise que les petites filles sont méchantes.

JACQUELINE PIATIER.
 * LES FILLES, de Geneviève Brissac, Gallimard, 144 p., 70 F.

plètement les descriptions, parfois désoyantes, justes, subtiles (jusque dans le faux « lourd » et la grossièreté) des adolescents de la décennie, particulièrement les condisciples du Togo.

Alors, même si l'on se surprend à penser que quatre cents pages, c'est un peu excessif pour un modeste « enfer » d'adolescent, on prend plaisir aux quatre cents coups de cet « anti-roman d'apprentissage », on se laisse aller, avec Bayon, à cette nullité molle d'une adolescence pas précocée, on se disant qu'on n'est pas fiché d'y avoir survécu.

Jo. S.

* LE LYCÉEN, de Bayon, Quai Voltaire, 414 p., 100 F.

CULTES ET CROYANCES
 AU JAPON

Kaida, une communauté de
 les montagnes du Japon

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

Intervention à L'Esprit

ROMANESQUE

Vertige sensuel

Dans son cinquième roman Patrick Drevet décrit la fascination érotique d'un professeur pour son élève.

LES romans de Patrick Drevet manifestent un goût certain pour les formes romanesques minimalistes, presque ascétiques. L'intrigue y suit le cours plus ou moins sinueux d'une quête, dût-elle être immobile ou silencieuse. Cette quête, à son tour, devient le support permettant de décrire les états du désir, les troubles du sentiment.

Le Visiteur de hasard, cinquième roman de Drevet, confirme ce goût, portant même l'option formelle de l'auteur à une extrémité et à une intensité assez grandes. « Le besoin d'écrire que je me découvre n'a d'autre origine que l'impression faite sur moi par l'un de mes élèves, ni d'autre but que de le comprendre. » Pour être complet, qu'il suffise d'ajouter que le narrateur est marié et père d'un petit garçon et que l'histoire comme le livre se terminent par la vérification en acte de cette... « impression ». Mais, comme on l'a dit, cette œuvre n'est que le prétexte, l'occasion du récit minutieux, pour ne pas dire maniaque, compulsif, d'une fascination charnelle, de l'aimantation du regard sur une figure unique, cadrée par l'œil et isolée du monde environnant et de ses lois morales.

Blessure secrète

L'âge de l'élève, Jean-Louis S., n'est pas indiqué. Si on peut le supposer tout juste adulte, l'emploi de l'initiale fait cependant songer à l'interdiction de nommer dans la presse un adolescent impliqué dans un fait divers. Objet fascinateur, il est le « piège » dans lequel son professeur se laisse enfermer.

À la différence du modèle convenu de la relation pédagogique, le désir du jeune homme n'est pas entièrement inuité et manipulé par l'adulte. Le jeu est un peu plus subtil, auquel Jean-Louis S. prend, à sa manière, une

part active. « Serions-nous l'un pour l'autre le miroir de la blessure secrète qui nous fonde ? » interroge le narrateur. Si ce dernier possède le langage, la faculté de dire, de donner la parole à son regard — toujours « à l'affût », « à la traque » de ce qui le captive, — l'autre, inapte aux mots, parle une autre langue, celle de son corps, proposé, disponible, vacant... La relation dès lors s'établit sur fond de silence, et c'est sur cette toile trop blanche que les gestes viennent se découper.

Le narrateur — l'écrivain — nomme le corps de son jeune ami, le livre à l'écriture : inlassable description toujours reprise, précisée, modifiée selon la lumière, la posture, le vêtement... De « l'oblique fuyante du sourcil » aux « lueurs de l'épiderme lisse dans l'échancrure du col », des « proportions harmonieuses de sa corpulence » à « la tiédeur que dégage sa chair dans la pression qu'elle exerce sur les tissus des habits ». Le regard subit, recherche au vertige que les phrases tentent d'épouser. L'écriture de Drevet excelle à suivre, à épeler cet enroulement : précieuse autant que précise, ductile, charnelle.

Mais dans ce livre où les flammes sont peintes d'une main consciencieuse, pourquoi cette impression de froid, ce sentiment de se heurter à une vitre ? De l'absence, semble-t-il, de trois éléments, de trois dimensions... La beauté d'abord, morcelée, découpée sur le corps du jeune homme ; l'amour ensuite, dont ne subsiste que la pulsion charnelle, qu'une exaspération sensuelle ; l'inquiétude enfin, ou le questionnement moral, dont l'absence donne au « monde de licence et de bonheur » de Drevet une curieuse tonalité, une légèreté un peu irréaliste, un peu gênante...

PATRICK KÉCHICHIAN.
★ LE VISITEUR DE HASARD, de Patrick Drevet, Grasset, 262 p., 89 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Entre copines

(Suite de la page 17.)

EST-IL vrai que la comédienne manquait de tempérament, tout en méritant sa réputation d'« horizontale » ? La réponse est une esquisse jolie, comme on s'y attendait : Sarah aimait les rapports de séduction, point. La légende de sa « nécrophilie », due à la présence d'un cercueil dans sa chambre ? Plutôt un besoin de refuge !

Quant à savoir ce que ces rapports lui ont... rapporté, en argent comme elle avait vu sa mère faire, ou en coups de pouce à sa carrière : ce sont des trivialités qu'on évite entre femmes comblées de compliments et de bravos. Ce qui plaît par-dessus tout à la cadette, c'est que l'ainée ait fait mentir les proverbes maussades sur les revanches du destin ou le mérite, et qu'elle ait prouvé à tout propos la possible réunion, si souvent mise en doute, du bonheur et du goût qu'on en a... Affaire d'instinct, mais aussi d'éducation à l'anglaise : ne pas s'excuser, ne pas se plaindre !

Pas de chance, pour un artiste, sans rencontres avec les meilleurs artistes du moment ; et pas de biographie, même par-dessous la jante, sans portraits de contemporains célèbres. Sarah Bernhardt a croisé tout ce qui comptait de son temps, de Proust à Jules Renard, de Montesquieu à Reynaldo Hahn, mais ses Mémoires ont été écrits trop tôt, à trente ans, pour porter trace de ces relations. Sagan invente des témoignages posthumes, très plausibles. Par exemple, il est vraisemblable qu'en bonne théâtrienne Sarah Bernhardt tienne rigueur à Proust, en dépit du génie et du charme qu'elle lui trouve, de ne pas avoir apprécié « sa » Phèdre. Qu'elle ait jugé Mounet-Sully exquis mais balourd, on veut le croire. Qu'elle ait résisté ou non à Hugo ? A chacun de l'imaginer, sachant qu'on ne prête, et qu'on ne refuse, qu'aux riches...

C'est qu'une biographie de romancière perd en exactitude, elle le gagne en vérité profonde. Sagan nous fait grâce des complaisances de blanchisserie dont s'encombraient les professionnels, mais elle nous restitue, dans leur charme, les prodigalités de la comédienne, si proches des siennes, telle traversée de Paris ensablée en direction de l'Odéon, ou tel éloges de l'ombre et des odeurs de coulisse, dont l'auteur de l'Exécration saute d'expérience qu'elles sont plus vraies, pour les gens du métier, que la vie. Autres intuitions délicates, dues à des constats voisins : ce que c'est que d'élever un fils, que d'aimer d'amour des êtres trop proches de vous, trop égaux, ou de pourfendre soudain l'injustice, bec et ongles, fût-ce contre ses intérêts.

Il fallait toute la fausse fragilité de Sagan pour comprendre comment Sarah Bernhardt résiste à ses randoes épuisantes à travers les États-Unis, l'Europe et la Russie. Toutes deux sont faites du même métal : elles ne plient que sous les calamités ou l'ennui, seul ennemi juré. Pour le fuir, en amour ou au travail, elles sont prêtes à toutes les bêtises, à toutes les dissolutions. Plutôt un Damiel morphinomane ou un Loti médusé qu'un amant opiniâtre et barbant !

MALGRÉ nous, la curiosité nous reprend : et avec Rostand, y a-t-il eu « quelque chose » ? Non, fait répondre Sagan, alors qu'avec Loti ce serait oui. Qu'importe ! Ce qui compte, c'est l'extravagance de jouer Lorenzaccio, puis l'Algon, à cinquante ans passés, c'est de courir les landes de Belle-Ile, d'y rire follement entre complices, comme Sagan près de Honfleur. D'ailleurs, le hasard a bien fait les choses : Sarah Bernhardt est passée au manoir normand de la romancière du temps, qu'y vivait Lucien Guitry.

Même le comte où la comédienne va sombrer, sa cadette peut en parler sèchement. Elle connaît le noir qui tombe devant les yeux, la fièvre qui s'arrête net. Elle sait que, comme Chilly, on peut mourir en riant aux éclats, le nez dans son assiette, que cela fait partie de cette bonne blague de vie.

On imagine que bien des artistes d'autrefois préféreraient voir leur existence racontée de cette façon, à force de clins d'œil et non de complaisances. Sarah Bernhardt, en tout cas, aurait sûrement aimé.

★ SARAH BERNHARDT, OU LE RIRE INCASSABLE, de Françoise Sagan, Collection « Elle était une fois », R. Laffont, 248 p., 89 F.

Jean Chalon

Florence et Louise
Les Magnifiques

Florence Joy-Jault et Louise de Valleron

« Florence et Louise les Magnifiques vont entrer dans nos légendes modernes. Avec leur faste, avec leur fantaisie, avec leur force d'ensorcellement. »
DOMINIQUE BONA « LE FIGARO LITTÉRAIRE »

« Deux femmes comme on n'en imagine plus ; à faire pâlir pas mal d'héroïnes de roman. »
ARNOULD DE LIEDEKERKE « LE FIGARO MAGAZINE »

« Jean Chalon est un ami qui fait honneur à ses deux amies, disant et écrivant ce qui approche le plus de leur vérité. Qu'il en soit remercié. »
FRANÇOISE XENAKIS « L'EXPRESS PARIS »

Apostrophes
du 2 octobre

Le Rocher

““““

Reste ton livre. C'est une entreprise énorme que tu as menée à son terme comme un grand écrivain. Tu as montré la nuit qui est dans ta tête comme tu as montré celle de Pigalle, mais tu ne l'as pas éclairée. Le livre fermé, je le vois écrit dans une encre très noire, comme en relief, différent des autres livres jusqu'à la typographie. Je crois aussi que le mot « réalisme » ici n'a pas de sens. On se trompe non pas sur ton livre, mais sur le mot. Le réalisme est longtemps apparu comme un militantisme périmé, un suivisme démagogique aussi, un peu l'argot de la pensée de gauche. Dans ton livre, il devient une position rigoureusement personnelle et inimitable, il est à toi, il est de toi. Et tu n'en es pas responsable, il te sort du corps, naturel. On se trouve devant cette certitude, c'est de n'avoir rien compris à rien dans aucun domaine parce qu'on ne s'est pas laissé aller à voir pour le bonheur de le faire, de disposer d'un regard. Tu es un écrivain parce que tu ne sais pas plus qu'avant le livre. Tout ce qu'on peut faire, c'est consigner certaines choses, l'explosion d'une étoile ou les blancs effrayants du néon sur les trottoirs de Barbès, certaines nuits. Ce livre qu'on ne peut pas quitter une fois qu'on l'a commencé, et qui a l'air d'être sur ton histoire, en fait il est sur tous les gens mais un par un dénombrés, sur tous ceux des minorités majeures et sur tous ceux des majorités mineures mais un par un dénombrés.

““““

Marguerite Duras
LibérationD. Belloc
NÉONS

Laetitia Commin
CHAQUE LIVRE EST UNE EXCEPTION

D. Belloc
NÉONS

R

Laetitia Commin

هكذا من الاصل

● CIVILISATION DE L'INDE

Alain Daniélou, le baladin érudit

On fête les quatre-vingts ans de ce voyageur amusé, de ce savant désinvolte qui semble n'avoir payé aucun tribut au temps. Flammarion publie ses chroniques d'un Tour du monde en 1936 et sa traduction d'un chef-d'œuvre de la littérature tamoule : le Scandale de la vertu. A cette occasion, André Velter l'a rencontré.

« **Q**UAND j'entends parler de gens qui sont octogénaires, je me dis : « Oh, mon Dieu, voilà d'affreux vieillards ! » Et Alain Daniélou d'ajouter avec un soupçon de coquetterie : « Pour ce qui me concerne, je n'ai que quatre fois vingt ans... »

Il faut avouer qu'à le voir déplaçable sa silhouette d'adolescent, à l'entendre chanter à capella une mélodie de Tagore en soulignant le rythme d'une main légère, on ne peut que se persuader de l'illusion du temps. Cet homme ignore encore certaines lois de la pesanteur humaine, comme il a toujours su ignorer les contraintes sociales, les rails idéologiques ou les fantasmagories religieuses.

Se vie durant, Alain Daniélou aura été un être dérangeant, un de ceux qu'aucune fonction ne définit, qu'aucun travail ne résume, qu'aucun bilan ne saurait définitivement classer. D'ailleurs, il fut et il reste inclassable. En dépit d'une œuvre immense d'indianiste, de musicologue, de traducteur, il n'ambitionne rien, ne s'attache à rien, ne quémande ni reconnaissance ni sincérité.

Aujourd'hui, il demeure tel qu'en lui-même : singulier, agaçant, charmeur. Dire qu'il ne pense jamais comme personne, c'est assez dire qu'il pense selon son propre esprit, selon son propre cœur — ce qui constitue, dans le climat d'anesthésie ambiante, une féroce originalité. L'idée de révolte, pourtant, lui est étrangère. « Ce que je n'aime pas, confie-t-il d'une voix douce, je ne m'en occupe pas. Par exemple, le monde chrétien de ma jeunesse, pour moi, c'est inexistant. Inutile de vivre par opposition à cela. Tout au plus peut-on s'en divertir... »

Du même ton suave, Alain Daniélou s'amuse des engagements mystiques des Occidentaux en Inde, comme des gourous qui s'entourent de disciples étrangers. Auteur du *Polythéisme hindou* (1), ouvrage de référence incontesté, il avoue : « Mon avantage, c'est que je ne m'étais jamais intéressé à la philosophie indienne ni à la religion hindoue. Je suis arrivé à Bénarès comme si je tombais des nues. Je ne portais aucunement en moi l'idée sentimentale que les gens se font de l'Inde. En découvrant au jour le jour une façon d'être, une façon de concevoir le monde en harmonie avec mes goûts, je me suis mis à étudier le sanskrit, le hindi, la musique. Il n'y a pas eu de décision préconçue, cela s'est fait naturellement, dans le mouvement même de ma présence à Bénarès. Car il ne faut jamais se laisser aller à perdre le contrôle du réel. »

La trame secrète

« Et puis, aussi sérieuse que soit une recherche, on ne doit pas abandonner un certain quant-à-soi, une certaine ironie. Si j'ai pu devenir une sorte de lien entre deux civilisations, je le dois à la diversité de mes intérêts, à ma curiosité, à mes facultés d'émancipation. Pourquoi faudrait-il s'abîmer dans l'ascèse ou donner le spectacle d'une pitié débordante ? La religion des hommes n'a rien à voir avec la réalité divine du monde. Celle-ci est joyeuse et belle, pleine de grâce et de sagesse, elle nous dit qu'il n'est pas nécessaire de dramatiser l'inévitable. »

« Le divin est partout dans un monde qui n'est que mouvement : voici le précepte de base »

de ma philosophie. J'ai en effet un rapport de sympathie avec les choses, les animaux et les hommes. Je suis toujours prêt à accueillir et à aimer, mais sans aucun penchant pour le désespoir : si les objets ou les êtres s'en vont, c'est qu'ils ont voulu me quitter. Alors, je cite mon second précepte : « Profite de ce que les dieux t'abandonnent et n'envie jamais ce qui appartient à d'autres. »

« L'Inde m'a révélé ces paroles qui ont, en moi, une profonde résonance. Mais je ne suis pas de ceux qui, sans cesse, opposent un Orient idyllique à un Occident infernal. Ces deux dénominations sont trop vagues et trop commodes. Il y a tellement d'orientaux et tant d'occidentaux aussi. Sur certains plans, l'unité est plus forte entre le monde méditerranéen et le monde indien, qu'entre, par exemple, l'Inde et le Japon. J'ai évoqué cela dans *Shiva et Dionysos* (2) : la parenté des rites, la similitude des conceptions de la Nature et de l'Eros. »

« Dans l'ignorance où l'on est souvent des origines, on privilégie trop les oppositions apparentes sans chercher la trame secrète. On fragmente trop l'histoire. Je connais des ethnologues qui vont à Sumatra vivre dans les villages et qui recueillent des épées, des légendes. Ils reviennent enthousiasmés, porteurs de chroniques merveilleuses qui correspondent, en fait, à des bribes du Ramayana, mais ça, ils ne le savent pas. Ils se sont occupés de détails sans se douter d'un ensemble plus vaste. »

Attentif aux jeux des civilisations, à la permanence des cultures et des traditions, Alain Daniélou ne se sent guère concerné par le flux des événements. S'il fut au temps de l'indépendance indienne directement engagé dans l'action en tant que conseiller du parti traditionaliste hindou, c'était au nom de la sauvegarde d'un art de vivre le sacré. Aussi, quand il fait référence à un âge d'or, admet-il volontiers que ses critères sont en tous points discutables.

« Le monde est tel qu'il est : essentiellement cruel. Rien ne vit qui pour vivre ne détruise la vie. Si je glorifie certaines époques, c'est du point de vue du développement des arts et de la pensée. D'autres, plus sentimentales que moi, peuvent n'y déceler que barbaries ou injustices. C'est qu'ils ne privilégient pas absolument l'intelligence et la beauté. »

Une sorte d'innocence

Dans le *Chemin du labyrinthe* (3), son livre de souvenir, il avait déjà souligné : « La culture est plus importante que la politique. L'essentiel est qu'elle soit aidée et non point soumise. Les Médicis, les Sforza, les doges, les papes ont pu être des tyrans utilisant les artistes pour construire des palais à leur gloire. Ce qui compte, c'est qu'ils aient soutenu Mantegna et Giotto, Caraccio et Michel-Ange, Botticelli et Le Titien, Bramante et Le Bernini. Qu'importe aujourd'hui leurs fautes, leurs ambitions et leurs intrigues politiques. »

« On peut me reprocher une bonne dose d'inconscience ou, si l'on est gentil, une sorte d'innocence. Je suis en effet passé à travers les révolutions et les guerres sans m'en soucier beaucoup. J'étais attaché à d'autres tâches : comprendre les rites hindous, en recevoir les initiations, sauver et diffuser les musiques traditionnelles le plus souvent ignorées et



Alain Daniélou : « Ne jamais perdre le contrôle du réel ».

méprisées dans leur pays d'origine. Alors que tous les peuples anciennement colonisés subissent actuellement une colonisation culturelle et technique sans précédent, il n'était peut-être pas vain d'aider à la renaissance de leurs expressions artistiques et philosophiques. Mais, pour être franc, j'ai tenu ce rôle sans le vouloir. Je suivais mon instinct, ma fantasia, mon plaisir. »

Alain Daniélou ponctue sa phrase d'un petit rire, comme s'il s'étonnait toujours d'avoir su passer sans hiatus du badinage le plus frivole aux concepts les plus profonds de la philosophie ou de la religion. L'agrément de sa conversation tient d'ailleurs à ce mélange de courtoisie et de surprise, de connaissance et de sereine provocation. En célébrant son ami Nicolas Nabokov, il a sans doute, par mimétisme, trouvé des mots qui justement le désignent, puisque ceux-ci suggèrent « cette légèreté de l'âme que donne une véritable compréhension du sacré ».

Loin de réduire le champ de ses investigations et de ses intérêts, Alain Daniélou multiplie publica-

tions et inventions. Il traduit les thèmes d'improvisation des principaux ragas de la musique hindoustanie, avec leurs notations musicales (4), il participe à la réalisation d'un nouvel instrument capable de mélanger 52 intervalles dans l'octave, il achève un *Traité de musicologie comparée* (5)...

Aussi ne peut-il que conclure : « Je m'intéresse toujours à beaucoup trop de choses, je travaille beaucoup trop. Et puis, j'adore la vie, les gens, le monde, les animaux, les arbres... Que peut-on faire d'autre ? »

ANDRÉ VELTER.

- (1) Editions Buche-Chanel.
- (2) Editions Fayard.
- (3) Editions Robert-Laffont.
- (4) *Dhrupad*, édition Nulle Part, diff. Distique.
- (5) A paraître chez Hermann.

« Sous le titre LITTÉRATURES DE L'INDE, Frederica Boschetti et Annie Montant viennent de publier une anthologie de nouvelles contemporaines écrites dans les diverses langues indiennes. (Ed. Sud. Distribution Distique, 264 p., 130 F.) »

Satyajit Ray et la magie du réel

CINÉASTE de génie — le mot ne paraît nullement exagéré pour désigner l'auteur du *Salon de musique* —, Satyajit Ray est aussi musicien, dessinateur, conteur de grand talent. Ce dernier don ne devait, pourtant, se révéler à lui que tardivement, comme un héritage insoupçonné.

Décidant en 1961 de ressusciter *Sandesh*, la publication mensuelle de langue bengalie fondée par son grand-père, puis dirigée par son père, il se prit au jeu éditorial. Il avait alors quarante ans. Le cadre de la revue suggérait des écrits brefs : aussi, maîtrisant la contrainte, il se mit à composer des centaines de nouvelles. C'est de ce gisement que viennent d'être extraits onze petits voyages, onze récits traduits en français qui donnent la mesure de l'écrivain Satyajit Ray.

S'il faut lui trouver des devanciers, on peut chercher du côté de Rider Haggard et de Kipling

des histoires fantastiques, mais les références ne sont guère nécessaires : il y a dans ses pages un art spontané, une grâce très personnelle. L'extrême attention, le respect, l'amour qu'il porte aux hommes, aux animaux et aux choses abolissent les frontières trop vives, les contours trop tranchés. Le songe devient une activité de plein jour, la lucidité un aurore de la nuit.

Rien à voir avec un merveilleux factice, l'étrange naît d'une cristallisation soudaine du mouvement banal des existences. La surprise naît du réel et de son potentiel de magie. La raison ne semble jamais tournée en dérision, c'est l'espace qui lui est habituellement concédé qui gagne en amplitude, merveilleusement. Ainsi, les licornes existent-elles vraiment ? « Oui et non », répond un vieil ermite tibétain. Et, en effet, au terme d'une expédition qui emprunte

tous les détours d'une aventure initiatique, les héros du récit aperçoivent bien, au cœur d'une oasis imprévue, ces animaux mythiques. Mais alors qu'ils s'efforcent de ce cercle enchanté, les licornes rejoignent l'invisible.

Il y aurait donc au monde des lieux capables d'aimer les fables et de les matérialiser. L'illusion pourrait être une réalité. « Mon idée, note le narrateur, est que si un nombre important de gens croient sur une grande période de temps à une créature imaginaire, la pure force de cette croyance est capable d'amener cette créature à la vie avec toutes les caractéristiques que lui a attribuées l'imagination des hommes. »

★ LA NUIT DE L'INDIGO, de Satyajit Ray, traduit de l'anglais par Eric Chédaille, Presses de la Renaissance, 200 p., 85 F.

« Le tour du monde » et « le scandale de la vertu »

NEW-YORK est, après la chapelle Sixtine, l'endroit rêvé pour les torticolis. Le ton est donné : le Tour du monde en 1936, d'Alain Daniélou, s'apparente à un journal de voyage débridé où un art certain de la caricature se mêle à beaucoup d'humour, où des visées pertinentes et des jugements courageux recèlent, çà et là, quelques bourdes.

Les passages les plus torques tiennent à l'acuité du regard et à l'insouciance indépendante d'esprit de l'auteur. Ainsi, le portrait de Washington, capitale politique des Etats-Unis : « Tout ce que les deux derniers siècles ont pu produire dans le style faux grec est ici reproduit à une échelle énorme. On y retrouve le British Museum et les palais bourgeois des Habsbourg, et devant chaque monument un guide s'empresse de vous expliquer pourquoi l'architecture en est plus parfaite que celle du Parthénon. (...) Seuls des diplomates se promènent dans les immenses avenues. On croirait, après une terrible guerre où tous les soldats seraient morts, se trouver dans une ville peuplée seulement de géniaux. »

En contrepoint, la visite dans les réserves d'Indiens est admirable de sensibilité et d'indignation. Des touristes emplumés exécutent ce qu'ils croient être une danse indienne : « Le public trouve ça très bien et applaudit aux effets de croupe. Du moins la pubé des premiers rangs car le haut des gradins est rempli d'une foule silencieuse d'hommes petits, aux chemises brillantes et aux sourcils froncés, et de femmes énormes, couvertes d'enfants : les Indiens, les vrais. Sans un mot, ils contemplent cette dernière défile : le vainqueur couvert de leurs dépouilles et imitant burlesque-

ment les danses qu'ils dansaient pour les dieux. »

Tout au long du périple, en Amérique, au Japon, en Chine, en Inde, Daniélou stigmatise les comportements coloniaux et les ravages culturels du colonialisme avec une ironie distante d'une redoutable efficacité. Puis, au hasard d'une anecdote de croisière, sa plume redevient gentiment provocatrice : « Il y a un bel costume « Temps de Crise », où l'on s'efforce d'avoir l'air en chômage. »

Restent que ces chroniques enjouées et acérées furent imprimées dans *Je suis partout*, un hebdomadaire inféquentable. Pierre Gaxotte n'avait demandé un carnet de route, dit Alain Daniélou, je n'avais aucune idée du journal qui devait les publier. Je crois d'ailleurs qu'en 1936, il n'avait pas une réputation aussi épouvantable que par la suite, mais je n'en jurerai pas, je ne l'ai jamais lu... Avec tout autre que Daniélou, on pourrait douter d'une telle indifférence candide. Après un tour du monde désinvolte, son excès de désinvolture lui a joué un vilain tour.

Excès

de désinvolture

La traduction du *Manimékhalai*, l'un des chefs-d'œuvre de la littérature tamoule, complète la contribution déterminante d'Alain Daniélou à la connaissance de l'Inde ancienne. Ce texte du deuxième siècle se révèle, en effet, un document unique sur l'art de vivre et de penser sous la dynastie des Chola, dynastie qui régnait alors sur les régions de Kanchipuram et de Madurai.

Mais, s'il constitue une source d'informations pour les chercheurs et les spécialistes, le *Manimékhalai*, apparaît avant

tout comme un récit plein de fraîcheur, de séduction, de passion et d'intelligence. Avec lui, les discours philosophiques prennent de l'aisance, les doctrines défilent légèrement leurs messages, les institutions se découvrent au gré des intrigues. C'est que, à cette époque, les poètes — dont faisait partie Shettan, l'auteur de ce *Scandale de la vertu* — jouaient un rôle éminent dans la cité. Ils étaient les interprètes du savoir et de la tradition, leur poésie servait d'instrument à la connaissance. Le champ religieux, scientifique, technique, culturel était aussi un champ.

Découvrant une ville, Manimékhalai parcourt les rues, décrit les édifices, nomme les artisans. Elle recense les splendeurs en tous lieux : chez un prince, chez un tisserand. « Il y avait un quartier où vivaient les conducteurs d'éléphants qui apprivoisaient les animaux récemment capturés et savent les domestiquer avec adresse, et aussi un quartier des cavaliers qui apprennent aux chevaux, ornés de colliers d'or, à marcher l'amble. »

Pour qui connaît la douceur, la ferveur, le haut degré de civilisation du pays tamoul, ce livre semble une merveilleuse déambulation dans les bazars et les palais, les temples et les villages : un récit de jeunesse. Il vient d'un temps lointain, mais le souffle qui l'habite, la beauté qui l'anime, surgissent par éclairs imprévus, au présent.

A. V.

★ LE TOUR DU MONDE EN 1936, d'Alain Daniélou, Flammarion, 190 p., 69 F.
★ MANIMEKHALAI ou LE SCANDALE DE LA VERTU, du prince-mercenaire Shettan, traduit de tamoul par Alain Daniélou avec la collaboration de T.V. Gopala Iyer, Flammarion, 270 p., 89 F.

n° 14
EN KIOSQUES

Rien de plus indispensable aujourd'hui que LETTRE INTERNATIONALE, une des créations les plus intéressantes, et pas la moins risquée dans l'univers des revues. Son horizon intellectuel, c'est d'emblée l'Europe, une Europe ouverte sur le monde. La table d'auteurs largement cosmopolite ressemble à un festival.

LIBERATION

Le n° 35 F
abonnements 120 F
étranger 170 F.

14-16, rue des Petits-Hôtels,
75010 Paris,
Tél. (1) 42.78.68.43 — FRANCE

LETTRE
INTERNATIONALELES IDÉES
ET
LEURS TEMPS

J.D. Colombari F. Cressa F. Fortini E. Fried
P. Hamon L. Kolokolovskii A. Porta J. Ramonada
E. Sangiorgi R. Schaefer F. Torres
J.D. Williamson

DES GRANDES MALADIES

C. Brooke-Rose
B. Debrun T. Del E. Koloszycki
W. Lashberry H. Michaux A. Miedzyrzecski
R.M. Rilla L. Singarelli S. Sontag H. Węgrzynski
I. Tsubokawa H. Tsubota C. Vallejo
W. Wyszynski S. Wyszynski

ÉCONOMIQUEMENT PARLANT

B. Baab A. Gauron F. Hébert Inoué
J.C. Lambert S. Koop

SUJETS ROUMAINS

M. Dincoz N. Manca M. Sorrescu S. Stojanov
H. Aden J. Mamleiev T. Tudorov

● LA PHILOSOPHIE par Roger-Pol Droit

Descartes selon Glucksmann

AUJOURD'HUI, comment être philosophe sans faire semblant ? Comment penser auprès des fosses communes où le siècle a enfoui, pêle-mêle, ses idéaux et ses délices avec les millions de cadavres qu'ils ont occasionnés ? Comment y voir clair dans ce monde où le génocide nazi, le goulag, la faim des enfants, le menaçant d'apocalypse imminente... jettent une nuit à longue portée ? Peut-on, comme si rien n'était, replâtrer le ciel des idées, repauper les paradis à venir, esquiver encore des lendemains où chanteraient l'amour et l'humanité nouvelle ? Ne suffit-il pas de regarder un journal télévisé pour apprendre, en toute banalité, que les bonnes intentions engendrent de mauvaises actions, les libertés rêvées, des tyrannies effectives, et l'amour de Dieu, de très quotidiens massacres ?

La réflexion d'André Glucksmann tourne obstinément autour de ces questions, de livre en livre, depuis une douzaine d'années. Avec une gouaille savante, avec une réflexion souvent acérée, parfois brouillonne, il persiste à « découvrir l'euphorie ambiante », à se vouloir « sage philosophe », à clamer : « Il y a du mal et Auschwitz fut » — donc « le camp d'extermination est possible pour toujours ».

Dans ce crépuscule, nous ne sommes pas, malgré tout, entièrement démunis. Inutile de nous rassurer pour quelque bien commun : il se cache le pire. Mais il reste à nous unir, toutes divergences gardées, contre un mal que nous refusons. Ne plus ouvrir de paradis, mais tenter de clore les enfers. Ne plus fonder la société des amis du bien, mais essayer encore celle des ennemis du crime. Union négative, qui laisse à chacun le souci de son bonheur et la conduite de ses plaisirs. Union qui consiste simplement que, en dépit de nos désirs dissimulés, de nos particularités irréductibles, il demeure possible de discerner, et de combattre, un même mal. Union minimale, dissuasive plutôt que prescriptive — mais efficace : voyez Médecine sans frontières, Amnesty International, ou SOS-Racisme.

Cette position est déjà connue. Elle sous-tend les précédents livres d'André Glucksmann. Son dernier ouvrage la précise et l'affine, en marquant notamment ce qui la sépare du nihilisme. Celui-ci affirme qu'il n'y a plus de bien et en déduit qu'il n'y a plus de mal, que tout se vaut, qu'erreur et vérité s'équivalent. Contre ce nivellement, qui ouvre la porte aux catastrophes, Glucksmann soutient que, même sans bien ni vérité suprêmes, admettant le mal, l'erreur et le faux.

En elles-mêmes, ces thèses peuvent faire problème. Il paraît plus étonnant de vouloir les attribuer à Descartes. L'homme du *Discours de la méthode*, fondateur d'un humanisme négatif ? La philosophie des *Méditations métaphysiques*, dernier recours pour penser après Auschwitz ? Au premier regard, on croit au court-circuit. En regardant le câblage, ça ne manque pas d'astuce.

Descartes, c'est le doute radical, dévastateur, impossible à contenir. Il agence une machine qui n'épargne rien, qui ôte à la pensée tout appui dans le sensible comme dans l'intelligible. Ciel et terre tombent dans l'incertain. Définitivement, selon André Glucksmann, Car il ne faudrait pas, d'après lui, réduire, comme on l'a fait souvent, le doute cartésien à quelque mise en scène passagère, et par là même factice. « Le doute ne se jette pas après usage » : il per-

sisterait à miner toute vérité, à pousser les sapes de l'ironie jusqu'au cœur du bon sens, de la science et de l'existence du monde... On irait trop vite en besogne en se contentant d'une immédiate certitude du *cogito*. « Je pense, je suis » ne constate pas un fait tout benoîtement donné. C'est au contraire l'issue d'un affrontement avec le pire, avec la possibilité du néant et de la toute-puissance de l'erreur, incarnée par le « malin génie ».

Ainsi conçue, la démarche cartésienne accorderait la primauté au négatif. Elle se garde continuellement du faux, auquel toute pensée est originellement exposée, plutôt que de s'installer d'emblée dans la positivité du vrai. C'est pourquoi la clarté de l'idée ne saurait suffire à se préserver de l'erreur. « Que l'imagine une Chèvre ou une Chimère », écrit Descartes dans la troisième des *Méditations*, « il n'est pas moins vrai que l'imagine l'une que l'autre ». Ca qui m'apparaît le plus clairement peut donc encore être trompeur, si je ne le soumets pas à l'exigence d'une discrimination. Il faudra distinguer, dans les idées claires, les- quelles sont confuses et lesquelles distinctes. Par ce rappel, Glucksmann montre qu'on ne peut réduire l'apport cartésien à



l'évidence de ce qui m'apparaît. En elle-même, la conscience n'est pas source de certitude, contrairement à la lecture que la phénoménologie a menée de Descartes.

En un sens, Descartes aurait été plus exigeant que Husserl. Celui-ci se borne à mettre entre parenthèses le monde de l'attitude naturelle. L'aventurier solitaire de La Haye s'en serait pris au monde lui-même. Il aurait mis en doute cette assurance fondamentale que nous croyons avoir d'un univers réel. Il aurait déstabilisé le cosmos, ruinant par avance l'entreprise de ceux qui, après lui, tenteront de repêcher le monde, de Spinoza à Merleau-Ponty et au-delà, en passant par Hegel ou Nietzsche.

Ayant tout plongé dans la nuit de l'incertain sans avoir pour autant renoncé à traquer l'illusion et la tromperie, ce Descartes est un Socrate pour temps modernes. Maître d'erreur et non de vérité, il nous serait un guide plus sûr, dans nos désarrois, que de plus récents maîtres penseurs. Mais pourquoi Glucksmann proclame-t-il que « Descartes, c'est la France » ? — titre mal venu et racoleur, soit dit en passant.

Serait-ce que les Français sont « cartésiens » ? Poncef vide de sens. Serait-ce que

chaque génération a célébré le héros en le réinventant à sa guise ? Fragile mythologie. Reste à savoir ce qu'est la France : pour Glucksmann, c'est, en gros, la part du doute en Europe. Ni territoire ni esprit d'un peuple, ce serait une « stratégie spirituelle », ayant passé depuis la Renaissance entre Rome et Luther, empêchant nos révolutions de devenir achevées et totalitaires, engendrant la critique méthodique des impérialismes religieux et politiques. Ce serait « ce qui demeure en cas de malheur » — voyez de Gaulle.

C'est là qu'une esquisse grossière des lignes de force d'un livre dense, complexe, parfois aride, oscillant de l'extrême subtilité à des simplifications non moins extrêmes. Il ne manquera pas de décevoir les uns, d'éblouir les autres — qui seront souvent les mêmes. Il bouscule, en tout cas, d'abord par son style, où de belles formules côtoient de discutables métaphores : le cardinal de Bérulle et Descartes « n'émittent pas sur la même longueur d'onde ». Descartes « exerce une pression déflationniste sur le marché des révélations », etc.

Il dérange, surtout, par son projet même : convoquer l'âge classique au chevet de notre avenir perdu, poser à un tricentenaire des questions qui ne sont pas les siennes, jouer à contre-temps l'esprit d'une philosophie contre sa lettre. Cela ne va pas sans risques ni sans quelques coups de force.

Des historiens scrupuleux trouveraient que le philosophe a pris trop par trop à son aise avec nombre de thèses majeures du cartésianisme — par exemple le statut de la vérité intrinsèque, les idées innées, l'existence de Dieu et ses diverses preuves, ou la certitude de la connaissance scientifique. Mais ce n'est peut-être pas l'essentiel.

Car, même si l'on demeure réservé envers les thèses propres de Glucksmann, et sceptique sur la vision d'un Descartes à son idée, sa lecture est stimulante, dans la mesure même où elle déroute — comme les mises en scène où Molière se retrouve en Jean de Blou ou de cuir. Mais il ne s'agit pas de théâtre. Et si vraiment aujourd'hui on se contentait d'entretenir des tombes — celles des grands hommes, celles des victimes, et les nôtres qui attendent... — c'est là qu'on ferait semblant d'être philosophe.

★ **DESCARTES, C'EST LA FRANCE**, d'André Glucksmann. Flammarion, 298 p., 95 F. (En librairie le 5 octobre.)

● **A signaler également** — Parmi les ouvrages récents consacrés à Descartes, il faut noter l'édition de deux textes peu connus du philosophe : un *Abrégé de métaphysique*, ouvrage de jeunesse édité par Frédéric de Bazon, et un *manuscrit des éléments des solides*, édité par Pierre Costabel (Presses universitaires de France, coll. « Épiméthée », respectivement 160 p., 140 F., et 124 p., 120 F.).

La *Revue de métaphysique et de morale* a consacré un numéro spécial aux interprétations de Descartes au sein de la phénoménologie. Ed. Armand Colin, janvier-mars 1987, 144 p., 65 F.

Le 350^e anniversaire du *Discours de la méthode* (1637) donnera lieu à de nouvelles journées d'études internationales, du 22 au 29 novembre, à la Bibliothèque nationale à Luxembourg (37, boulevard F.D.-Roosevelt, L-2450, Luxembourg).

Le penseur du poêle et le séducteur impie

Marcel Spada rapproche Descartes et Don Juan pour leur ôter leur masque.

VOICI, de Marcel Spada, au sens musical du terme, une « fantaisie » baroque qui dégage un charme extrême : *Descartes et Don Juan*. Le rapprochement de ces noms est une fort belle invention. Ne figurent-ils pas, dans l'ordre de la pensée et de l'imaginaire, deux de ces aventuriers de la liberté de l'esprit qui traversent le Grand Siècle en l'inquiétant quelque peu ? Ces stimulateurs sont peut-être aussi des simulateurs. Les masques dont ils s'affublent, l'auteur les scrute gaiement et, sans parvenir à tout coup à les arracher, en rend plus ou moins raison, à l'issue d'un double duel.

En apparence, rien de plus contraire que ces hommes, l'un tout de raison, l'autre tout de passion, encore qu'ils mettent en œuvre l'un et l'autre une volonté dont le « généreux » cornélien donne au théâtre la meilleure idée. En fait, Spada leur prête à chacun le secret qu'il s'emploie, fasciné, à dévoiler.

Pour Descartes, ce qui étonne, c'est que l'individu qui découvre la méthode universelle pour la recherche de la vérité concilie dévotion et pensée. Spada lève la contradiction : « Descartes n'était pas plus cartésien que Marx marxiste ou Freud freudien ». Il y a de l'illumination mystique dans la délivrance du *Cogito*. Le verbe s'incarne en rationalité. Voilà Descartes proclamé « concurrent du créateur ». A l'époque, on brûle pour moins que cela. Cet homme qui « éblouit par un excès de clarté » se rend maître du monde en réglant une intelligence propre à s'égarer dans les ratiocinations théologiques aussi bien qu'hérétiques. Il rejoint l'universel dans cette lumière qui rayonne à travers « Nerval et Mallarmé aussi bien que La Fontaine et Racine ».

Le principe de Don Juan, c'est la foudre : il foudroie les femmes, jusqu'au moment où « la volonté du feu » marque dans sa chair le « séducteur masqué ». Tout

comme il a reconstruit Descartes, Spada réinvente l'itinéraire de l'homme à la main brûlée, cette main qui « a touché le diable ». Un gant dissimule l'organe puni. L'image devient le symbole d'un échec du grand seigneur moins méchant homme que chez Molière.

Cet échec est celui du chasseur frénétique, du « pontife intolérant d'un culte universel » : s'il en a possédé mille et trois et même un peu plus, il a pourtant manqué « la beauté invisible qui affleure et s'épanouit sur un visage illuminé par la gratitude ». Le jour où il ôte son gant, Don Juan se met à nu, mais trop tard, mangé qu'il est par son fantôme.

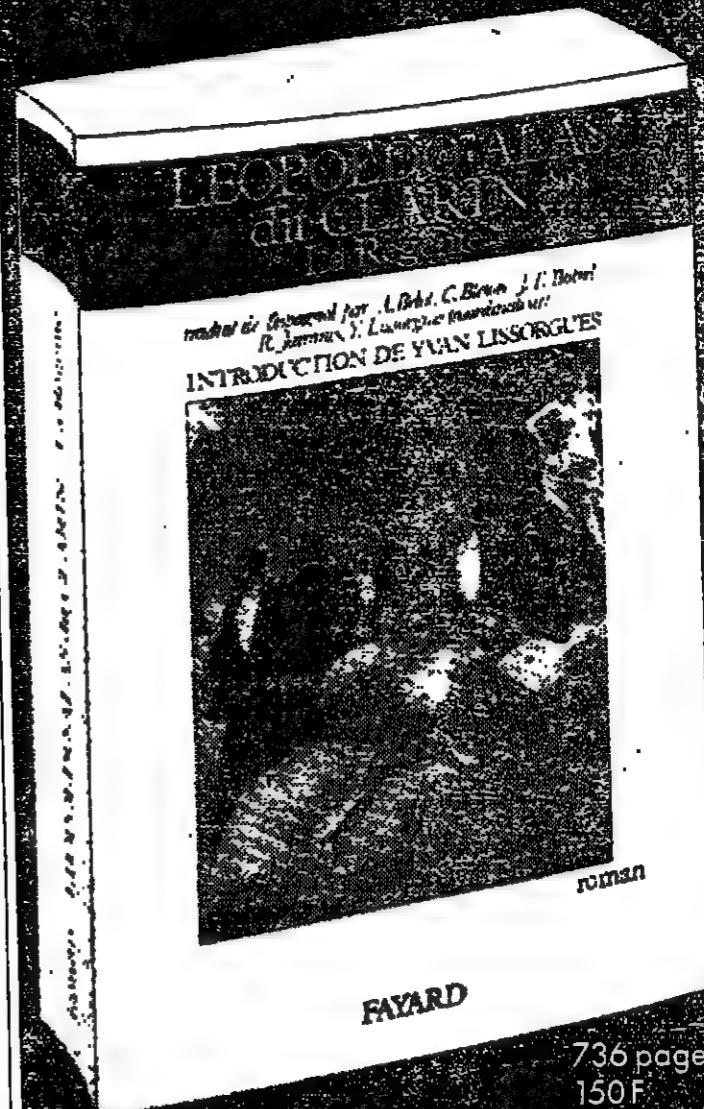
Le penseur du poêle meurt par le gel. Le séducteur des femmes succombe à l'arythmie cardiaque. L'humour et le savoir de Marcel Spada leur donnent une nouvelle chance.

★ **DESCARTES ET DON JUAN**, de Marcel Spada. Ed. Fata Morgana, 75 p., 57 F.

UN IMMENSE ROMAN DE LA VIE INTÉRIEURE

Enfin traduit en français, La Régente de "Clarín", un "classique espagnol" qui provoqua à la fin du siècle dernier le même scandale que Madame Bovary.

Pierre Lepape
Le Monde



Ce "livre saturé d'érotisme, d'outrages aux mœurs chrétiennes et d'allusions injurieuses pour de très respectables personnes" (tel est le "compte rendu" dispensé par l'évêque d'Oviedo dans sa lettre pastorale du 25 avril 1885) est désormais considéré comme le plus grand roman — et peut-être l'unique grand roman, disent certains — de la littérature espagnole moderne. Il a stupéfait les contemporains de "Clarín" par sa hardiesse et sa modernité, il stupéfie les Européens qui découvrent seulement son existence.

Bernard Cohen
Libération

Chef-d'œuvre de la littérature espagnole du XIX^e siècle.

Line Karoubi
Le Matin

FAYARD

JEUNE PUBLIC MAGAZINE
N° 30 SEPTEMBRE/NOVEMBRE 1987
SPECTACLE VIVANT : CHAILLOT STRASSBOURG, LE PROGRAMME DES PROGRAMMES • LES PETITS CINQUES • CANAL 1 DÉCORTIQUÉ • CARREFOUR MÉNAS JEUNESSE A MONT • GRANDE RECRE A LA GAITÉ-LYRIQUE • LE MANIFESTE DE L'ANNAT • CHAMBRON : OPÉRA POUR ENFANTS • ÉCOLE : LES PROJETS D'ACTION ÉDUCATIVE • ETC.
UNabonnement sur abonnement 4 NUMÉROS : 120 F.
ADRESSE : 1801, rue de Belleville 75019 PARIS (9) 7522 21 83

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 PARIS
Tél : 48 06 84 01

هكذا من الاجل

● LETTRES BRITANNIQUES

L'an 2000
de Julian Barnes

Après la merveille d'intelligence et d'humour du *Perruquier de Flaubert* (Stock) avec lequel il inventait un genre — celui de la biographie tremblée, conduite au gré de l'humour romanesque, — Julian Barnes retrace ici, d'une manière plus conventionnelle, la vie d'une femme : Jean. Il privilégie les incidents qui l'ont façonnée : ils ne suffisent pas à engendrer un destin.

L'enfance, d'abord, avec l'amitié de l'oncle Leslie, qui débute l'héroïne par ses tours de magie et l'entraîne souvent vers le « bon vieux vert paradis » du terrain de golf, en lui apprenant à hurler vers le ciel pour le braver hardiment et le mettre au défi de répondre à cette provocation. L'arrivée, ensuite, du pilote de guerre Thomas Prosser, qui explique à Jean comment, en volant très haut, loin au-dessus de sa peur, on parvient à regarder le soleil en face : on se protège le visage de la main, on écarte les doigts très doucement avant de jeter un coup d'œil au travail.

Mère

d'un vieil homme

Jean, elle, tarde à affronter la vie. Elle préfère garder les yeux baissés, dans une modestie effarée. Michael, qu'elle épouse, s'en moque : « Elle était timide, confiante, et tellement candide qu'on avait envie de lui en faire la reproche », dit-il. Puis viennent le désenchantement, la lassitude des soirs où l'on regarde de biais celui que l'on croyait aimer, et le « lent effacement du plaisir ». Pourtant, se rendant compte que « le tempérament ne saurait être fixé une fois pour toutes » et désireuse de mener une vie plus « difficile », l'héroïne décide de quitter son village avec le fils qui vient de naître. Après des années arides, elle entreprendra, à cinquante-cinq ans, une série de voyages à travers le monde. La Chine, surtout, l'impressionne. Mais le mur aux échos du temple du Ciel et la moiteur d'une chem-

bre morte de Nan-King la renvoient à sa solitude.

Une solitude éternelle, et non pas amère, d'éternelle enfant qui continue à rechercher des réponses aux anciennes questions de l'oncle Leslie : « Pourquoi les visions s'accrochent-elles si farouchement à l'existence ? » A peine s'aperçoit-elle de l'arrivée de la vieillesse : elle se contente de mettre une paire de gants plutôt que d'avoir à regarder ses mains ridées. Elle s'efface peu à peu derrière son fils Gregory, dont elle accepte, comme « une pille complaisante », qu'il passe l'essentiel des journées à ses côtés.

Il y avait là un très beau thème : celui d'une femme qui, au-delà de l'âge, s'aperçoit qu'elle est devenue la mère d'un vieil homme. Au lieu de l'approfondir, Julian Barnes dérape vers une anticipation peu convaincante.

Dans l'univers informatisé de l'an 2000, où règne l'OFU — qui dénie l'universalité des connaissances, — Gregory interroge sa branche spécialisée : la VA, c'est-à-dire la Vérité absolue, en espérant qu'elle lui apportera les solutions adéquates aux « grands » problèmes de l'existence : Dieu, le mal, le suicide...

Le roman dérive vers une involontaire parodie de traité scientifique où se confondent mysticisme et technicité. On regrette que Barnes ait donné à son livre un sens faussement moderniste, l'encombrant d'une pédagogie qui ruine la fantaisie charmante du début.

JEAN-NOËL PANORAZI.

★ **LE SOLEIL EN FACE**, de Julian Barnes. Traduit de l'anglais par Raymond Las Vergas. Stock, 258 p., 85 F.

● **Signalons aussi la réédition du roman de James Hogg (1770-1835) : *Confession de pécheur justifié*. La collection « L'impressionnisme », chez Gallimard, a repris ce récit avec l'avant-propos que lui avait consacré André Gide. Traduction de Dominique Aury.**

« J'ai la tête comme un pudding »

Le tome VI du *Journal* de Virginia Woolf : l'angoisse des années 30

« **ÉCRIRE**, c'est le désespoir même », disait Virginia Woolf, mais elle y consacra sa vie. Voyages, rencontres, amours, impressions fugitives, angoisses incurables : parallèlement à la vingtaine de romans, nouvelles, essais et comédies, les vingt-six cahiers du *Journal intime* (commencé en 1915 pour s'arrêter en 1941, quatre jours avant sa mort), nous livrent la récolte quotidienne dont l'unique raison d'être est de « fournir matière à l'art ». Sinon, à quoi bon vivre ?

Quand l'inspiration n'y trouvait pas son compte ou quand la fatigue, la migraine brouillaient les cartes, l'auteur s'exaspérait : « J'ai la tête comme un pudding... Et toute cette semaine, il va encore falloir que je parle, alors que c'est dans ma chambre que je suis le plus heureux. »

Pourtant, elle attirait les esprits les plus brillants de son temps : T.S. Eliot, Aldous Huxley, Elizabeth Bowen, Charles Morgan, etc. des interlocuteurs dignes d'elle, qu'elle « croquait » ensuite sur ses carnets d'un coup de plume parfois féroce, toujours lucide.

Plus anglaise
que nature

« **Aucun écrivain créateur ne peut en avaler un autre s'il est son contemporain** », reconnaissait-elle. Si elle sacrifiait tant de soirées à des cocktails et des réceptions, c'était sans doute parce qu'elle n'avait jamais réussi à se délasser de son côté « dame du monde », alors qu'elle se flattait à juste titre d'« avoir, en état de légitime défense, tué la fée du foyer ».

Elle explorait ce « crime » par de savoureux défilés domestiques avec Mabel, la cuisinière, surnommée « la Vache », « qui use ses valons d'un seul côté, porte des bas noirs, brûle les toasts et exige d'être traitée en femme de cham-



Virginia Woolf, par Clotilde Frouin.

bre ». Dès 1934, sur l'insistance de Leonard, l'époux modèle, Virginia décide de donner congé à « la Vache ». Mais en 1936, celle-ci pleure toujours sur ses fourneaux, Monsieur se montre si dur avec elle ! Pourquoi ? Virginia s'interroge : « Cela tient au fait qu'il n'est pas bien né, d'où un malaise en présence des classes inférieures avec lesquelles il n'est jamais cordial », explique-t-elle.

Accusera-t-on Virginia de snobisme ? Ce serait injuste. Ni les

titres ni la fortune ne l'épaulent. Ses sympathies la poussent à gauche. Mais, née (en 1882) sous le règne de Victoria et plus anglaise que nature, elle concilie une farouche indépendance avec une fidélité attendrie aux traditions. Et, comme les clientes de son épicerie, elle condamne sévèrement Édouard VIII qui renonce au trône pour épouser M^{me} Simpson.

Les valeurs changent, s'étiolent. D'où viendra la relève à l'heure où « ce chien entré de Hitler s'apprête à donner forme à

la gelée brune qui l'entoure » ? « Et nous n'avons pour nous guider que des petits élèves de public school », soupire-t-elle. Un bref séjour en Allemagne nazie la convainc que le pire approche et que nul ne s'y prépare.

Que faire ? Virginia se réfugie dans les *Années*, ce roman-fléuve qui l'absorbera durant trois ans. Page à page, le sixième tome du *Journal* nous confie ses doutes, sa lassitude, son épuisement. Et lorsqu'elle se résout à soumettre les épreuves à son mari, c'est « pour lui dire de les brûler sans les lire ». Le soir même, miracle, « Leonard a déclaré qu'il trouvait ce livre extraordinairement bon, aussi bon que les précédents... Le dernier feuillet posté, il ne pouvait plus parler, il était en larmes ».

Pour un auteur, quelle plus belle récompense ? Et, pour les innombrables « fans » de Virginia Woolf, quel bonheur de la voir à l'œuvre, au service de son implacable génie, aspirant parfois à s'en libérer ! En vain. Une parité de boules, le carrosse d'un chat, le vol d'un martin-pêcheur : avec elle, tout est, tout devient littérature...

GABRIELLE ROLIN.

★ **JOURNAL DE VIRGINIA WOOLF**, tome VI, traduit et annoté par Clotilde Frouin. Stock, 343 p., 120 F.

● **Dans leur collection de poche « Qui êtes-vous ? »** les éditions La Manufacture publient le *Journal de Virginia Woolf* de Philip Rose, traduit de l'anglais par Dorian de Cherville (240 p., 40 F.).

● **Deux récits de Lou Deighton, parus en France il y a une vingtaine d'années, sont republiés dans la collection « Domestique étranger »** en 10/18 : *Mes souvenirs à Berlin*, traduit de l'anglais par Jean Capet et *Neige sous l'anneau*, traduit par Lucien Cuvier.

Dans la même collection, un roman d'espionnage de Graham Greene paru en 1978 : *Le Facteur anonyme*, traduit par Georges Belmont et Hortense Chabrier.

Les anges diaboliques de Ruth Rendell

Une manière anglaise très tranquille, mais quelle imagination, quel coup de patte !

RUTH RENDELL est une femme charmante. Vraiment très charmante. Elle a ce qu'il faut de distinction, connaît la littérature anglaise sur le bout des doigts et on l'imagine volontiers se coucher tôt tous les soirs, c'est excellent pour la santé. En somme, une Anglaise fort tranquille, au crépuscule de la vieillesse.

Depuis de nombreuses années déjà, Miss Ruth écrit des romans policiers. Un exercice reposant qui vous permet toujours de tracter la moitié du genre humain à moindre frais. Unique problème : celui du renouvellement. Impossible d'assassiner deux fois la même victime. Le public en veut pour son hémoglobine. De ce côté-là, Ruth Rendell en connaît un rayon. Au point de faire paraître Agatha Christie comme une pâle créature, un genre de romancière en voie de développement.

Miss Rendell ignore ces problèmes-là : chacun de ses livres (et surtout les derniers parus en français : *Un enfant pour un autre* et *Vera va mourir*, chez Calmann-Lévy), se veut une superbe mécanique, avec juste ce qu'il faut de romages grippés et tordus pour vous donner le frisson. Avec *L'Homme à la tortue*, elle franchit encore un nouveau degré. C'en est au point que l'on finit par se demander : mais où va-t-elle chercher tout cela ? Quelle imagination ! Et quel coup de patte ! Voilà enfin, et c'est rare par les temps qui courent, un auteur qui vous en donne pour votre argent.

Le personnage principal du récit, c'est le spécimen le plus exécrable de la création humaine : un



Ruth Rendell, une Anglaise fort tranquille.

voleur. Lors d'un affrontement avec la police, l'homme, un dénommé Victor, blesse grièvement le détective qui tente de le raisonner. Dix ans plus tard, Victor sort de prison. Seul, désespéré, il se cloître, comme pour mieux reconstruire un nouvel univers carcéral.

Par hasard (un hasard qu'il provoque), il finit par rencontrer le représentant des forces de l'ordre, dont il a bria la vie et la carrière. Celui-ci vit dans un fauteuil roulant. A ses côtés, une jolie femme, dévouée, aimante. Le face-à-face du bourreau et de la victime va-t-il déboucher sur un bain de sang ? Ah, suspense ! Un

suspense d'autant plus fort que Ruth Rendell mène son lecteur sur un chemin semé de pièges et d'embûches.

Fine mouche, la romancière anglaise semble prendre un cruel plaisir à repousser le dernier instant. Mais elle n'est pas seulement une tacticienne. Elle sait aussi traverser ses personnages, déchirer leurs masques d'anges diaboliques. Ruth Rendell, à l'évidence, n'aime pas les crapules. Comment lui en vouloir. C'est moral, non ?

BERNARD GENÈS.

★ **L'HOMME À LA TORTUE**, de Ruth Rendell. Traduit de l'anglais par Michel Courtois-Fourcy. Calmann-Lévy, 300 p., 89 F.

"Trop de romans, pas de création, que lire ?" (refrain connu)

DES LIBRAIRES DE L'ŒIL DE LA LETTRE
LISENT, AIMENT, CONSEILLENT. PARMI
LES PARUTIONS DE SEPTEMBRE, ILS VOUS
INVITENT À PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR...L'œil
de la lettreChronique
d'un siècle qui s'enfuit

Marco Lodoli

Roman. Traduit de l'italien par Michel Cheval

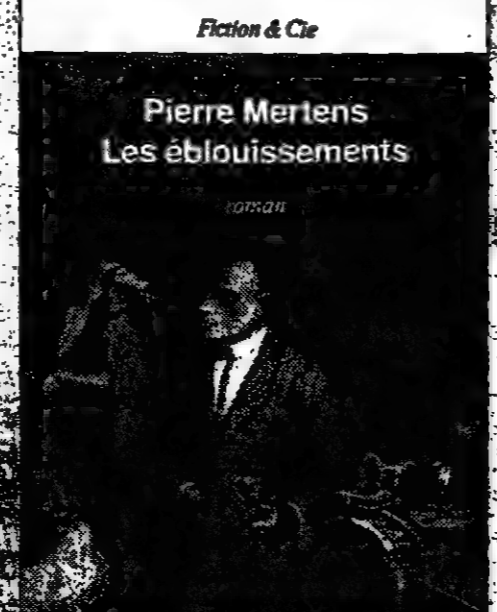
POL



Fiction & Cie

Pierre Mertens
Les éblouissements

roman



ACTES SUD, passage du Méjan, ARLES - L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu, PARIS 5^e - 55 rue Cler, PARIS 7^e - 14 rue Boulard, PARIS 14^e - AUTREMENT DIT, 73 bd Saint-Michel, PARIS 5^e - BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple, PARIS 4^e - LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora, ENGHEN-LES-BAINS - COMPAGNIE, 58 rue des Écoles, PARIS 5^e - GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts, METZ - LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre, BORDEAUX - LA MANDRAGORE, 21 rue Limogeanne, PÉRIGUEUX - MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, VINCENNES - DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour, LYON - OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta, TOULOUSE - LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande Rue, BESANCON - TROPISMES, 11 Galerie des Princes, BRUXELLES - DE L'UNIVERSITÉ, 2 pl. Dr. Léon-Martin, GRENOBLE - VENT D'OUEST, 5 pl. du Bon-Pasteur, NANTES - VENT DU SUD, 7 pl. du Maréchal-Foch, AIX-EN-PROVENCE.

dans les gre

Vient de paraître

JON GUTTON

desclée de Brou

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Dans les grottes de Slovénie...

Je reviens de Slovénie. Le regard de l'interlocuteur manifeste un certain flottement, exprime son ignorance. La Slovénie ?... On sait que, dans l'Europe d'aujourd'hui, c'est une des six républiques de Yougoslavie (République socialiste fédérative), la plus occidentale, la plus riche, la plus industrialisée, celle qui exporte le plus, malgré une population de quelque 1 800 000 habitants seulement. Cela, c'est l'explication politique contemporaine. Mais ce qu'on sait moins quand on n'est pas né dans les Balkans, c'est que les Slovènes, leur langue et leur culture débordent largement les frontières administratives : en Autriche, au nord, dans la Carinthie ; à l'est, sur l'autre rive du Danube, en Hongrie, dans la Pannonie ; en Italie, à l'ouest, sur le Carso, vers Gorizia et Trieste. Trieste qui fut, un temps, la ville où vivaient le plus de Slovènes. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

On n'imaginerait pas, aujourd'hui, qu'il y ait eu autant de cultures dans l'Europe ; on confond sans s'en rendre compte Tchecoslovaquie, Slovaquie, Slovacie... et les guerres balkaniques nous ont donné trop de maux de tête et de mauvaises notes pour que nous puissions nous y retrouver. Alors, remontons sur le Karst, comme on disait en allemand (Carso en italien, Kras en slovène), en Yougoslavie, tout près de la frontière, où vient d'avoir lieu, pour la seconde fois, le Congrès des écrivains slovènes et où le Prix Vilenica 1987 a été remis solennellement à l'écrivain autrichien Peter Handke. (L'an dernier, le prix était allé à Fulvio Tomizza, né en Istrie, dont la Vie meilleure a paru cette année aux Éditions Piquier.)

La cérémonie se passait, entre stalactites et stalagmites, dans une des nombreuses grottes qui truffent le Karst slovène, ces refuges calcaires où les eaux se sont enfoncées au point de former des milliers de canyons sauvages et de grottes immenses et merveilleuses, comme celle de Vilenica où, devant un public très ému, l'auteur de la Femme gauchère et de l'Outrage au public lut en deux langues — en allemand et en slovène — son discours. Une scène souterraine improvisée à la splendeur comique, tout près de Lipica, le pays des pur-sang blancs lipizzans, joyeux des harnais impériaux de l'école équestre de Vienne.

Puisque sa mère est morte à Ravensbrück tandis que son père combattait aux côtés des nazis ! Et que lui écrit en langue slovène.

Veno Taufer, le poète qui préside l'Association des écrivains de Slovénie et met toute sa passion à organiser ce congrès qui veut débarrasser les frontières et SE FAIRE CONNAÎTRE par l'Europe, Veno Taufer tentait de nous faire mieux comprendre ce qu'est un pays qui n'existe pas sur les cartes, comparant sa culture aux « eaux du Karst qui jaillissent, disparaissent et réapparaissent avec un autre nom. Tout en étant les mêmes... Beaucoup de peuples d'Europe sont comme ces rivières ».

Slovénie inconnue, installée sur ces terres des confins balkaniques depuis plus de douze siècles, christianisée par les Bavarois vers le huitième siècle puis, de l'est, par Cyrille et Méthode, autonome politiquement jusqu'à ce qu'elle soit battue... par les Francs de Charlemagne, il y a plus de mille ans ! Convoitée plus tard par les différents feodaux de la région puis, en même temps, par les premiers Habsbourg et les patriarches d'Aquilée et de Trieste, Slovénie qui n'eut jamais, contrairement aux peuples voisins, d'État indépendant, mais qui, malgré tout, garde la nostalgie de l'empire austro-hongrois grâce à Marie-Thérèse, cette « habile ménagère impériale ».



Peter Handke dans la grotte de Vilenica.

Handke — né en 1942 — Autrichien de mère slovène, qui fut élevé dans cette région-là, vit aujourd'hui à Salzbourg, après avoir résidé à Paris. Il se souvient qu'il a beaucoup aimé marcher dans ces vallées intouchées, vers ces grottes et ces villages de paysans où il a gardé des amis, dans ce pays où fourmillent les poètes et qu'il évoque en opposant la jeunesse du passé à la tristesse du présent. « Il y a dix ans, déclarait-il, j'étais ici, à Lipica. J'ai parcouru les vallées et les grottes. J'étais jeune. Aujourd'hui, j'obtiens ce prix et je ne suis plus jeune... » Arriver sur le Karst, c'était peut-être pour lui arriver là où l'amenait sa nostalgie. Là où s'arrête l'Europe centrale et où commence le monde méditerranéen... Et paradoxalement, c'est grâce à lui, l'auteur de l'Anglaise du gardien de but au moment du penalty, que nous venons de découvrir en France un remarquable romancier slovène, Florjan Lipus — né en 1937 — citoyen autrichien comme Handke, vivant dans cette Carinthie (où l'on compte une minorité de quelque 40 000 Slovènes) où la langue est à peine tolérée, bannie des écoles et de l'administration, pourchassée par l'organisation nationaliste du Heimatsdienst (Au service de la patrie). C'est Handke, qui a traduit en allemand le texte slovène de Lipus, qui provoque la curiosité d'un grand éditeur français pour l'Élève Tjiz (1), roman de révolte d'un adolescent dont l'écriture, dans son ardeur opiniâtre, ne peut laisser aucun lecteur indifférent. Sans la caution d'un des plus célèbres écrivains d'aujourd'hui, qui se serait intéressé à ce très beau livre écrit dans une « trop petite langue », il y a dix ans, par un homme qui mêle toutes les contradictions, toutes les tares ?

comme l'appelle Enzo Bettiza dans son très beau (et très instructif) roman le Fantôme de Trieste (2), si révélateur sur les nationalismes, les langues, les religions qui déchirent le grand port de l'Istrie à la veille de la première guerre mondiale.

Slovénie qui profite de ce dix-huitième siècle des Lumières pour créer à Ljubljana des académies culturelles puis une Société philharmonique dont fut membre Beethoven. Slovénie qui profite pendant quatre ans (1808-1813) de l'occupation française puisque c'est Napoléon qui autorise la langue slovène dans les écoles et les administrations et que c'est grâce à Charles Nodier et au périodique qu'il dirige à Ljubljana, le Télégraphe illyrien, que se crée une identité culturelle. Notamment grâce à Frantisek Preseren (1800-1849), le poète romantique le plus célèbre. (Le Terre de Cariole, notre mère, / Verrons-nous le bout de nos pleurs, / Rendra-t-il un jour l'honneur, / Dans le cœur de tes fils, mes frères (3) ?)

Au vingtième siècle, après deux guerres, on retrouve les Slovènes divisés, germanisés ou italianisés, ayant combattu qui avec les Alliés, qui avec les Allemands, « Slaves du Sud » qui se sont frottés à tant de cultures : « La culture slovène, c'est comme un chrysanthème blanc à la boutonnière d'un mendiant », a écrit joliment le poète Ivan Cankar, qui serait universellement célèbre s'il n'avait appartenu à un petit pays, à une culture plus petite encore. Tel le poète Srečko Kosovel (1904-1926),

hanté par la mort, ou le prosateur Ciril Kosmac (1910-1980), créateur inspiré (4), ou encore le poète Gregor Strma (né en 1930), unanimement admiré, qui vient de mourir, ou encore le Slovène de Trieste Boris Pahor, auteur de Nécropole, sur sa déportation à Dachau, ou de la Ville dans la baie (Mesto u zalistu). Prosateurs et poètes jamais traduits ou publiés trop confidentiellement pour être lus comme ils le méritent.

Excusez cette longue digression sur le passé qui, avec ses jacqueries, ses pillages turcs, ses conquérants byzantins, ses partages à la suite d'alliances entre les grandes puissances, fonde la culture et les aspirations de ces autochtones qui ont toujours subi l'histoire et qui rêvent aujourd'hui d'une confédération de nations libres à l'intérieur de la Yougoslavie, sans idée de séparatisme, disent-ils.

D'OU les discussions interminables empreintes d'une nostalgie de l'empire, avec le rêve de recréer, de cette mosaïque des peuples de l'Europe centrale, une Mitteleuropa que Yalta a démantelée et que l'histoire de chacune des autres cultures (Serbie, Albanie, Kosovo, Croatie, Macédoine, Transylvanie, etc.) rend plutôt impossible. Mitteleuropa mythique.

« Je ne me sens aucunement mitteleuropéen. Pour moi, c'est seulement une notion météorologique », disait drôlement Peter Handke. Ou géographiquement, comme le rappelle cette vieille diligence sur laquelle on lit encore : « Dunaj, Trst, Lipica » (Vienne, Trieste, Lipica)...

Ce que corroborait brillamment le germaniste polyglotte Claudio Magris, philosophe et historien vivant à Trieste, lorsqu'il expliquait que ce qui avait fait la grandeur de l'Autriche avait disparu : « L'élément central, ce qui avait unifié, internationalisé la Mitteleuropa, déclarait-il, c'étaient la culture allemande et la culture juive. Mais toutes deux ont été massacrées, d'où une explosion de toutes les petites cultures qui ne trouvent plus où s'ancrer. »

Drame des confins hachés, malaxés, sans égards, dont parle toute l'œuvre du Polonais Lithuanien (et de Californie) Czeslaw Milosz...

La Mitteleuropa — personne n'utilise plus le vocable d'Europe de l'Est — aboutit aujourd'hui à un renforcement de l'identité nationale et c'est un fantôme de l'Autriche que l'on retrouvait à Vilenica, où se rencontraient surtout les peuples de l'empire :

- « Les Slovènes n'ont n'y ambassade ni Etat pour se présenter à l'Europe. Ils n'ont que leur culture », explique Eugen Bavcar, sorte d'ambassadeur à Paris de sa culture, à laquelle il tient plus que tout. Voyant privé du sens de la vue qui ne cesse de nous transmettre sa vision intérieure du monde en photographiant ce qu'il ne voit plus, « Vilenica, dit-il, c'est l'ambassade des Slovènes, dans une grotte. Sous la terre, il ne faut pas se cacher dans la grotte, il faut venir au soleil. »
- « L'an prochain, le Congrès des écrivains de Slovénie aura lieu à Ljubljana, la capitale. »
- (1) L'Élève Tjiz. Texte original slovène traduit d'après la version allemande de Peter Handke et Helga Murscnik par Anne Gaudin. (Gallimard, 1987).
- (2) Enzo Bettiza : le Fantôme de Trieste (Gallimard, 1960).
- (3) Preseren, présenté et traduit par Marc Ajyn. Formes et langages, 1982 (Marguerites-Carr).
- (4) Kosovel, par Marc Ajyn (Seghers, « Poètes d'aujourd'hui », 1965). De Ciril Kosmac, qui a été publié : la Ballade de la trompette et du ruyg. (POF, 1971) et Une journée de printemps (POF, 1982). Voir aussi Tausendmal dans une anthologie de Nouvelles slovènes (Seghers, 1969).

"UN MAGISTRAL OUVRAGE,

une magnifique étude à la hauteur du « Sabbatai Tsevi » de Scholem"

(Dominique Bourel, Le Journal-Littéraire)



"Une enquête minutieuse, admirable somme d'une rare maîtrise dans l'histoire des idées"

(Jean-Maurice de Montremy, La Croix)

"Une enquête historique sur la vie réelle, souvent occultée, des Marranes, ces Juifs séparés. Un ouvrage savant qui tient du roman policier !"

(Nicole Zand, Le Monde)

"Cette «enquête» historique embrasse la multiforme spiritualité juive dans toute sa richesse"

(Juan Goytisolo, L'Express)

"Yerushalmi, le grand historien du Judaïsme"

(François Furet, Le Nouvel Observateur)

FAYARD

L'apocalypse selon saint Günter

(Suite de la page 17.)

S'il est un reproche que l'on peut adresser à ce dernier, c'est d'avoir bâclé sa copie. A la fois roman fantastique et futuriste, entrecoupé de poèmes à la manière romantique, essai, pamphlet, journal intime, la Ratte aborde (à l'exception, curieusement, du SIDA) tous les grands problèmes qui font la « une » de notre siècle finissant.

C'est un livre, au demeurant, plein de cocasserie. Parmi les morceaux de bravoure : la dispersion des créatures fantastiques, chassées de la forêt par les bulldozers, dans un pêle-mêle surréaliste où tous les rôles sont intervertis.

S'expliquant sur son propos, Günter Grass a précisé qu'il avait voulu, dans la Ratte, abolir les notions mêmes de passé, présent et futur, pour leur substituer un « quatrième temps » où, tout

devenant simultané, s'éclairerait mutuellement. L'auteur a-t-il poussé, cette fois, un peu trop loin la difficulté ? La Ratte est, il faut l'avouer, un livre irritant qu'on se sent tenté de fermer, en concluant hâtivement que la montagne a accouché d'une souris (1).

Mais soyons juste. En Allemagne ou en France, quel est l'écrivain capable de mener ainsi son lecteur à travers le dédale d'un tel ouvrage, par la seule force d'une imagination intarissable, la seule magie d'une écriture inimitable ?

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* LA RATTE, de Günter Grass, traduit de l'allemand par Jean Amster, Seuil, 446 p., 130 F.

(1) Voir l'entretien que Günter Grass avait accordé à l'écrivain Eva Figs à Berlin au moment de la sortie de la Ratte (« Le Monde des livres » du 7 mars 1986).

Vient de paraître

Jean Guilton

Le Nouveau Testament

Une nouvelle lecture.

Jean Guilton nous donne envie de connaître le Nouveau Testament. 60 F.

Desclée de Brouwer

صكنا من الاصل

صكنا من الاصل

15 ANS DE RELATIONS PUBLIQUES L'EXPERIENCE D'UN LEADER

1972 La perspective de mise en exploitation d'un gisement de fluorine, à quelques kilomètres de la colline de Vézelay, est sérieusement compromise par les attaques des diverses associations de protection de la nature. **Pechiney** confie à Actis la mission d'organiser sa campagne d'information.

1973 L'inauguration à Reims de l'usine **Krema-Hollywood** est l'occasion pour **General Foods France** de mettre en place une stratégie de communication auprès de la presse, des distributeurs et de son personnel. Actis est chargé du projet et de sa réalisation.

1974 Les carriers, accusés d'être des destructeurs privilégiés de l'environnement, font l'objet d'attaques violentes de la part de la presse, des associations de défense, des pouvoirs publics et des élus. Actis sera responsable de la campagne relations publiques de l'**Union Nationale des Producteurs de Granulats**.

1975 Le général Franco vient de mourir, l'Espagne est isolée sur le plan politique. Le **Gouvernement d'Adolfo Suarez** confie à Actis le soin de créer l'image de la «Nouvelle Espagne» en Europe.

1976 La Direction des Routes du Ministère des Transports, inquiète des bouleversements dus à l'anarchie des départs en vacances, décide d'organiser une vaste campagne de sensibilisation de l'opinion publique : le concept de **Bison Futé** est né. Actis sera chargé de son lancement.

1977 Le **Ministère de la Santé** décide de lancer une vaste campagne anti-tabac auprès des jeunes. Actis sera chargé de l'ensemble du programme relations publiques auprès des milieux scolaires, médicaux et de la presse.

1978 Afin de faire découvrir au grand public un secteur industriel souvent mal connu, Actis est chargé de la campagne relations publiques de la **Fédération Française de la Chaussure** et organise dans ce cadre des journées nationales «portes ouvertes» dans plus de 200 entreprises françaises.

1979 La **Société Placoplâtre**, leader sur son marché, désire développer son image de marque auprès de sa distribution : le dossier sera confié à Actis.

1980 La station thermale de **Contrexéville** souhaite augmenter sa notoriété en lançant une nouvelle formule originale : le forfait-ligne. Les relations publiques de la station sont confiées à Actis.

1981 L'**Association Française des Banques** confie à Actis la réalisation d'une première étude de l'image des banques en France incluant une analyse comparative de ce qui prévaut à cet égard sur les principales places européennes. La façon dont les banques sont alors perçues incite l'A.F.B. à engager dès 1982 une politique de communication professionnelle ambitieuse, dans un cadre pluri-annuel.

1982 **Mattel**, leader mondial du jouet, charge Actis de positionner son image d'entreprise et celle de ses produits.

1983 La **Fédération Française de l'Industrie des Produits de Parfumerie, de Beauté et de Toilette** charge Actis de concevoir et d'organiser les **Premières Rencontres Internationales de la Parfumerie** à Paris.

1984 La **compagnie d'assurances Le Secours** (groupe **Présence**) confie à Actis la mission de concevoir sa stratégie globale de communication.

1985 Actis prend en charge la politique de communication auprès du monde agricole et de la presse de la **Coopérative de Pau**, l'un des premiers producteurs européens de maïs.

1986 La **Compagnie des Agents de Change** demande l'appui de **Finactis** (filiale d'Actis spécialisée en communication financière) pour l'assister dans la conception et la mise en œuvre de sa politique d'information et de sensibilisation des milieux professionnels, à l'occasion de l'introduction à la Bourse de Paris d'un marché en continu de ses négociations.

1987 Le **Secrétariat d'Etat chargé du Tourisme** confie à **Public-Actis** (filiale d'Actis spécialisée dans les relations avec les pouvoirs publics) sa campagne de relations publiques aux U.S.A.

...IQUES
...DER

...sur son
...son image de
...le dossier sera

...de Combrexville
...la propriété en
...le forfait
...la situation sont

...des Banques
...d'une première
...l'écrit parait l'écrit sur
...la façon dont les
...l'écrit parait l'écrit sur
...l'écrit parait l'écrit sur
...l'écrit parait l'écrit sur

...du jeu, d'inter
...son image d'entre
...sont

...de l'industrie des
...de Beauté et de
...et d'organiser les
...de la Par

...Le Secours
...à Actis la mis
...de communica

...la politique de com
...le monde agricole et
...l'un des pro

...de Change
...d'Actis
...pour l'a
...en cours de su
...de sensibilisation des
...de l'introduction
...en milieu de ses

...du Tou
...d'Actis
...les pouvoirs
...publiques act

ACTIS

RELATIONS PUBLIQUES

78, AV. RAYMOND-POINCARÉ, 75116 PARIS, TEL (1) 45.00.41.79

Société anonyme au capital de 1.000.000 de francs

Date de création : septembre 1972

Partenaire français du réseau international de relations publiques Ogilvy and Mather

DOMAINES D'ACTIVITE D'ACTIS

Communication interne

- Réalisation d'audits de communication.
- Conception de stratégies de communication interne.
- Elaboration des outils d'information (journaux d'entreprises, forums, conventions, programmes audio-visuels...).

Communication financière (Finactis)

- Communication des entreprises, notamment des sociétés cotées, en direction des milieux financiers (presse boursière, analystes financiers, actionnaires...).
- Actions de communication institutionnelle pour des organismes financiers (banques, établissements financiers, agents de change, sociétés d'investissements...).
- Marketing du titre : études d'opinion et recherche stratégique.

Communication externe

- Conseil stratégique et élaboration de politique globale de communication.
- Campagnes de sensibilisation et d'information de l'opinion publique.
- Campagnes de communication auprès des leaders d'opinion.

Communication pouvoirs publics (Public-Actis)

- Conseil aux entreprises pour les relations avec les pouvoirs publics.
- Elaboration et réalisation de campagnes d'information vers les milieux politiques.
- Campagnes de relations publiques pour l'administration et les institutions politiques.

STRUCTURE D'ACTIS

40 collaborateurs permanents.
3 directions conseil.
2 filiales spécialisées :
Finactis,
Public-Actis.

Comité de direction

Direction générale : Jean-Claude Lemaignan
Directeurs conseil : Dominique de Biasi
Béatrix Bogler
Frances Huffer
Direction Finactis : Paul Danloy
Direction Public-Actis : Hubert Bassot
Chargée de mission : Francine Mabire
Direction administration et finances :
Danielle Viaud

Pour toute information complémentaire, contacter Francine Mabire au (1) 45.00.41.79.

هكذا من الاجل

Culture

THÉÂTRE

Madame Rosa à Broadway

Héroïne de la Vie devant soi, de Romain Gary-Ajar, immortalisée au cinéma par Simone Signoret, Madame Rosa part à la conquête de Broadway sur une musique de Gilbert Bécaud.

Chez Madame Rosa, tout est de travers : les sentiments, la morale, et la maison. Dans le décor — magnifique — implanté sur la scène du Royal Theatre, en plein Broadway, il n'y a pas une ligne droite. Mais des escaliers branlants, des plans dangereusement inclinés, des lits en pente raide. Une rampe qui fait tout le tour du décor et donne — à plat — le sentiment d'un immeuble en hauteur. Sur le côté, le poste de télé de M^{me} Bouafia, qui débite des images et des sons du Tour de France (en français, s'il vous plaît). Juste au-dessus, un mufti qui ponctue l'action par des versets du Coran. A côté, deux prostituées se partagent un même lieu de travail, puis une petite pluie où s'installera Madame Rosa, travesti brellien.

Au centre, une marmaille de toutes ethnies baignant dans une cacophonie de musique arabe et d'accordéon, une sorte de coalition afro-asiatique, dont le seul but dans la vie — Momo, le petit Arabe en tête — semble être de donner bien du souci à leur mère. Une mère commune, une enfance prostituée, reconverte dans l'adoption temporaire, une formidable « yiddishisme » à deux cheuux mercurochrome, un dragon de tendresse : Madame Rosa.

Vous l'avez reconnu, nous sommes à Paris-Berlitz, dans cet immeuble du quartier de la Goutte-d'Or où Simone Signoret faisait comprendre au petit Momo qu'il avait... la Vie devant soi. Le roman d'Emile Ajar (Romain Gary) et le film de Moshe Mizrahi sont aujourd'hui devenus un spectacle théâtral. Après une semaine frénétique d'avant-premières, Rosa avec un zizi fait jolies ses débuts à Broadway, dans une mise en scène de Harold Prince, sur une musique de Gilbert Bécaud.

Gilbert Bécaud est, avec Charles Aznavour, le Français le plus connu aux États-Unis dans le domaine de la chanson. Plusieurs de ses tubes ont été numéros un aux hit-parades. Et maintenant, à été enregistré par tout le monde, de Judy Garland à Barbra Streisand. Le show-biz américain est fasciné par Bécaud. Depuis son Opéra d'Arax, il rêve de basculer de la simple chanson au spectacle complet. Mais il refuse de faire les choses à moitié : Broadway sera la voie royale, le metteur en scène Harold Prince en est le souverain incontesté. Depuis dix ans, de part et d'autre, il y a comme des appels du pied.

Une première tentative rapproche les deux hommes : une version musicale de *Cousin, cousin*. Le projet n'aboutit pas : si charmante que soit l'œuvre de base, elle manque de chair. Dans une salle de cinéma parisien, Bécaud découvre la Vie devant soi, c'est le choc et, pour lui, le déclin. Entre-temps, Hollywood tombe amoureux de Madame Rosa — Simone Signoret vient recueillir l'oscar du meilleur film étranger, Bécaud laisse tout tomber pour sa Rosa.

Gros accueil du roman. L'acquisition des droits d'adaptation. Romain Gary, qui l'a écrit, meurt avant d'avoir réglé le problème. Pils encore, il signe la Vie devant soi d'un pseudonyme, qui se révèle être attaché à une véritable personne autre que l'auteur. La polka des avocats durera sept ans... Créée en province (Baltimore et Los Angeles), loin du bruit, de la fureur et des pressions du théâtre new-yorkais, Rosa a pris, pour parvenir à Broadway, le chemin des écoliers. Aujourd'hui, tapi dans un palace de Manhattan, Gilbert Bécaud savoure son triomphe — le spectacle est né — et se range les ongles dans l'attente, ce soir, du verdict des critiques, capables de maintenir un spectacle en vie pendant cinq ans (Cats) ou de faire tomber le rideau en moins de huit jours (Rag).

Certes, la fantôme de Simone Signoret continue d'habiter Madame Rosa, mais le transfert opéré par George Brown est époustouflant. Certes, le rituel juif méditerranéen — sapharade — est détourné vers le yiddish — rituel ashkénaze — mais c'est sans doute la seule manière de se faire comprendre du public américain. Les deux mondes (enfant et adolescent) sont superbement, et plus encore Bob Gunton dans le rôle de Madame Rosa, transmutés en cours d'opération et traversés, infiniment supérieurs à celui du film de Moshe Mizrahi.

Enfin, la musique de Gilbert Bécaud sonne juste, efficace. Bécaud semble s'être bien accommodé des exigences d'un Broadway show. Sur ce plateau, *Don't Make me Laugh*, le duo Rosa-Lola, est un fort joli moment de comédie chantée. Sur les seize chansons, trois au moins sont des grâces de tube : *Merci*, par Momo et Moïse déguisés en clown, *House in Algeria*, un tango-nostalgie, où Rosa évoque le temps où elle était en maison à Alger, et surtout *Bravo bravo*, une grande mélodie dramatique où Rosa revêt son enfance, son passé, son passage dans les camps, le numéro matricule tatoué sur son bras. A la fin de la chanson, il y a eu un long moment de silence, puis l'ovation a été telle que le spectacle a failli s'en trouver interrompu. Si, ce soir, la critique réagit de la même manière, Gilbert Bécaud aura gagné son pari.

HENRI BÉHAR.

« La Chasse aux corbeaux », d'Eugène Labiche

L'argent n'a pas d'oreilles

Ce n'est pas la meilleure pièce de Labiche elle est jouée bizarrement, mais pourquoi ne pas aller voir une pièce de Labiche ?

Un froid de loup à Paris. Sur la berge du Pont-Neuf, 10 degrés au-dessous de zéro. Le nez du cheval (blanc) d'Henri IV est tout rouge, précise Labiche.

« C'est moi ! Je suis venu me fiche à l'eau ! », déclare au public un grand type maigrichon, Criqueville. Il ôte sa pelisse, la tend à un clochard, apparaît en costume d'été, blanc, tout ce qui lui reste de sa garde-robe. « Sans doute un Russe », pense le clochard. « Plutôt un polonais, qui se croit en Cochinchine », pense un passant.

Criqueville a plus que 30 sous, pas de quoi vivre un jour de plus. Il s'approche de l'eau. « Flûte, la Seine est prise ! » Il prie le clochard de lui briser la glace, moyennant 20 sous.

Voilà c'est fait. Grand seigneur, Criqueville fait au clochard donation contre vifs de sa pelisse, d'un vieux faux-col, et de « sa bibiothèque » : un petit volume relié. Le clochard l'ouvre et lit : « Maître Corbeau, sur un arbre perché, tenait en son bec un fromage... »

La Fontaine est l'écrivain qui ressemble le plus à Labiche : agilité du sketch, limpidité des images, impertinence correcte. Le clochard lit jusqu'au bout : « Apprenez que vous flattez vit aux dépens de celui qui l'écoute ».

Criqueville tombe en arrêt. Finie la noyade. Il est sauvé. De ce pas, il va passer de la promenade aux gens du gratin, chefs d'entreprise, financiers, leur soutirer de la galette, des emplois.

Les « maîtres » sont des zozos

Il n'est pas sûr que Criqueville ait bien compris la fable de *Corbeau et le Renard*. Il n'est pas sûr que la flatterie soit la clef de la réussite. Les deux acteurs de cette saynète sont des zozos : La Fontaine les nomme « Maître Renard », « Maître Corbeau », c'est se moquer d'eux ; il emploie rarement ce mot « Maître » avec ses animaux ; d'habitude il dit « au corbeau », « une belette » ; une fois il dit « Maître Aliboron », mais c'est un âne.

C'est une habitude de dire que Labiche, avec sa *Chasse aux corbeaux*, a écrit une attaque féroce contre les gros bourgeois du Second Empire. C'est faux. Il nous raconte un directeur des chemins de fer, un type qui joue à la Bourse sur les

Le TNP présente au Théâtre de la Ville, à partir du 2 octobre, un double *Brecht* : Baal, avec André Marcon, la Jungle des villes, avec François Marthouret. Deux mises en scène de Georges Lavaudant, créées à Villeurbanne (le Monde du 27 mai).

Pour la saison 1986-1987, la première de sa codirection au TNP, Georges Lavaudant a été très occupé : le *Balcón*, à Mexico, la reprise de *Palazzo mentale* et le film qu'il en a tiré. Puis les créations : le *Régiment* de Jean-Christophe Bailly, et les deux Brecht. Enfin, cet été à Aix-en-Provence, une nouvelle version de *L'Enlèvement au sérail*. Il fait ici le point sur ses activités, ses doutes, ses préoccupations, ses espoirs.

« Cette année, dit Georges Lavaudant, je vais prendre le temps de réfléchir à ce que je peux faire, en dehors des spectacles, au TNP. Comment je peux en infléchir la ligne et si je dois le faire, d'ailleurs. Car le problème est que le TNP marche très bien. Ce n'est pas comme si j'arrivais dans un théâtre où tout est à construire. La marge de manœuvre est réduite, l'action à mener délicate. Pourtant, si Roger Planchon m'a demandé de venir en tant que codirecteur, c'est pour agir. Mais j'ai besoin de mieux connaître la maison, son fonctionnement, ceux qui la font fonctionner, et j'ai besoin de discuter avec eux ».

« Le public des théâtres diminue. On doit faire ressortir la nécessité du théâtre. On doit proposer quelque chose de plus intelligent, de plus sensible que tout le reste. A terme, le cinéma sera obligé de se poser les mêmes questions. Quand on est chez soi et que le monde entier vous arrive par la télévision, quelque chose doit déclencher l'envie de sortir, de se trouver ensemble avec des inconnus, dans une salle, que ce soit pour un film, pour une pièce. Après tant d'efforts pour banaliser l'acte d'aller au théâtre, il faut maintenant retrouver une force de déclin ».

« Aujourd'hui, bien souvent, on essaie de monter les spectacles les meilleurs, l'un après l'autre, sans se préoccuper de l'identité du théâtre. De ce à quoi les spectateurs ont envie de s'engager. En 1981, la situation politique a changé, et nous aussi. Nous ne menons plus le même combat, nous n'avons plus la même approche de la situation. Je parle pour ma génération, celle qui a démarré dans le début des années 70 ».

« Nous avions l'ambition d'un certain travail que nous n'avons pas mené jusqu'à son terme. De toute façon, le parcours en est sinuueux, infini. Je crois, comme Antoine Vitez, que nous sommes condamnés à monter des œuvres qui nous tom-

« emprunt valaques », mais ils tiennent leurs intérêts, sans plus : ils « se défendent ». La pièce est plutôt la comédie d'un hurluberlus, ce Criqueville, qui croit réussir en faisant des bassesses, alors que, comme dit Labiche, la fortune « n'a pas d'oreilles, on ne la flatte pas, on la place ».

La *Chasse aux corbeaux* fut l'un des échecs de Labiche. Ce n'est pas du tout, c'est une pièce trop longue. Labiche veut prouver quelque chose, défendre une thèse ; il s'embourbe dans les servitudes de l'action, et sa comédie n'est bonne, drôle, que dans les premières scènes, quand il part de zéro.

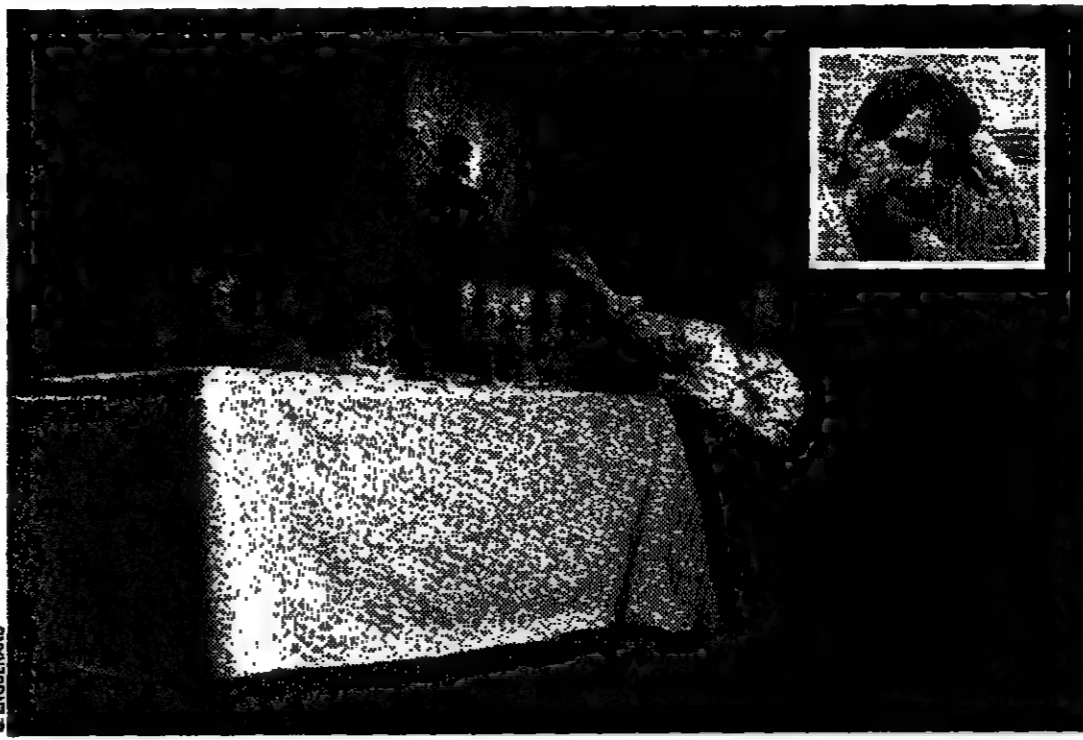
Régis Santon a en envie de monter la *Chasse aux corbeaux*. Santon a beaucoup de talent, d'énergie. Il est de la catégorie des « bulldozers survivants ». Il lance ses idées en scène comme s'il partait à l'attaque d'un fortin. Ce qui marche avec Courteline, avec Feytaud, qui sont des auteurs carrés, solides, mais pas avec Labiche, qui est un poète de l'extravagance, plus fragile. Et puis Santon commet l'erreur de contraindre sa mise en scène sur une gaucherie des protagonistes, avant tout sur une gaucherie de Criqueville, mais nous avons le sentiment que ce sont les acteurs eux-mêmes qui sont gauches, qui jouent mal.

MICHEL CURNOT.

Théâtre de la Plaine, Paris, 20 à 30.

Les interrogations de Georges Lavaudant

« Le théâtre, ce n'est pas la communication »



André Marcon dans Baal. En médaillon : Georges Lavaudant

bent dessus, quoi qu'il arrive, avec ou sans argent, dans l'existence ou au dehors. On n'y échappe pas. Mais je ne crois pas qu'on soit d'un temps plus ou moins long on ait tout dit, et qu'après on doive passer à autre chose.

Un babil qui aplaît

« Planchon est obsédé par une question : comment articuler le théâtre et l'image ? Qu'est-ce qui continue à vivre en dehors de la télévision ? Je me demande, quand à moi, si on peut faire exister non pas des lieux de résistance, mais simplement des endroits où on se passe de la télévision. Oh, en revanche, pourrait s'instaurer une qualité de rencontre, sans rapport avec la multimédialité que l'on voit ».

« Je n'ai pas envie de faire des spectacles pour les filmer. Au

contraire, je tiens à ce qu'ils soient du pur théâtre. Comme j'ai la chance de disposer de moyens, je trouve intéressant d'utiliser le potentiel de comédiens, de décors, d'ateliers, pour réaliser des films, mais qui traitent de sujets impossibles à porter sur scène. Celui sur *Palazzo mentale* est un premier essai. Une tentative de décalage, et, quand les scènes sont seulement filmées, il est bâtarde, intéressant. Le cinéma est une gourmandise qu'on s'offre, une respiration. Il ne me sert pas à populariser mes spectacles... D'ailleurs je suis, je pourrais dire politiquement, contre l'image ».

« Cette fameuse « communication », qui court les rues est le contraire de la rencontre : juste un babil qui mélange et aplaît. La classe politique y participe elle-même, toutes tendances confondues ».

« Au théâtre, je n'ai pas envie de « faire de la communication », ce qui n'entraîne pas l'incommunicabilité, mais la poésie, qui ne passe d'ailleurs pas forcément par la parole. Bob Wilson, Kantor, sont des poètes. Le théâtre refuse le bavardage. Malheureusement parfois, parfois de façon pesante, il pose le fait que la parole est plus que le bavardage, l'être humain plus qu'une cible pour la consommation et le bulletin de vote, l'homme politique plus que la bande enregistrée des désirs confus qui se promènent majoritairement ».

« Quand nous avons abandonné l'idée de la révolution pour celle de démocratie, nous avons accepté de choisir le système le moins mauvais. Mais l'histoire n'est pas terminée. Cette rage qui ne prend parfois que peu de nous ne rejette sur les spectacles. C'est la course de Baal l'associé, qui meurt en tous injustes de trop aimer la vie. C'est la Jungle des villes qui décrit « une époque où le monde est trop plat, où il faut nous élever pour faire surgir des objectifs de combat ».

« Au nom des idéologies, de terribles fautes ont été commises, c'est vrai. Je m'en rends compte, c'est-à-dire que je ne me reconnais pas le droit de les dénoncer de l'extérieur ».

« Nous sommes submergés par une inflation de discours médiatiques, le danger est là, y compris au théâtre. Je crains la confusion entre les spectacles et le bruit fait autour, qui dénature non pas le travail humain, mais le contact entre le public et la représentation : la rencontre. Il faut sauvegarder l'attente, ce moment unique du pincement au cœur quand le silence se fait et que ça va commencer ».

CLAUDE FLÉCHET.

* Palais des congrès, 20 à 30.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

VARIÉTÉS

Charles Aznavour au Palais des congrès

La bohème heureuse

Entre deux tours du monde parcourus avec gourmandise, Charles Aznavour triomphe à Paris.

Sept ans après son dernier passage à l'Olympia, Charles Aznavour revient chanter à Paris pour six semaines. En état de grâce. Avec du bonheur à chanter, à offrir volontiers, à travers cinq chansons, les « classiques » comme les sept nouvelles aujourd'hui présentées, à l'enveloppe de délicatesse et de tendresse, de simplicité et d'humanité.

Sur la scène du Palais des congrès, Aznavour régit avec une nonchalance souveraine, une finesse acérée, empruntée aux crooners de jazz, reconnaissant des histoires de cœur à cœur, de désespoir et de rêves parfois insensés, ouvrant le page des souvenirs, loin de la terre arménienne, des racines d'un peuple disséminé dans le monde. L'acteur de la *Mamma*, *Sur ma vie*, la *Bohème*, *Viens pleurer au creux de mon épaule* donne avec élégance une leçon de music-hall et rappelle subrepticement qu'après avoir fait sa propre synthèse du jazz, de la musique orientale et d'une tradition hexagonale proche du début du siècle, il est l'un de nos rares mélodistes populaires.

A ses débuts, il y a plus de trente ans, Charles Aznavour paraissait fragile, douloureux, en butte à l'hostilité d'une société fermée. Il a payé de sa personne, il s'est donné les moyens de la réussite et il est aujourd'hui le seul chanteur français à être vraiment connu dans le moindre recoin du monde. Chaque année, Aznavour chante dans vingt-cinq pays. Aux États-Unis, il se produit régulièrement dans une trentaine de villes, et à New-York il a reçu des *standing ovations* au Carnegie Hall, au Lincoln Center et, en juin dernier, à Radio-City Music-Hall.

Cette internationalisation solide lui a non seulement donné une forme de sécurité, mais une sorte de détachement heureux et, bien sûr, une maîtrise absolue de son aventure. Il y a deux ans, il a ainsi racheté tous les copyrights des albums qu'il avait réalisés chez Barclay pendant vingt ans. Il en a fait rééditer douze chez

Trem. Parallèlement, il a publié deux nouveaux 33 titres, enregistrés en direct, six titres en deux séances de trois heures.

A soixante-trois ans, Charles Aznavour ne songe nullement à décaler. Après le Palais des congrès, il entreprend une seconde tournée dans l'Hexagone. Puis il reprendra un tour du monde. Accompli à chaque fois avec gourmandise et une infinie curiosité.

CLAUDE FLÉCHET.

* Palais des congrès, 20 à 30.

Une maison de la culture à Chambéry

La cohabitation

Le ministre de la culture inaugure à Chambéry la maison de la culture qui sera ouverte dans dix jours.

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, coupe le jeudi 1^{er} octobre le ruban de l'Espace Chambéry-André-Malraux (ECAM). Samedi 10 octobre, quatre éléphants, une montgolfière, une fanfare et des pyrotechniciens proclameront ouverte la maison de la culture de Chambéry et de la Savoie (MCCS). ECAM et MCCS sont en fait les deux noms d'un même établissement culturel dont l'architecture, au moins, fait l'unité : elle est signée Mario Borza et consiste en l'audacieuse articulation d'un parallélépipède et d'un demi-cylindre sur l'un des côtés du Carré Curial, nouveau pôle d'animation de la vie chambérienne.

De quelque nom qu'on le baptise, l'équipement marque l'aboutissement de vingt-quatre ans de combat associatif des Chambériens et des Savoyards en mal de maison de la culture. Leur projet, défendu à l'origine par un groupe de syndicalistes et de nobles dont faisait partie l'actuel maire de Chambéry,

M. Pierre Dumas, est devenu, au fil des années, un enjeu politique trop crucial pour que se maintienne le contentieux à son propos.

Un maire socialiste, M. Francis Ampe, l'a soutenu entre 1977 et 1983 en dépit de divergences de vues au sein de la gauche, obtenant la signature d'un accord de financement ville-Etat. L'arrivée de M. Pierre Dumas (RPR) a fait craindre par la suite que la municipalité ne se désengage pour réaliser un équipement plus modeste dont elle contrôlerait la gestion. Il a fallu toute la diplomatie de la présidente de l'Association pour la maison de la culture (AMCCS), M^{me} Annette Frasson-Marin, pour que tombent les dernières résistances. En apparence du moins.

Le nom de l'Association pour la maison de la culture n'apparaissait pas sur les invitations à l'inauguration officielle de ce 1^{er} octobre. Et l'on pouvait remarquer dans le hall du bâtiment la présence de deux lieux d'accueil, la mairie ayant mis en place une billetterie informatisée. Dans dix jours, Ricardo Bernaldo, ordonnateur de la fête pyrotechnique, devra prouver avec un carnaval de feu que l'art a le pouvoir de restaurer la convivialité.

BERNADETTE BOST.

ure

ne ouverture

LE CORBUSIE

Jeudi 10

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

L'INDIEN, Cartoucherie du Soleil (43-74-24-08), 18 h 30.
MAILHOT, Moderne (48-74-16-82), 21 h.
LA BATAILLE DE CHAILLOT, Confidences (43-87-71-03), 20 h 30.
CANDALEJO, CMA, Grande salle (45-38-38-69), 20 h 30.
SYLVIE JULY, Tristan Bernard (45-72-47-17), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), 19 h 30 : Le Lac des Cygnes.
SALLE FAVART (42-06-06-11), 19 h 30 : La Triptique, de Puccini.
COMEDIE-FRANCAISE, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h : Dialogues des Carmélites.
THEATRE MONTMARTRE (43-22-77-30), Grande salle : 21 h : Aurore boréale. Petite salle : 21 h : C'est la nuit.
CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Genet : 20 h 30, Escorial ; Grand théâtre : 20 h 30, Escorial.
ODEON-COMEDIE-FRANCAISE (43-25-70-32), 20 h 30 : Genet.
PETIT ODEON (43-25-70-32), 18 h 30 : Brève d'amour d'un hétérosexuel.
TEP (43-64-80-80) (L), mar., mer., ven., 20 h 30 : Jeu, 19 h et dim. 15 h : Entre passion et prière.
BEAUBOURG (42-77-12-33) (Ma), 18 h 30 : Dehors/Encoches ; 18 h 30 : Habitus et santé ; 18 h 30 : Vidéo-Info-Info-Info ; 18 h 30 : Ca moule pour qui nous sommes, réél. BJC (19 h) : Les Journées ordinaires, de C. Oulivet ; Vidéo-Musique : 18 h : Enfant de Verdi ; 19 h : Léonard Bernstein ; Salle Garance : cycle du cinéma américain : 17 h 30 : Chino R. de Lima Junior ; 20 h 30 : Tendis des milgras, de N.P. des Santos ; Cinéma du musée : 18 h : Antonio Artaud et le cinéma, de L. Poirier ; Concerts/Spectacles : 21 h : L'Amour.
THEATRE MUSICAL DE PARIS 20 h 30 : Barber.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (43-44-72-30), 20 h 30 : The Great Hunger.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-06-29-35), 20 h 30 : Derrière moi, j'ai rencontré ; 23 h 30 : Fox comme Fourcade ; 23 h 15 : J.P. Sève.
BLANCS-MANTEAUX (48-67-15-44), 20 h 15 : Arah ; 21 h 30 : Sauver les bêtes ; 21 h 30 : Mais que fait la police ? - IL 20 h 15 : Les Secrets Monstres ; 21 h 30 : Derrière vous, y'a quelque chose ; 22 h 30 : J'ai vu un air de tapage.
CAFE DEDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : Téma, voilà deux bouffes ; 21 h 30 : Manguettes d'homme ; 22 h 30 : Orlins de secours - IL 20 h 15 : Le Cabaret des claqueurs en cul ; 21 h 30 : Le Chronomètre chétif ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.
CLUB DES FORTES (47-05-06-03), 22 h : Festival de poésie insolite d'A. Allais à A. Frédéric.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h : Sélést de pénétration ; 21 h : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 15 : Huis glauque ; 18 h 30 : Histoire du tigre.
LE GRENIER (43-20-68-02), 22 h : Dieu s'est levé de bonne heure.
MAGNAN (43-25-19-92), 20 h 30 : Spectacles au Châtelet.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les clés sont vachées ; 22 h 15 : Noms, on s'en va.
POINT-VERGULE (42-78-67-03), 21 h 30 : Nos déistes font des vagues ; 20 h : P. Pellerin ; 22 h 45 : Tie break.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Ide 11 h à 21 h tous les dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 1^{er} octobre

LES BALEINES DU MOIS D'AVRIL (Ang. v.a.) : CMA, 19 h 30 : Les Baleines du mois d'avril.
BARLEY (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 19 h 30 : Barley.
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 19 h 30 : Le Grand Chemin.
L'HOMME VOILE (Fr.) : UGC Danton, 19 h 30 : L'Homme Voile.
JEAN DE FLORENTE (Fr.) : Temple, 19 h 30 : Jean de Florente.
MACBETH (Fr. v.a.) : Studio des Ursins, 19 h 30 : Macbeth.
MAISON DES SOURCES (Fr.) : Elysée Lincoln, 19 h 30 : Maison des Sources.
MELO (Fr.) : Temple, 19 h 30 : Melo.
MIRIANA (Yong. v.a.) : CMA, 19 h 30 : Miriana.
MISSION (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 19 h 30 : Mission.
MON BEL AMOUR, MA DECHIREUSE (Fr.) : CMA, 19 h 30 : Mon Bel Amour, Ma Dechireuse.
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Fr.) : CMA, 19 h 30 : My Beautiful Laundrette.
NEUR SEMAINE ET DERNIE (Fr.) : CMA, 19 h 30 : Neur Semaine et Dernie.
LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang., 19 h 30 : Le Nom de la Rose.
PAKIZAR, COEUR PUR (Ind. v.a.) : CMA, 19 h 30 : Pakizar, Coeur Pur.
PERSONNEL SERVICE (A. v.a.) : UGC Emmaparc, 19 h 30 : Personnel Service.
LA PETITE ALLUMETTE (Fr.) : Studio 43, 19 h 30 : La Petite Allumette.
PLATON (A. v.a.) : George V, 19 h 30 : Platon.
PREDATOR (A. v.a.) : UGC Emmaparc, 19 h 30 : Predator.
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : CMA, 19 h 30 : Quatre Aventures de Rainette et Mirabelle.
RADIO DAYS (A. v.a.) : Action Ecoute, 19 h 30 : Radio Days.
RAINING IN THE MOUNTAIN (Holl. v.a.) : CMA, 19 h 30 : Raining in the Mountain.
REQUIEM POUR UN MASSACRE (Fr.) : CMA, 19 h 30 : Requiem pour un Massacre.
RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : CMA, 19 h 30 : Richard et Cosima.
LES SORCIERES DEASTWICK (A. v.a.) : Forum Horizon, 19 h 30 : Les Sorcières de Eastwick.
EVIL DEAD 2 (A. v.a.) : V. Ang., 19 h 30 : Evil Dead 2.
FEVET ET LE NOUVEAU MONDE (A. v.a.) : CMA, 19 h 30 : Fevet et le Nouveau Monde.

cinéma

LA CINEMATHÈQUE
CHAILLOT (47-04-24-24), 16 h : La Castiglione, de G. Combès ; Hommage à H. Haxia ; 19 h : Après nous le déluge (P.C.) ; 21 h 15 : Viva Villa ! (v.a.).
BEAUBOURG (42-78-36-57), 15 h : Clochemerle, de P. Chénal ; 17 h : Invasion, de H. Haxia ; 19 h 30 : Affaires Clochemerle, de J. L. Maniez ; 21 h 30 : Affaires Clochemerle, de J. L. Maniez.
LES EXCLUSIVITÉS
AGENT TROUBLE (Fr.) : L'Am., 19 h 30 : Agent Trouble.
LES AILES DU DESIR (Ail. v.a.) : Gaudin-Hall, 19 h 30 : Les Ailes du Desir.
MAGNAN (43-25-19-92), 20 h 30 : Spectacles au Châtelet.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les clés sont vachées ; 22 h 15 : Noms, on s'en va.
POINT-VERGULE (42-78-67-03), 21 h 30 : Nos déistes font des vagues ; 20 h : P. Pellerin ; 22 h 45 : Tie break.

Le Monde AFFAIRES

SIDÉURGIE : LA FIN DE LA DÉPRIME

« Plus on licencie, mieux on travaille. » Terrible constat mais qui explique le redressement actuel de ce secteur sinistré.

Egalement au sommaire :

PRIVATISATION : SUEZ DANS TOUTES SES ÉMOIS
 La « vieille dame de la rue d'Asolo » face aux consignes de Paris.

OLIDA : ENFIN EN APPÉTIT !
 Le numéro un français de la charcuterie trouve de l'argent pour sortir du rouge.

GENERAL MOTORS : LA VOIE JAPONAISE
 Le leader mondial de l'automobile traverse de graves difficultés. Seule sa filiale californienne, gérée en association avec Toyota, obtient de bons résultats.

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DU SOUVENIR, Film de Jean-Pierre L  aud, 19 h 30 : Au-delà du souvenir.

LA RAMBA, Film de Jean-Pierre L  aud, 19 h 30 : La Ramba.

LES SORCIERES DEASTWICK, Film de Robert Harmon, 19 h 30 : Les Sorcières de Eastwick.

EVIL DEAD 2, Film de George A. Romero, 19 h 30 : Evil Dead 2.

FEVET ET LE NOUVEAU MONDE, Film de Jean-Pierre L  aud, 19 h 30 : Fevet et le Nouveau Monde.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 2 OCTOBRE

- « Les primitifs italiens du musée Freschi d'Assisi », 12 heures et 15 heures, mus   du Louvre, pavillon de Flore (M. Ad  ).
- « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M. Polyer).
- « Tombes offertes du cimet  re du Père Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard du Métropolitain (Arts et curiosités).
- « Hôtels et jardins autour de Saint-Germain-des-Pr  s », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Pr  s (Paris pittoresque et insolite).
- « L'étrange quartier Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice, sortie (Réservation de passage).
- « Hôtels du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (G. Botton).
- « Histoire d'un parc de Marie de Médicis à nos jours : le Luxembourg », 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Monuments historiques).
- « La ville de Percy », 15 heures, métro Percy, sortie vers le Palais omnisports (Monuments historiques).
- « Notre-Dame de Paris et les bâtisseurs de cathédrales », 15 heures, portail central (Monuments historiques).
- « La cour Carrée, la colonnade et les appartements royaux du Louvre », 15 heures, métro Louvre, sortie (D. Bouchard).
- « Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, porche   glise Saint-Germain-l'Auxerrois (C.A. Messier).
- « Deux m  d  s de la rue du Bac, les jardins des Missions étrangères », 15 heures, métro Bac, sortie (I. Hauler).
- « Le Sacre des rois de France, à l'édifice de Saint-Denis », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).
- « Présence africaine à la fondation D  p   », 15 heures, 50, avenue Victor-Hugo (Paris et son histoire).

Le Monde sur minitel

CINEMA

PARIS-PROVINCE

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.

3615 TAPPEZ LEMONDE

Radio-télévision

NOCTURNES

Le Monde sur minitel

Le Carnet du Monde

nouveau
drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Régisseur D.S.P., 84, rue La Boétie, PARIS - 45-63-12-08
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 3 OCTOBRE

S. 6. - Tapis d'Orient anciens. - M^{me} BOISGIRARD.

LUNDI 5 OCTOBRE

S. 4. - Tab. bib. mod. - M^{me} MORELLE.
S. 5. - Estampes mod. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 9. - Meubles, tableaux, objets. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 11. - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} LIBERT, CASTOR.
S. 14. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 16. - Espalioux, Val, Mail. - M^{me} ROBERT.

MERCREDI 7 OCTOBRE

S. 1. - Objets d'art et de Chine, laques. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 3. - Bibliothèque de D. R.G., Littérature, éditions originales. - M^{me} LIBERT, CASTOR.
S. 4. - Estampes anciennes et modernes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Rousseau.
S. 10. - Ateliers : Burnat-Provins, Sainte-Seuve, Duval - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 14. - Cartes postales, dentelles, bibelots, meubles. - M^{me} DEURBERGUE.
S. 15. - Meubles. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 16. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 9 OCTOBRE

S. 1. - Extrait-Orient. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 2. - Après d'été, nombreux bijoux : bagues, broches, bracelets... - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 3. - Argentier, objets de vitrine. - M^{me} OGER, DUMONT.
S. 4. - Dessins et tableaux modernes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacini et de Louvencourt, experts.
S. 6. - Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Lévy-Lacaze, experts.
S. 10. - Bons meubles. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11. - Décorations, insignes maçonniques, ca-ampes, objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Blanschong, expert.
S. 12. - 1^{re} Bibliothèque de Castéjé : livres uniques, calligraphies et illustrés - 2^e Bibliothèque, châteaux de L... - M^{me} LIBERT, CASTOR.
S. 14. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 15. - Bibelots, meubles. - M^{me} J. Ph. et D. BONDU - M^{me} CHOCHON, CHOCHON-BARRÉ.
S. 16. - Tableaux, bibelots, meubles d'époque et de style. - M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY.

MERCREDI 7 OCTOBRE - COLLECTION DAUM-NANCY
(3^e et dernière vente)

A TOKYO - HOTEL OKUPA (Salon Icho) à :

16 h., heure locale - à 8 h., heure de Paris

VENTE en DUPLEX avec PARIS LA TOUR EIFFEL
(Salle Gustave-Eiffel)

participation sur invitation à demander à l'Étude : M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} et M^{me} Camard, M. Marcellac.

Joué à 10 h. - 93151 BLANC-MESNIL
Centre d'affaires Paris-Nord, immeuble Le Continental.
Vente aux enchères publiques : L.J. SODEPEC
Beau mobilier de bureau récent, bureau, informatique. - M^{me} TOUATI, c.-priseur, 7, allée de la Fontaine, 93-Le Raincy, Tél. 43-01-84-71.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
J. Ph. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
CHOCHON, CHOCHON-BARRÉ, 15, rue Grange-Battilère (75009), 47-70-38-37.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (associés) 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-61-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 42-46-51-20.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
MOREAU, 7, rue Ernest-Renan (75015), 47-34-81-13.
MORELLE, 50, rue Ste-Anne (75001), 42-96-69-22.
NERET-MINET, COUATU-BEGARIE, 8, rue Saint-Marc (75002), 40-13-07-79.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Battilère (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-49.
ROBERT, 3, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
TOUTES CATEGORIES				TOUTES CATEGORIES			
TRANCHE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERTIAIRE	TRANCHE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERTIAIRE
1	0 01	0 01	0 01	6	0 01	0 01	0 01
2	0 02	0 02	0 02	7	0 02	0 02	0 02
3	0 03	0 03	0 03	8	0 03	0 03	0 03
4	0 04	0 04	0 04	9	0 04	0 04	0 04
5	0 05	0 05	0 05	0	0 05	0 05	0 05
6	0 06	0 06	0 06				

Naissances

- Gilles ARFI
et Françoise MIMOUN,
ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Adèle, Hélène, Hermance,
le 24 septembre 1987, à l'Hôtel-Dieu du
Pont-du-Rhône.

- Sylviane de LINARES
et Didier SANDMAN,
ont le plaisir d'annoncer la naissance de la
petite sœur de
David,
Gabrielle,
le 26 septembre 1987.

59, rue du Montparnasse,
75014 Paris.

Mariages

- Le professeur et M^{me}
Jean-Pierre HELD,
ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fille
Marie-Christine
avec
M. Michel GRIFFON.

La bénédiction de Dieu leur a été
donnée dans l'intimité, le 26 septembre
1987, en l'église réformée de l'Annon-
ciation.
49, rue de Bonnavilliers,
75016 Paris.

Décès

- M^{me} Pierre Bartholin,
M. et M^{me} Jean-Olivier Bartholin
et leurs enfants,
M^{me} Catherine Auriant Bartholin
et ses enfants,
M^{me} Marthe Bartholin
et ses enfants,
M^{me} Hélène Bartholin
et son fils,
M^{me} Marie-Madeleine
et son fils,
M^{me} Marcelle Girard,
Les familles Mortet, Harrenschmidt
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Pierre BARTHOLIN,
ancien directeur de Pechiney,
ancien président
de la Société bancaire de Paris,
administrateur de sociétés,
président de l'École alsacienne.

La cérémonie religieuse aura lieu à
9 heures, le lundi 5 octobre, en l'église
réformée du Luxembourg, 38, rue
Madame, Paris-6.

« Seigneurs apprenez nous à mar-
cher dans la Lumière »
Cet avis tient lieu de faire-part.
29, rue de Condé,
75006 Paris.

(Né le 2 août 1913, à Paris, M. Pierre Bar-
tholin, docteur en droit, licencié en lettres, diplômé
de l'École Supérieure des Sciences Politiques, a été
directeur du service financier puis directeur
(1965-1971) de la compagnie Pechiney, admi-
nistrateur de sociétés, ainsi que professeur au
collège des sciences sociales et à l'Institut supé-
rieur d'administration des affaires (INSEAD)
(1971). Il présidait, depuis mars 1973, le
conseil d'administration de l'École alsacienne de
Paris.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du jeudi 1^{er} octobre 1987 :

DES DÉCRETS

• N° 87-799 du 30 septembre
1987 modifiant le décret n° 68-23 du
3 janvier 1968 portant organisation
administrative et financière de la
commission des opérations de
bourse.
• N° 87-801 et 87-802 du 29 sep-
tembre 1987 portant diverses modi-
fications au code de la Sécurité
sociale.

M^{me} Dominique Brien,

Son fils Antoine et Mathias,
ont la tristesse de faire part du décès du
docteur Alain BRIEU.

Selon la volonté du défunt, l'inhuma-
tion a eu lieu dans la plus stricte inti-
mité.

- Le conseil d'administration de
l'Association générale des producteurs
de blé,
Le conseil d'administration de l'Insti-
tut technique des céréales et des four-
rages,
Le conseil d'administration d'Uni-
grain,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DELEAU,

leur ancien président,
survécu dans la nuit du 28 au 29 sep-
tembre 1987.

La cérémonie religieuse a lieu le jeudi
1^{er} octobre à 15 heures, en l'église de
Mont-en-Terrain (Pas-de-Calais).

[Jean Deleau, né le 28 décembre 1906 à
Mont-en-Terrain, ingénieur agronome, licencié
en droit, agronome, a occupé pendant de nom-
breuses années les fonctions suivantes : pré-
sident de la chambre d'agriculture du Pas-de-
Calais, premier vice-président du comité
économique et social de la région Nord, membre
du conseil économique et social, président de
l'Association générale des producteurs de blé
(AGPBL), président de l'Institut technique des
céréales et des fourrages (ITCF), président
des comités de la région, membre de l'insti-
tut de la Céréaliculture, vice-président du
conseil central du FNOC, membre du conseil
supérieur du Plan, membre de la commission
des comités de la région, membre de l'insti-
tut de la Céréaliculture, vice-président du conseil
des opérations professionnelles agricoles
(COPAI) de la Communauté économique euro-
péenne, président du comité consultatif des
céréales de la CEE, membre de la section
d'orientation générale du conseil supérieur de la
recherche agronomique.]

- M. et M^{me} Robert Delmas,
M. et M^{me} Philippe Delmas,
M^{me} Sophie et Caroline Delmas,
Parents et alliés
ont la douleur de faire part du décès
accidentel, à dix-huit ans de
Eric.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans le temple de Courlay, le 17 septem-
bre 1987.
17420 Saint-Palais-sur-Mer,
3, cours de l'Europe,
17200 Royan.

- Tamara et Yannick Desportes,
ses parents,
Marc et Luc,
ses frères,
ont la profonde douleur de faire part du
décès de

Dorine DESPORTES,
latérale des hôpitaux de Paris,
disparue dans sa vingt-huitième année.
Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue du Roi-de-Sicile,
75004 Paris.

- M^{me} Hélène Maffert,
Maurice, Charlotte et Jean,
M^{me} Madeleine Desvignes-Dell,
M. André Desvignes,
M^{me} J. Lemoine-Lefranc,
M. et M^{me} Serge Maffert,
M. et M^{me} Claude Allenbach,
M. et M^{me} Jacques Desvignes,
M. et M^{me} Nicolas Maffert,
M. et M^{me} Christophe Charpentier
et leurs enfants,
ont l'immense douleur de faire part du
décès accidentel de

M^{me} Geneviève MAFFERT,
née Desvignes,
survécue le 23 septembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 28 septem-
bre 1987, au temple protestant de Ver-
sailles.

« O Dieu, je cherche en toi mon
refuge »
F. MAFFERT 26.

Anne Turner,

Olivier Foulquier,
Et leurs familles,
font part de la mort de leur mère

M^{me} Henri FOULQUIER,
née Augusta Andersen,
survécue le 27 septembre 1987, à Men-
dou.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Jean Lassez,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Pierre Masse,
M. et M^{me} François Lacombe,
M. et M^{me} Francis Muller,
M. Jacques-Max Lassez,
M^{me} Jacqueline Lassez,
M. et M^{me} Jean-Louis Lassez,
M. et M^{me} Daniel Lechanteux,
ses enfants,
Stéphane et Nathalie Caudron,
Valérie et Marion Masse,
Anne, Christine et Jean-Marie
Lacombe,
Bettina et Eléonore Muller,
Frédéric Lassez,
Sarah Lassez,
Alice et Stéphanie Lechanteux,
ses petits-enfants,
Mathilde Caudron,
son arrière-petite-fille,
M^{me} Louise Grégoire,
sa cousine,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
Diane de

M. Jean LASSEZ,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille des engagés volontaires
1914-1918,
chevalier du Mérite social,
magistrat honoraire,
survécue le 29 septembre 1987, à
Neully, à l'âge de quatre-vingt-sept ans,
après des souffrances de l'Église.

Pris pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 1^{er} octobre, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neully, suivie
de l'inhumation au cimetière nouveau
de Neully.

Anniversaires

- Une pensée éternelle est demandée
aux amis de
Paul ELIASBERG
décédé le 1^{er} octobre 1983.

- Anne
HEURGON-DESJARDINS,
fondatrice du Centre culturel
international de Carley-la-Salle,
nous a quittés il y a déjà dix ans.

Que ceux qui l'ont connue et aimée se
souviennent.

Une messe sera célébrée le samedi
10 octobre 1987, à 20 h 30, en l'église de
Carley.

Mort de Maurice Charretier
sénateur du Vaucluse, maire de Carpentras

M. Maurice Charretier, sénateur
(RI) du Vaucluse, maire de Carpen-
tras et ancien ministre, est
décédé, mercredi 30 septembre, au
fin de matinée, des suites d'une
hémorragie cérébrale, survenue
dans la nuit du vendredi 25 au
samedi 26 septembre.

Il sera remplacé au Sénat par
M. Alain Dufaut (RPR), conseiller
général d'Avignon-Ouest.

M. Pierre Louis

LAJUGE de LA RENAUDIE,
que demeurent nombreux les souvenirs
honorant sa mémoire.

Messes anniversaires
- Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

M^{me} Michel de VERNEJOU,
né Monique Moché,

une messe sera célébrée le mercredi
7 octobre 1987, à 18 h 15, en l'église
Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amato, Paris-15.

Communications diverses

- Institut Pierre-Mendès-France. -
Conférence de M. Pierre Bédigoyen
sur : « Pierre Mendès France et la
démocratie économique et sociale », le
jeudi 8 octobre 1987, à 18 h 30 précises.
Renseignements : 46-33-10-30.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III, le jeudi
1^{er} octobre, à 14 h 30, salle Bourjac,
M^{me} Tassabehji, épouse Pawal : « Étude
syntaxe-lexicale, thématique et sociolo-
gique du « Livre des Jours », de Tah
Hussein ».

- Université Paris-I, le samedi
3 octobre, à 14 heures, école des
Chartes, grande salle des cours,
M. Louis Berges : « La société civile
contre le recrutement à l'époque de la
conscription militaire (1798-1814). Le
cas des départements aquitains ».

- Université Paris-VIII, le samedi
3 octobre, à 14 heures, salle F 288,
M. Robert Sayre : « La sociologie de la
littérature : une tentative de synthèse
critique ».

Nos abonnés bénéficient d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sous réserve de joindre à
leur envoi de deux sous des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal.
7, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05.
Tél. MONPAR 050 572 F.
Télécopieur : 45-23-06-81.
Renseignements : Tél. 42-47-98-03.
Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 88 F
Abonnés (avec justificatif) : 80 F
Communications diverses : 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont
4 lignes de bannière). Les lignes au
dessus de 10 sont facturées sur
la base de deux lignes.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
TOUTES CATEGORIES				TOUTES CATEGORIES			
TRANCHE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERTIAIRE	TRANCHE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERTIAIRE
1	0 01	0 01	0 01	6	0 01	0 01	0 01
2	0 02	0 02	0 02	7	0 02	0 02	0 02
3	0 03	0 03	0 03	8	0 03	0 03	0 03
4	0 04	0 04	0 04	9	0 04	0 04	0 04
5	0 05	0 05	0 05	0	0 05	0 05	0 05
6	0 06	0 06	0 06				

STERN

GRAVEUR
depuis 1840

Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42-36-94-48 - 45-88-26-45

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Sports

Marseille et Toulouse

M. Pierre Louis

LAJUGE de LA RENAUDIE,
que demeurent nombreux les souvenirs
honorant sa mémoire.

Messes anniversaires

- Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

M^{me} Michel de VERNEJOU,
né Monique Moché,

une messe sera célébrée le mercredi
7 octobre 1987, à 18 h 15, en l'église
Saint-Léon, 1, place du Cardinal-
Amato, Paris-15.

Communications diverses

- Institut Pierre-Mendès-France. -
Conférence de M. Pierre Bédigoyen
sur : « Pierre Mendès France et la
démocratie économique et sociale », le
jeudi 8 octobre 1987, à 18 h 30 précises.
Renseignements : 46-33-10-30.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III, le jeudi
1^{er} octobre, à 14 h 30, salle Bourjac,
M^{me} Tassabehji, épouse Pawal : « Étude
syntaxe-lexicale, thématique et sociolo-
gique du « Livre des Jours », de Tah
Hussein ».

- Université Paris-I, le samedi
3 octobre, à 14 heures, école des
Chartes, grande salle des cours,
M. Louis Berges : « La société civile
contre le recrutement à l'époque de la
conscription militaire (1798-1814). Le
cas des départements aquitains ».

- Université Paris-VIII, le samedi
3 octobre, à 14 heures, salle F 288,
M. Robert Sayre : « La sociologie de la
littérature : une tentative de synthèse
critique ».

Nos abonnés bénéficient d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sous réserve de joindre à
leur envoi de deux sous des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal.
7, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05.
Tél. MONPAR 050 572 F.
Télécopieur : 45-23-06-81.
Renseignements : Tél. 42-47-98-03.
Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 88 F
Abonnés (avec justificatif) : 80 F
Communications diverses : 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont
4 lignes de bannière). Les lignes au
dessus de 10 sont facturées sur
la base de deux lignes.

MARCHÉ

DE COULEUR

Quallofr

مكتبة الادب

5 JOURS QUI TOMBENT

POUR TOUT ACHAT D'UNE PEUGEOT NEUVE
VOTRE PREMIERE ECHÉANCE TOMBE DU CIEL

Pour tout achat d'une Peugeot neuve, nous vous reprenons votre ancienne voiture quels que soient son âge et son état, 5000 F minimum et beaucoup plus si son état le justifie. Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers propriétaires d'un véhicule dont la carte grise est à leur nom depuis plus de trois mois.

LA PREMIERE ECHÉANCE
VOTRE PREMIERE ECHÉANCE

Tenez-vous bien, pour tout achat d'une PEUGEOT neuve à crédit* votre première échéance vous sera remboursée et vous ne paierez les suivantes qu'à compter de JANVIER 1988.

Avec un apport minimum de 10% seulement. Crédit sur 48 mois remboursable en 47 échéances mensuelles, la première à 60 jours de la livraison.
TEG : 18,25% plus perceptions forfaitaires.
Exemple : 205 Junior 3 portes AM 88 - 46450 F - Versement 10% à la commande soit 4645 F. Montant financé 41805 F, 1^{re} échéance à 60 jours, à compter de la date de livraison de votre 205, soit 1270,41 F (hors assurance), remboursée en janvier 1988. Ensuite 46 échéances mensuelles de 1270,41 F à compter de janvier 1988. TEG 18,25% + perceptions forfaitaires. Coût total du crédit : 58438,86 F déduction faite de la 1^{re} échéance remboursée.

*Sous réserve d'acceptation de votre dossier par CRÉDIPAR.

DES NOUVELLES 205 JUNIOR 3 OU 5 PORTES
AMC JET

NOUVELLES 205 JUNIOR 3 OU 5 PORTES, avec moteur en alliage léger "nouvelle génération" et nouvelle planche de bord. Série Spéciale à partir de 46450 F.
NOUVELLES 309 CHORUS 3 OU 5 PORTES, toute blanche avec autoradio cassette FM stéréo. Série Spéciale à partir de 57 500 F.

NOUVELLE 405 MI 16, moteur 16 soupapes, 160 ch* DIN (116 kW CEE), 220 km/h (sur circuit). Un talent fou!

*Consommations Normes UTAC (6,5 l/à 90 km/h; 8 l/à 120 km/h; 11,3 l/en ville).

ET UNE 205 GTI A GAGNER

Il y a une 205 GTI et des bilans de santé gratuits à gagner pour votre voiture en jouant sur votre Minitel 3615 code PEUGEOT.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

BIEN!

Les partenaires soci

Les partenaires soci

REPORTERS

REPORTERS

FABULEUX
INSECTES
DOSSIER SPÉCIAL

SOMMAIRE

■ Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, le vice-président de la Réserve fédérale, reconnaît que les autorités monétaires américaines procèdent, depuis quelque temps, à des interventions visant à stabiliser le marché de l'or en jouant sur les taux d'intérêt. (Page 36.) ■ En France, les par-

tenaires sociaux sont à nouveau réunis pour négocier une convention d'assurance-chômage. Les discussions risquent d'être longues. (Voir ci-dessous.) ■ Le rapport de l'OCDE sur les perspectives de l'emploi se montre pessimiste pour la France. Le

taux de chômage devrait atteindre en 1988 12 % de la population active. (Page ci-contre.) ■ Alors que le gouvernement affiche une priorité pour la recherche industrielle, aucune progression n'apparaît dans le projet de budget 1988, par rapport à celui de 1986. (Page 37.)

La négociation de l'assurance-chômage

Les partenaires sociaux se tournent vers l'Etat

Syndicats et patronat ont revu, le jeudi 1^{er} octobre, des négociations sur une nouvelle convention de l'assurance-chômage. La fin des discussions est prévue pour le 27 novembre, mais des prolongements sont possibles. Les élections présidentielles puis l'échéance présidentielle perturbent déjà un rituel devenu pesant. Une fois encore, il faudra choisir entre des économies, difficiles à supporter pour les chômeurs, et une augmentation des cotisations, préjudiciable aux employeurs comme aux salariés. A moins que l'Etat ne fasse les frais de l'opération.

Régulièrement, les partenaires sociaux se retrouvent pour négocier une nouvelle convention de l'assurance-chômage. L'actuelle venant à échéance le 31 décembre prochain. Régulièrement, aussi, l'UNEDIC, l'organisme à gestion paritaire, renoue avec le déficit à cause de l'aggravation du chômage. Cette fois, il faudrait trouver environ 15 milliards de francs supplémentaires pour faire face aux besoins des deux années à venir. Avec la dette, et malgré son remboursement de 1 milliard par an, ce sont 21,6 milliards qui manqueraient à la fin décembre 1989.

Impitoyables, ces données doivent être enfin appréciées en fonction de rendements plus symboliques les uns que les autres : les élections présidentielles le 9 décembre, l'assemblée générale du CNPF le 16 décembre, sans oublier l'élection présidentielle.

Que faire ? A elle seule, la martingale proposée par M. Antoine Faesch (FO) résume les enjeux et l'ambiguïté de la situation. L'équilibre financier de l'UNEDIC ne doit

pas se réaliser sur le dos des chômeurs : les allocations ont déjà atteint le point de rupture. L'Etat doit participer davantage au financement : l'UNEDIC, qu'on le veuille ou non, contribue au traitement social du chômage. L'Etat pourrait donc s'engager à verser 3,5 milliards de francs par an pour financer les allocations de fin de droits accordées aux chômeurs de longue durée. Les employeurs et les salariés, à parité, supporteraient chacun une augmentation de 0,10 % des cotisations, en 1988 et en 1989, qui rapporteraient à chaque fois 2,4 milliards.

Ainsi, dit M. Faesch, « l'UNEDIC dégageait des recettes supérieures de 11 milliards de francs » au terme des deux ans à venir. Ne resterait alors que le problème de la dette, dont le rééchelonnement lui paraît exclu, « parce qu'il coûterait cher aux banques ».

Sans l'avouer, le responsable de Force ouvrière fait de ce point l'un des éléments de négociation. Si l'Etat s'associe au règlement financier du déficit de l'UNEDIC, il réclamera inévitablement des contreparties, au-delà de la participation actuelle du régime au traitement social. M. Philippe Séguin pense par exemple au maintien d'une allocation dégressive lors de la reprise d'un emploi moins bien rémunéré, à l'imbrication possible entre une indemnité et la reprise d'une activité partielle, ou encore à la poursuite du versement des prestations pendant un stage de formation.

« On peut négocier », admet M. Faesch, qui imagine pouvoir conclure entre le 9 et le 16 décembre, mais menace aussi de ne pas signer une convention valable pour deux ans si les conditions ne sont pas remplies.

A des nuances près, les mêmes ingrédients se retrouvent dans les

propos des autres négociateurs syndicaux. Personne n'entend diminuer les prestations des chômeurs, déjà rabotées lors des précédentes négociations. Tous s'accordent à considérer que l'Etat doit être associé à l'effort commun. Sa responsabilité est engagée, et, notent certains, la nature du chômage ayant changé, il doit en subir les conséquences, mais ne doit pas être associé à la gestion de l'UNEDIC.

Les uns (CFDT, voire CGC) optent pour un déplacement des frontières entre le régime d'assurance et le système de solidarité qui sépare les chômeurs en fin de droits. D'autres évoquent la reprise de la dette par l'Etat ou son rééchelonnement (CFDT). Il est même envisagé que le paiement des retraités des chômeurs, tant après de l'ARRCO que de l'AGIRC, pour 1 milliard de francs actuellement, soit pris en charge par l'Etat. A chaque fois, l'idée d'un partage à trois revient, la CGT étant la seule à rappeler qu'elle était opposée à l'idée, consacrée en 1984, d'un divorce entre l'assurance et la solidarité nationale, à la charge de l'Etat.

En face, le patronat prononce un discours de rigueur et d'essence libérale. M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, n'imaginerait pas « porter recettes nouvelles », et donc cotisation supplémentaire, « si on ne parle pas compression des dépenses ». Donnant-donnant. Et de rappeler à cette occasion, que les signataires de l'accord de 1983 s'étaient engagés à tendre vers l'égalité de la contribution, les employeurs cotisant actuellement pour 3,07 % de la masse salariale et les salariés pour 1,54 %. Quant à s'en remettre au bon vouloir de l'Etat, M. Guillen souligne que l'on « ne revendique pas la liberté pour le chômeur quand on rencontre quelques difficultés ».

Dans ces conditions, trois séances de négociation suffiront-elles pour reformer le dossier ? Rien n'est moins sûr. A l'instar de M. Deleu (CFTC), certains estiment que le nécessaire replâtrage, techniquement facile à obtenir, nécessitera que l'on revienne ensuite, « et à froid », sur les questions de fond. Même si la CGT, la CFDT, Force ouvrière et le CNPF, d'une certaine manière, entendent en finir au plus tôt, les uns et les autres savent en effet qu'un règlement rapide et financier laisserait en suspens des problèmes pour l'avenir de l'UNEDIC.

Un nouveau terrain d'action

Le partage imposé en 1984 entre ce qui relevait de la compétence des partenaires sociaux et ce qui appartenait à l'effort national n'a pas résolu à l'évolution du chômage. Accepter à nouveau le financement par l'Etat, sans lui accorder un droit de regard sur la gestion, paraît illusoire, mais cela ne correspond pas à la volonté d'autonomie affichée par les partenaires sociaux.

Devenu outil commun, de fait, l'UNEDIC est appelée à participer activement à l'insertion professionnelle des chômeurs, par le soutien à l'activité ou par la formation. M^{me} Chantal Cumusel (CGC), M. Jean Kaspar (CFDT) ou M. Deleu (CFTC) le reconnaissent implicitement ou, même, rêvent de ce nouveau terrain d'action pour le syndicalisme, au plus près des intérêts des salariés et des chômeurs.

Mais, au moment d'aborder les négociations, ils sont partagés entre les exigences financières de l'instant, les contraintes d'un calendrier très électoral et les nécessités d'une remise à plat. Auront-ils le temps et les moyens de choisir ?

ALAIN LEBEAUX

L'OCDE et les « petits boulots »

En présentant ses « perspectives pour l'emploi » pour les prochains dix-huit mois, l'OCDE a abandonné les démonstrations qu'elle affectionnait. Malgré les résultats obtenus aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne, la résorption du chômage n'est plus globalement envisageable. Les 31,1 millions de chômeurs, comptabilisés dans les vingt-quatre pays membres de l'OCDE, deviendront 31,5 millions en 1988. Ils représenteront, comme cette année, 8,25 % de la population active.

Notamment en Europe, la situation devrait encore se dégrader, puisque la proportion de personnes au chômage passera de 11 % en 1986 à 11,25 % en 1988, totalisant 19,75 millions de sans emploi. L'Allemagne fédérale et l'Italie sont affectées par ce mouvement, mais c'est surtout la France qui aura à en pâtir. Le taux de chômage, évalué à 10,5 % en 1986, s'éleverait à 11,25 % en 1987 et à 12 % en 1988. Cette aggravation continue fait de la France le mauvais élément de l'OCDE.

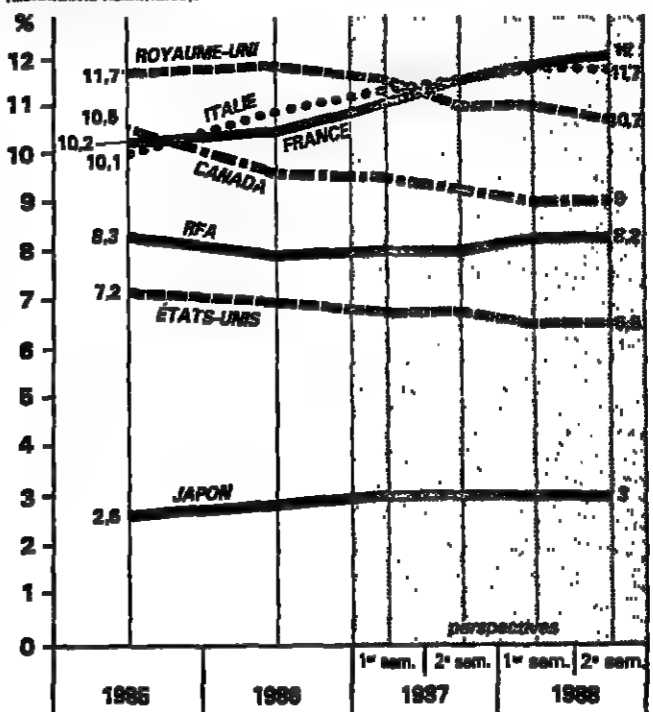
Mais c'est surtout sur le changement de nature de l'emploi et du chômage qu'insistent les experts de

l'OCDE. Près d'un chômeur sur deux l'est depuis plus d'un an et les chômeurs de longue durée « constituent un groupe à part » dans de nombreux pays. Des salariés sont rejetés et deviennent « des travailleurs découragés ». Le travail temporaire se développe fortement pour des emplois de courte durée, occasionnels ou saisonniers. Dans ses différentes formules, il représentait entre 5 % et 12 % de la population au travail selon les pays en 1985.

Tout cela amène les experts à considérer que la croissance des activités « qui sortent du cadre conventionnel de l'emploi régulier annuel et à plein temps va bien au-delà du plein emploi ». L'OCDE préconise des « nouveaux types de contrat de travail » qui correspondraient à l'émergence de mesures « actives » pour réduire le chômage. Les mesures « passives », telles que l'indemnisation du chômage, ne suffisent plus. L'OCDE, à son tour, en vient à proposer le passage du traitement social aux « petits boulots ». Comme en France.

A. L.

Taux de chômage en pourcentage de la population active (définitions nationales).



Source : perspectives de l'emploi de l'OCDE

REPÈRES

Inflation

Baisse de 0,2 % en septembre en RFA

C'est par erreur que nous avons indiqué, sur la foi d'une dépêche d'agence (le *Monde* du 1^{er} octobre) que les prix ont augmenté de 0,2 % en septembre en République fédérale d'Allemagne. Ils ont, en réalité, baissé de 0,2 %, ce qui, par rapport à septembre 1986, correspond bien à une hausse de prix de 0,5 %.

Recherche

Bilan satisfaisant pour ESPRIT

La première phase du programme européen de recherche, ESPRIT, lancé en 1984, a été considérée comme un succès par le commissaire européen chargé de la recherche, M. Karl Heinz Narjes : elle a déjà engendré plus de deux cent vingt projets de recherche, impliquant trois mille chercheurs.

M. Narjes a regretté que les sommes allouées par les Douze à l'ensemble du programme-cadre pour les cinq années à venir ne soient pas à la hauteur des souhaits initiaux de la Commission européenne : le budget arrêté le lundi 28 septembre par les ministres européens porte sur

5,4 milliards d'ECU, alors que la Commission s'était prononcée pour 7,7 milliards d'ECU. Il a également déploré le retard de six mois pris dans l'adoption de ce programme-cadre, en raison d'un veto mis par le Royaume-Uni sur le montant du financement. De leur côté, les industriels ont souhaité que la seconde phase d'ESPRIT (1988-1993) soit plus tournée vers le marché.

Agriculture

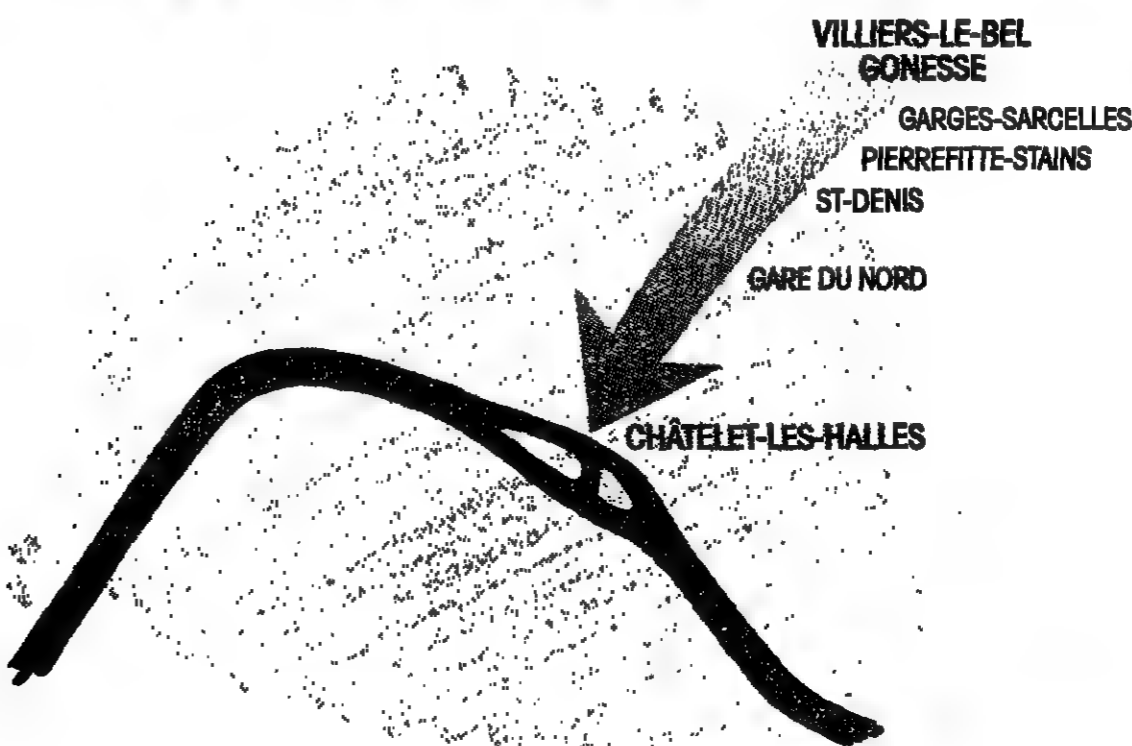
Mauvaises récoltes au Sahel

Après les bonnes récoltes de 1985 et de 1986, la saison agricole 1987 sera mauvaise au Sahel, a annoncé mercredi 30 septembre à Paris M. Mahamane Brah, secrétaire exécutif du Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Contrairement aux prévisions, ce ne sont pas les arides (notamment les crickets) qui sont responsables de la mauvaise qualité des récoltes, mais la faiblesse des pluies et leur mauvaise répartition dans les régions agricoles des neuf Etats membres : Burkina, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad. Bien que la saison des pluies ne se termine qu'à la fin d'octobre, la situation paraît déjà irréversible, avec des récoltes compromises à 100 % dans bon nombre de ces régions, a précisé M. Brah.

FABULEUX INSECTES

DOSSIER SPÉCIAL SCIENCE VIE

DIRECT AU COEUR.



Le 27 septembre, vous pourrez dire que vous avez de la veine : ensemble, la SNCF et la RATP créent une offre qui mène droit au cœur !
Heureux voyageurs de Villiers-Le-Bel, Garges, Pierrefitte, St-Denis, avec la mise en service de la première étape de la ligne D du RER, plus besoin de changer en Gare du Nord pour rejoindre le cœur de Paris.
Pour vous, Châtelet-Les-Halles, maintenant c'est direct.
Vous gagnez du temps et de plus, vous profitez du confort des nouveaux trains bleu, blanc, rouge à biage, avec deux fois plus de places assises.

RATP

AVEC LA LIGNE D DU RER
GARDEZ VOTRE PLACE
JUSQU'AU CHATELET

SNCF
C'EST POSSIBLE !

50215111

Economie

ÉTRANGER

Un entretien avec le vice-président Johnson

La Réserve fédérale veut stabiliser le cours de l'or autour de 450 dollars l'once

Entré au conseil d'administration du système de Réserve fédérale en février 1986, M. Manuel Johnson en est devenu le vice-président dès le mois d'août de la même année. Il était alors âgé de trente-six ans. Cet ancien haut fonctionnaire de la Trésorerie et professeur associé d'économie à l'université George Mason était considéré comme proche des thèses défendues par les économistes de l'offre (partisans de la baisse des impôts sur le revenu, entre autres choses), dont

certaines étaient très opposées à la politique monétaire menée par l'ancien président du FED, M. Paul Volcker (et jusqu'à ce jour poursuivie par son successeur M. Alan Greenspan). Cependant, Manuel Johnson ne se comportera pas comme le porte-parole d'un groupe dans plusieurs votes cruciaux, il apportera son soutien à M. Volcker en parfaite connaissance de cause, « car la première responsabilité d'un banquier central est

le maintien du pouvoir d'achat de la monnaie, même si, pendant la période de transition pendant laquelle la stabilité des prix n'est pas encore obtenue, il se préoccupe des conséquences que les mesures prises à cet effet peuvent avoir sur l'activité économique ». Précisons que l'entretien ici rapporté a eu lieu juste avant la déclaration faite mercredi matin (heure de Washington) par le secrétaire au Trésor, M. Baker, selon laquelle les États-Unis étaient disposés, en vue de promou-

voir la coordination entre les signataires de l'accord du Louvre, à se référer à un « indicateur » supplémentaire, à savoir le prix, exprimé dans les grandes monnaies, d'un panier de matières premières, comprenant l'or. Les propos que M. Johnson nous a tenus sont de nature à éclairer l'interprétation qu'il convient de donner à cette déclaration et la mesure dans laquelle les autorités monétaires américaines se conforment déjà à la prescription préconisée par M. Baker.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

« Le FED a, le 4 septembre dernier, relevé d'un demi-point son taux d'escompte pour le porter à 5%. Pendant combien de temps comptez-vous poursuivre cette politique de renchérissement du coût de l'argent ?

« Nous avons été préoccupés de voir monter les taux à long terme, sur lesquels les autorités n'ont pas de prise directe. Cela ne traduirait-il pas une résurgence des anticipations inflationnistes ? Aussi, notre intention est de ne pas baisser les taux à court terme aussi longtemps que les taux à long terme ne commenceront pas à diminuer.

« Les indications données par l'évolution de la masse monétaire sous ses différentes définitions sont-elles pour vous satisfaisantes, sur quel critère vous guidez-vous pour déterminer votre politique monétaire ?

« Dans notre désir de tenir l'inflation en laisse, nous avons depuis quelques mois surveillé de très près l'évolution du marché de l'or. Notre politique a consisté à empêcher que le prix s'éloigne d'un niveau de 450 dollars l'once. Chaque fois que le cours tend à s'élever, au-dessus de ce niveau, nous resserons le crédit. C'est par exemple ce qui s'est produit lorsque, pendant les premiers jours du mois d'août, nous avons vu le prix de l'or remonter jusqu'à 463 dollars. Une hausse de ce prix est pour nous le signe d'une tension sur les marchés monétaires et sur le niveau des prix. Chaque

fois que nous réagissons en relevant les taux d'intérêt, nous constatons un recul du cours de l'or qui revient plus près de 450 dollars l'once.

« Les taux d'intérêt actuels vous paraissent-ils suffisants à cet égard ?

« Nous les jugeons accordés au niveau du prix de l'or que nous jugeons souhaitable.

« Ce prix de l'or, lui-même autour de 450 dollars l'once, vous paraît-il correspondre à une situation de stabilité durable ou bien, au contraire, vous paraît-il plutôt trop haut (et par conséquent favorisant l'inflation) ou plutôt trop bas favorisant la déflation ?

« Pour ce qui concerne le prix de l'or actuel exprimé en dollars, il nous paraît devoir rendre possible l'équilibre. Reste à savoir si le prix de l'or exprimé en deutschemarks (il a baissé à cause de la revalorisation de cette monnaie) n'est pas au contraire déflationniste.

« Comment jugez-vous la politique monétaire allemande ?

« Elle a probablement quelque chose à voir avec la faible croissance en Europe.

« A combien estimez-vous le montant des interventions pour soutenir le cours de la devise américaine sur le marché ?

« Il est vrai que des interventions massives ont eu lieu pendant les premières années 70 puis de nouveau en 1977-1979 et ont eu l'effet que vous dites. Les autorités japonaises et allemandes ont cette

année « stérilisée » une bonne partie des dollars achetés (au moyen d'opérations en sens inverse, la Bundesbank épongeant les liquidités créées par l'afflux des dollars). Pen-

Washington propose de réintroduire l'or dans le système monétaire

(Suite de la première page.)

Le plan Baker n'a guère été suivi d'effets puisque la croissance économique promise aux pays endettés qui remettraient de l'ordre dans leurs affaires ne s'est guère matérialisée. En outre, les banques commerciales n'ont pas répondu à l'appel de M. Baker : elles ont, depuis 1985, pratiquement cessé de prêter aux pays endettés. M. Baker, cependant, semble avoir une vue plus optimiste des choses.

Pour appuyer la politique qu'il préconise, il recommande un certain nombre de réformes pour le Fonds monétaire. Il a notamment proposé la création d'une nouvelle « facilité d'aide d'urgence extérieure » (external contingencies facility). Cette nouvelle procédure de prêts se substituerait à l'actuelle facilité dite compensatoire, qui permet aux pays exportateurs de matières premières d'obtenir des crédits lorsque leurs recettes d'exportation viennent à diminuer. Mais la nouvelle facilité pourrait être mise en œuvre dans d'autres circonstances, notamment en cas de hausse des prix des taux d'intérêt et des

désastres naturels. Cependant, M. Baker a précisé que cette nouvelle procédure serait financée à partir de ressources déjà existantes.

Les réticences des experts

Les propositions de M. Baker, surtout celles relatives à la stabilisation, via l'or et d'autres matières premières non spécifiées, des monnaies des pays signataires de l'accord du Louvre, pourraient constituer une initiative de première importance. Il est inhabituel que ce soit à la tribune de l'assemblée générale du Fonds monétaire et non pas au sein de groupes plus restreints (les Cinq, les Sept, les Dix) que les projets, potentiellement les plus importants, soient annoncés. Il semble bien que le discours de M. Baker ait été énoncé au sein de l'administration américaine jusqu'au dernier moment. Des pressions ont été exercées sur le secrétaire au Trésor pour qu'il retire la référence à l'or.

M. Baker n'a pas parlé du dollar ou de l'or. Il a fait allusion à la stabilisation des monnaies impliquée dans l'accord du Louvre (outre le dollar, le franc, le DM, le yen, la livre sterling, la lire italienne et le dollar canadien) par référence à un « panier de matières premières dont l'or ». Bornons-nous à constater que les banques centrales n'ont pas l'habitude de se préoccuper du prix du café ou du cuivre. La méthode traditionnelle employée est, à travers la stabilité d'une seule matière première, à savoir

l'or, d'entraîner de proche en proche une stabilisation relative de l'ensemble des prix. Cette allusion aux matières premières serait-elle une façon de rendre plus présentable son projet devant une assemblée composée d'hommes politiques, de gouverneurs et d'experts qui sont largement hostiles à toute référence à l'or ?

Ajoutons une autre raison pour penser que la référence à d'autres matières premières compliquerait énormément les choses. Les marchés de la plupart des matières premières sont encore aujourd'hui déprimés. Vouloir les stabiliser à leur niveau actuel, ce serait ouvrir pour la déflation et, d'une

façon générale, pour le maintien de l'appauvrissement des pays exportateurs. Autrement dit, ce serait faire la part de ce qu'il faut et de ce que l'on veut faire.

la volonté du président Reagan

Reste à savoir si les autres pays signataires de l'accord du Louvre (la France, la Grande-Bretagne, la RFA, le Japon, le Canada et l'Italie) sont prêts à envisager un tel pas en avant. Répétons que, pour l'instant, il n'est pas encore question de franchir le pas le plus difficile qui consisterait à rétablir les interventions directes des banques centrales sur le marché de l'or.

En arrivant à la Maison Blanche il y a six ans, le président Reagan n'avait pas caché ses préférences pour un système monétaire fondé sur l'or. Il avait chargé une commission d'experts d'étudier le projet. Celle-ci s'était en majorité prononcée négativement à la grande satisfaction des économistes et des experts américains, farouchement hostiles à une réforme monétaire rétablissant l'or dans son rôle d'étalon. Il semble bien que le président Reagan veuille, avant de se retirer, jeter les premières pierres d'une telle construction.

Dans les couloirs de l'hôtel Sheraton, où se tient la conférence, les fonctionnaires du Fonds monétaire étaient concernés. Si le prix de l'or venait à être durablement stabilisé et si un jour les banques centrales s'entendaient pour procéder à des interventions ponctuelles sur le marché de l'or, on entrerait dans une ère de rétablissement de facto de l'étalon-or. Les statuts du FMI, qui interdisent aux pays membres de définir la valeur de leurs monnaies respectives par référence à l'or, seraient tournés sans qu'on soit pendant longtemps obligé de les abolir (puisque, après tout, un prix stabilisé de l'or n'aurait pas besoin d'être officialisé pour produire ses effets). La « surveillance » que la bureaucratie internationale du Fonds est censée exercer deviendrait totalement sans objet.

PAUL FABRA.

Our views are
firm because
our facts
are hard.

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science.
Traduction du texte ci-dessus : « Nos analyses sont justes car nos sources sont sûres. »
Chaque semaine, votre aperçu indépendant sur les affaires du monde, de la finance, de la science.

IO INTERBAIL

LES ACTIONNAIRES SONT EUROPÉENS
DEMAIN NOS CLIENTS LE SERONT

INTERBAIL Société Immobilière pour le Commerce et l'Industrie
6, rue Christophe-Colomb 75008 PARIS - Tél. : 47 63 61 34

RELEVÉ LE 27 SEPTEMBRE 1987

LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ÉCOLE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT AVEC

ESAM

UN JOB ASSURÉ :
FORMATION INTENSIVE
ADMISSION

Economie

AFFAIRES

56,5 milliards de francs pour la recherche industrielle

L'effort budgétaire ne compensera pas le retard pris depuis 1986

Après avoir redécouvert, début 1987, l'importance de la recherche et de l'innovation pour l'économie nationale, le gouvernement de M. Chirac a décidé d'en faire l'une des trois priorités du budget 1988, aux côtés de l'emploi et de la coopération. Dès le mois de juillet dernier (le Monde du 10 juillet), un comité interministériel consacré à ce sujet permettait au premier ministre d'annoncer une augmentation de 7,7 % du budget que l'Etat allait consacrer à la recherche, soit 56,5 milliards de francs (hors dépenses militaires) contre 52,5 milliards en 1987. Si l'on y ajoute les dépenses militaires (29,15 milliards de francs) en hausse de 16,6 %, la croissance de l'effort est encore plus sensible (+ 10,5 %).

A quoi correspond réellement la progression de l'effort civil de recherche-développement : telle qu'elle apparaît dans le projet de budget présenté par M. Balladur le 18 septembre ? Quatre postes concentrent à eux seuls l'essentiel de la hausse : le Fonds de la recherche et de la technologie (FRT), qui voit ses crédits de paiement passer de 655 millions de francs dans la loi de finances initiale de 1987 à 953 millions dans celle de 1988 (+ 45,5 %) ; l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui voit les siens augmenter de 425 à 640 millions de francs (+ 50,6 %) ; les programmes aéronautiques civils, dotés de 4,4 milliards (contre 3,3, soit une hausse de 33,2 %) ; enfin, le crédit d'impôt recherche, grâce à la mise en œuvre de nouvelles dispositions (le Monde du 22 septembre), qui enregistrera une croissance de son enveloppe fiscale de 45,5 % (1,1 milliard en 1987, 1,6 en 1988).

Les progressions affichées pour le FRT et l'ANVAR sont impressionnantes en termes de crédits de paiement. Elles le sont largement moins en termes d'autorisation de programme, critère plus significatif et en tout cas retenu dans la présentation du budget de 1987 (ce qui ne facilite pas la comparaison). Pour

par rapport à la loi de finances initiale de 1987 (2,5 milliards) est même plus importante que les 33 % affichés aujourd'hui, puisque, en cours d'année, ce secteur s'est vu attribuer une dotation supplémentaire de 800 millions de francs grâce au surplus des recettes de privatisation. Cette manne providentielle va

indicative. — les entreprises devront, pour effectuer leurs déclarations à la fin de l'année, être fixées sur les modalités exactes mises en place. Ce qui n'est pas le cas en l'absence de loi et de textes d'application.

Moins « expansifs », certains des autres postes de la recherche méritent cependant qu'on s'y attarde. La filière électronique semble progresser (de 5,8 %). En fait, elle régresse : ont été retirés de ce poste en 1987 (et reportés sur le poste divers) les crédits accordés à l'Agence de développement de l'industrie atomique (supprimée) et au CESA (en cours de privatisation). Si cela n'avait été le cas, la filière électronique aurait marqué un fléchissement de 126 millions de francs. Quant aux trois postes suivants — CNRS, recherche en télécommunications et CEA — il est quelque peu abusif d'intégrer leur croissance (respectivement de 8,8 %, de 9,8 % et de 1 %) dans l'effort « budgétaire » de recherche-développement, puisqu'il s'agit de sommes « déboursées ». Les deux premiers postes élargissent en effet au budget annexe des P et T. Le troisième, quant à lui, s'alimente depuis 1987, encore faiblement il est vrai, auprès d'EDF (150 millions en 1987, 250 millions en 1988), diminuant de même coup la contribution du budget de M. Madelin.

An total, si la dégradation de l'effort de recherche apparaît écurie en 1988, les coupes pratiquées en 1986 et en 1987 ne sont pas compensées. Deux ans de perdus. Au-delà des artifices de présentation du budget 1988, c'est ce retard qui pèse lourd, dans la bataille de la compétitivité, pour l'industrie française.

CLAIRE BLANDIN.

ANVAR et fonds de la recherche et de la technologie

	BUDGET 1986 (1)		BUDGET 1987		PROJET BUDGET 1988	
	AP*	CP**	AP	CP	AP	CP
ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche)	990	840	570	425	626	640
FRT (Fonds de la recherche et de la technologie)	1 071	1 083	750	655	930	953

(1) Compte non tenu du collectif d'avril qui a amputé les crédits de l'ANVAR et ceux du FRT de 40 %.

* AP : autorisations de programme.
** CP : crédits de paiement.

ces dernières, la hausse n'est que de 24 % pour le FRT et de 10 % pour l'ANVAR. Si l'on rapproche ensuite les chiffres 1988 de ceux de 1986, avant les coupes réalisées par le gouvernement Chirac dès avril de cette année-là, on constate au mieux une stabilisation de l'effort budgétaire — en francs courants — mais en aucun cas un rattrapage (voir tableaux).

Aéronautique chocoutée

L'aéronautique, en revanche, continue à être « chocoutée » par les pouvoirs publics. La progression

d'ailleurs encore servir en 1988 à financer les programmes aéronautiques civils qui recevront une dotation de 1,5 milliard de francs, sans que le budget ait à en pâtir. Il suffit, pour constater cette débudgetisation, de se reporter aux crédits accordés à l'aviation civile dans le budget de M. Douffignies qui restent étonnamment stables (4,26 milliards de francs en 1987, 4,33 en 1988).

Dernier poste en expansion : le crédit d'impôt recherche dont les nouveaux mécanismes devraient entraîner une dépense fiscale supplémentaire de 500 millions de francs. Pour profiter de cette enveloppe —

Collectivités locales : la CAECL devient une banque de droit commun

La Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) est morte ! Vire le Crédit local de France ! Dans quelques jours, le Journal officiel va publier un décret autorisant la CAECL à supporter ses actifs — soit un peu plus de 7 milliards de francs — à la nouvelle société, qui prendra sa suite comme premier banquier des communes des départements et des régions.

Imaginé peu après mars 1986, la réforme de la CAECL aboutit enfin, après une difficile mise au point à la fois politique et technique, au cours de laquelle le ministre de l'intérieur, la rue de Rivoli et la Caisse des dépôts et consignations (qui est, en fait, l'organisme gestionnaire de la CAECL depuis vingt ans), ont fait valoir des positions qui n'étaient pas toujours convergentes. Mais la déréglementation bancaire, l'ouverture des marchés financiers et le développement de la concurrence entre établissements prêteurs français et étrangers, ont conduit les pouvoirs publics à inventer pour la CAECL, non pas une privatisation en bonne et due forme, mais une déstructuration partielle.

Jusqu'à maintenant, la CAECL était un établissement public de l'Etat soumis à des règles de gestion assez lourdes. Elle devait notamment respecter les dispositions de la comptabilité publique plus contraignantes que la réglementation bancaire à laquelle sont soumis, par exemple, le Crédit mutuel, le Crédit agricole, le BNP, etc. D'où un certain handicap, voire un risque à long terme de sécheresse, à l'heure où s'ouvrent les marchés financiers européens.

Moins de rigidité administrative, des délais de réponse plus courts, un allègement de la tutelle de l'Etat, une plus grande autonomie de gestion (1) : tels sont les objectifs qui ont guidé l'action des pouvoirs publics pour transformer, à partir du début octobre, la CAECL en société anonyme (SA) de droit privé. Mais une SA bien particulière, puisque l'Etat et la Caisse des dépôts garderont ensemble 60 % du capital de cette institution financière spécialisée comparable au Crédit national, au Crédit foncier, aux SDR régionales, à la société de capital risque SOFARIS ou encore au CEPME. Les 40 % restants seront placés auprès d'investisseurs institutionnels, comme les banques, les compagnies d'assurances, les caisses de retraite.

Le Crédit local de France sera dirigé à la fois par un conseil de surveillance et par un directoire. Le premier aura douze membres, dont quatre élus (en majorité des maires), deux représentants de l'Etat et six délégués d'institutions financières, dont deux au moins de la Caisse des dépôts. En outre, deux censeurs (des élus) siègeront au conseil de surveillance, mais sans droit de vote. Le directoire se composera de deux à cinq membres, qui seront nommés par le conseil de surveillance.

Des villes dans le capital ?

Certes, les élus locaux bénéficieront d'une représentation non négligeable au conseil de surveillance,

mais certainement pas déterminante, l'Etat gardant directement ou indirectement, par le biais de la Caisse des dépôts et des hauts fonctionnaires, la direction opérationnelle d'un organisme qui aura toujours vocation à être « le banquier des affaires locales ». Surtout, l'idée qui consistait à ouvrir le capital à des organismes publics, mixtes ou associatifs représentant les communes, les départements ou les régions (et qui se serait inscrite dans le droit fil de la décentralisation) a été repoussée par le gouvernement. « Il aurait fallu une procédure législative nécessairement longue, explique-t-on à la CAECL, et puis, selon quelles modalités les élus en question auraient-ils acheté la part

réunion du conseil de surveillance de la CAECL, qui sera présidée par un maire de l'assemblée majoritaire.

Le Crédit local de France continuera, comme l'est la CAECL, à proposer une gamme variée de prêts, dans un climat de concurrence de plus en plus vive entre banques qui trouvent dans les collectivités locales des « clients » de plus en plus intéressants. (2) Ces collectivités n'investiront-elles pas 111 milliards de francs en 1987 ? Il continuera à appuyer sur le réseau et la logistique de la Caisse des dépôts en signant avec elle une convention pour cinq ans. Et l'actuel directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, M. Pierre Richard, qui dirige la CAECL et qui est le pivot de la réforme, devrait prendre la présidence du directoire du Crédit local, dont le siège sera à quelques mètres du Palais-Bourbon.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Pins de 30 milliards de francs de prêts

La CAECL est le premier emprunteur sur le marché obligataire après l'Etat. En 1987, elle aura levé près de 30 milliards de francs. 90 % de ses prêts à long terme sont gérés sur des ressources elles-mêmes à long terme.

A la fin de 1986, l'encours de ses prêts aux collectivités locales, aux chambres de commerce, aux ports maritimes, atteignait 108 milliards de francs. De 10 milliards en 1982, le volume des prêts est passé à 16 milliards en 1984 et à 28 en 1986 (32 escomptés en 1987).

M. Jean-Pierre Roux, maire RPR d'Avignon, est président du conseil d'administration et M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, assure la direction de la CAECL.

du capital qui leur serait revenue ? On ajoute, toutefois, que, demain rien n'empêchera un groupement de villes ou de sociétés d'économie mixte de racheter aux investisseurs institutionnels une partie des 40 % qu'ils vont posséder dans quelques semaines.

Les élus socialistes, en tout cas, critiquent la réforme. Ils vont déposer une proposition de loi et réclament un débat parlementaire. Ils craignent que la « logique de la rentabilité à tout prix » ne mette à mal les exigences du service public local.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une privatisation, mais seulement d'une vente partielle d'actifs de l'Etat, et uniquement à des institutions, M. Balladur a saisi la commission des privatisations qui devrait « dire son évaluation » à la mi-octobre. L'opération devrait rapporter au Trésor environ 4 milliards de francs. Le Conseil d'Etat, d'autre part, consulté pour avis, a donné une appréciation favorable et c'est le 6 octobre qu'est prévue la première

Octobre ! le mois de la reprise

chez NEUBAUER



REPRISE DE VOTRE VOITURE

5555 f au moins

pour tout achat

d'une PEUGEOT neuve*

en livraison immédiate

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Commande Electronique

Résultats du premier semestre 1987

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1987 s'est élevé à 112 MF (+ 23 %) et le résultat net à 8,4 MF (+ 16,3 %). Les prévisions réactualisées 1987 sont de 278 MF (+ 36,2 %) pour le CA et de 24 MF (+ 18,8 %) pour le résultat net. Cette révision en baisse des prévisions 87 s'explique de la manière suivante :

— L'activité logiciel répond aux prévisions (+ 46 %) et va être renforcée dans l'immédiat par le lancement de Rapidfile et de Base Mac.

— Cette extension de la gamme logiciel, qui va s'accentuer en 1988, a nécessité le doublement de l'effectif, ce qui pèse maintenant sur les résultats. Nous avons de plus mis en chantier une extension de 6 000 mètres carrés de notre usine de Douvains, livraison en avril 1988.

— Un important contrat avec versement cash d'un droit d'usage de 3,5 MF vient d'être signé avec le ministère de l'éducation nationale pour l'enseignement de Base III Plus dans les lycées et collèges. D'autres contrats administratifs sont attendus.

— L'activité extension PC est en stagnation à cause de l'arrivée du standard PS/2, pour lequel les cartes additionnelles ne sont pas encore disponibles. Pour compenser ce manque de dynamisme, nous avons pris la distribution pour la France des micro-ordinateurs Minox, d'une technologie très avancée, que nous offrons en vente directe aux grands comptes et administrations. Cette activité ne pèsera pas sur notre trésorerie car les machines sont disponibles sans délai.

— Carte de communication. Nous lançons la carte LCE 123, qui a obtenu le plus grand succès lors de la récente LCE-Expo qui s'est tenue les 16, 17 et 18 septembre 1987.

— Notre nouveau laboratoire de développement de Grenoble prépare une gamme de produits majeurs de télématique et de monétique.

— Ashton-Tate. M. Luther Numbauer, président d'Ashton-Tate, a annoncé, lors de LCE-Expo, une double extension de sa gamme en logiciels liés aux grands systèmes, d'une part, et aux produits série économique pour PC, AT et Macintosh, d'autre part.

Le rapport d'activité complet du premier semestre 1987 peut être obtenu sur simple demande à :

La Commande Electronique
service Communication
7, rue des Prins,
27920 Saint-Pierre-de-Baillet.

CGE :

ACTION COTÉE DANS HUIT BOURSES EUROPÉENNES

Les actions de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), déjà cotées à la Bourse de Paris depuis le 3 juin 1987 après la privatisation de la Compagnie, sont, depuis le 29 septembre 1987, cotées sur sept autres places financières :

- Francfort en Allemagne fédérale
- Anvers et Bruxelles en Belgique
- Amsterdam aux Pays-Bas
- Bâle, Genève et Zurich en Suisse.



NOUVELLES INTRODUCTIONS EN BOURSE

سكزا من الاصل

PARIS

**Cours relevés
à 17 h 32**

MINITEL

1970

8-11-1964

2000

[illegible]

Figure 1

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

2006. 3. 6

1

6

NO. 100

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

[Faint, illegible handwritten notes]

1990

2011

67. —

100-443887-100

IRE DES DE

2000

... ..

100

NON-RES

中 國

Figure 6

Figure 1

1997

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* were determined by the method of Arar and Collins (1971).

c: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

هكذا من الاصل

